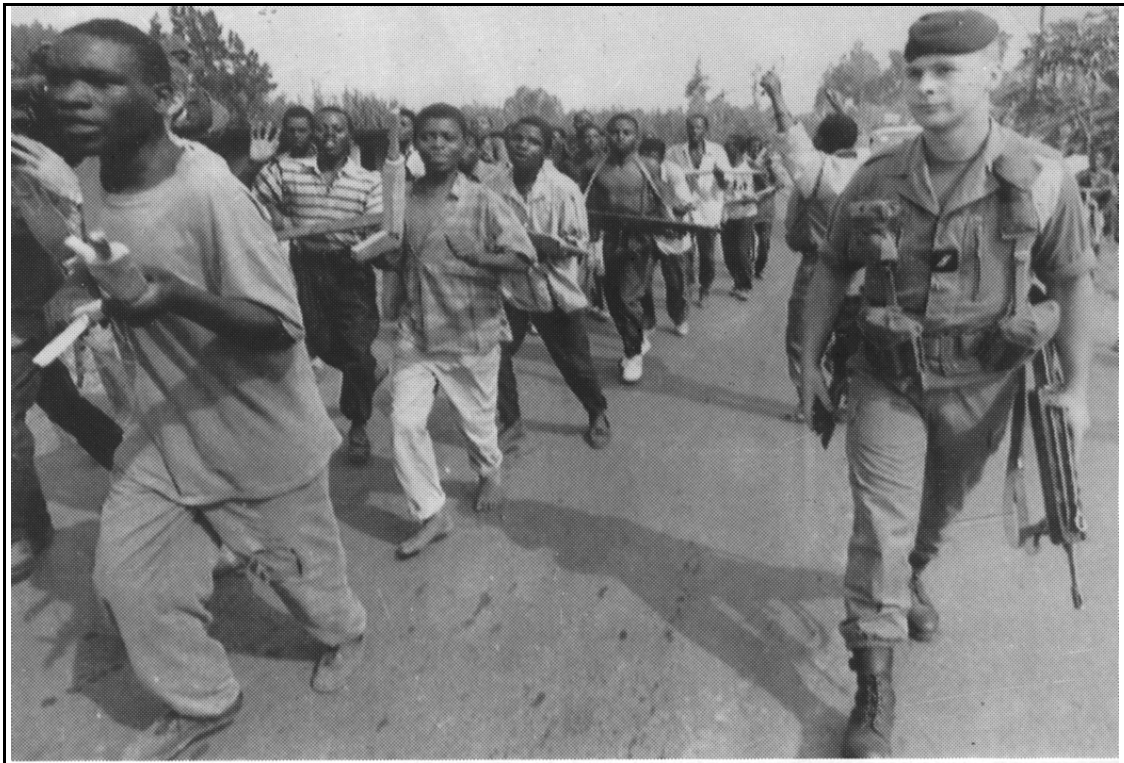


RWANDA



Soldat français et miliciens Interahamwe

Synthèse du dossier d'octobre 97 préparé par
Jacques Delcuvellerie et Marie-France Collard
et présentation du *Work in progress* de janvier 99

GROUPOV



Avertissement

La préparation de ce projet s'étend sur plusieurs années et le présent dossier, exposant les grandes lignes dramaturgiques et synthétisant nos premiers contacts et voyage au Rwanda, date d'octobre 1997. Depuis, beaucoup de travail a été accompli et les événements au Rwanda et dans la région ont connu de nombreux développements.

Nous avons renoncé à mettre à jour ce document, car l'essentiel de l'analyse qu'il contient s'est confirmé dans les faits et à l'épreuve de nos voyages plus récents. Cependant, dans le travail, nous avons amendé, transformé ou enrichi certaines propositions. Voici quelques indications à ce sujet:

- le titre «Rwanda, la chevauchée furieuse», repris dans tout le dossier, sera changée. L'intitulé définitif n'est pas encore trouvé. Nous remercions M. Gasana N'Doba d'avoir attiré notre attention sur ce point. Outre que nous avons toujours été un peu gêné par le terme «chevauchée» pour un pays qui n'a jamais connu le cheval, le fait que le mouvement extrémiste hutu a toujours cherché à parer ses plus sordides entreprises de désignations lyriques et ronflantes nous a paru un argument définitif. Quand le mot Rwanda évoque automatiquement génocide et massacres, y accoler «chevauchée furieuse» entraîne -qu'on le veuille ou non- une connotation héroïque des plus mal venues.

La création en gestation fait d'ores et déjà place à une dimension presque absente du dossier, analyse comme témoignages: la résistance.

Les Tutsi n'ont pas tous été conduits aux barrières comme des moutons à l'abattoir, là où cela était possible, avec des moyens dérisoires face à un ennemi puissant et fanatisé, ils se sont organisés, battus, ils ont résisté. De même des Hutu, rares mais admirables, ont refusé les ordres, sauvé des vies au péril de la leur, et pour certains ont rejoint les rangs de la lutte armée de libération. Tout cet effort qui prouve que, même dans les pires circonstances la résistance contre l'innommable est non seulement un devoir mais effectivement possible, trouvera la place qu'il mérite dans notre travail.

La structure même du spectacle est désormais clairement définie et la répartition des tâches dans le processus de sa réalisation, achevée. Un document spécifique a été rédigé à l'intention de ceux que cette concrétisation intéresse, qui peut être obtenu en complément de ce dossier.

Enfin, la bibliographie s'est fortement enrichie de livres anciens dont nous ne disposions pas alors, et de livres nouveaux sortis depuis 1997. Nous les avons rajoutés à l'ancienne liste dans le présent dossier, pour tous ceux que le sujet appelle à de plus amples recherches. Qu'on ne s'étonne donc pas de l'anachronisme entre certaines publications et l'ensemble de notre présentation.

Sommaire .

- *Note d'intention* - Jacques Delcuvellerie.

Introduction

1. *Il nous fallait d'abord savoir et comprendre*
2. *De quel point de vue oser parler, oser créer ?*
3. *Quelles dramaturgies de référence ?
Quelle dramaturgie en gestation ?*
4. *Quel processus ? Quelles méthodes ?*

- *Cahier de travail. Extraits.* Marie-France Collard.

- Repères chronologiques

- "*Prologue ou l'épreuve du fantôme.*", in "*Le fantôme ou le théâtre qui doute*";
Monique Borie, Ed. Actes Sud / Académie Expérimentale des Théâtres.
Collection "Le temps du théâtre".

- Bibliographie

"Ils sont vivants les morts couchés sous la terre..."
Sophocle, *Electre*.



Kigali - juillet 1994

INTRODUCTION.

D'abord, il y eut la révolte. Le hurlement devant l'horreur, puis le soulèvement de tout l'être devant l'indifférence générale. Vinrent ensuite la colère, parfois la rage, devant les mensonges, la désinformation savamment orchestrée, l'acharnement contre les victimes et leurs amis. Enfin l'écœurement, la nausée, à la découverte chaque jour plus patente que du génocide à la protection des assassins, du boycott économique des damnés de la terre au dénigrement médiatique de tous leurs efforts, n'était à l'œuvre nul aveuglement des gouvernements français et belges mais la même politique clairement définie depuis des décennies, impitoyable, monstrueusement criminelle mais parfaitement sûre d'elle-même, arrogante, parant avec cynisme la défense des intérêts les plus sordides dans le drapeau des "droits de l'homme" et des "causes humanitaires" .

Ce moment n'est pas clos. Mais, la révolte ne suffit pas, l'exposé des faits et leur analyse non plus. Le million d'enfants, de femmes et d'hommes, torturés, violés, massacrés, puis insultés, niés, effacés, exige de nous un effort plus grand. L'art du théâtre également, puisqu'aussi bien, en notre état, nous n'avons guère d'autres ressources que la scène.

1/ Il nous fallait d'abord savoir et comprendre.

Nous tenons pour malfaisante l'assertion des "sages" selon laquelle l'horreur est inconnaissable et que l'analyse des causes qu'on peut repérer à son avènement, s'avère toujours impuissante à en rendre compte réellement.

Cette position a beaucoup été soutenue pour le génocide des juifs. D'un côté on diffuse à une échelle sans précédent le témoignage des rescapés, les images du crime, les descriptions de la machine de mort et de ses ingénieurs, dans l'intention hautement proclamée de prévenir les jeunes générations du retour de l'innommable, de l'autre on rejette la possibilité même de comprendre et d'analyser rationnellement le phénomène. Il résulte de cette double attitude une fascination morbide extrêmement douteuse. On constitue une action humaine en preuve insondable d'une métaphysique du mal, et la responsabilité s'en partage entre un "fou", Hitler, et "l'homme ordinaire": ceux qui l'ont élu, ceux qui ont cru en lui, ceux qui ne voulaient pas savoir, ceux qui savaient mais n'ont rien fait, ceux qui lui ont facilité le travail, ceux qui ont directement participé, etc. En ayant décrété d'emblée comme inappropriées, voire aux mieux comme "réductrices", les approches économiques, politiques, scientifiques du génocide, il ne reste plus que le diable et la part obscure que chacun porte en soi. L'événement commence ainsi à échapper à l'histoire, il entre dans le domaine de la lutte éternelle du bien et du mal, c'est presque dire qu'à vouloir en prévenir le retour de cette façon on annonce déjà la résurgence du monstre.

Ce type d'approche existe également à propos du Rwanda. Moins intellectuellement élaborée que dans le cas du génocide des Juifs, pour des raisons évidentes, mais peut-être beaucoup plus partagée par l'opinion publique. Au fatalisme idéaliste se mêle ici un vieux fond de racisme: la sauvagerie nègre ancestrale resurgirait dès que le colonisateur tourne le dos. Les médias ont conforté cet apriorisme en présentant systématiquement le génocide comme une guerre ethnique. Que l'examen des faits et l'analyse des ethnologues contredisent fondamentalement cette "interprétation", n'impressionne guère ceux qui en sont partisans: il ne s'agit pas de chercher la vérité mais de "prouver" ce qu'on tient d'avance pour certain.

Cela, nous pouvons maintenant l'affirmer, après avoir beaucoup lu, entendu, vu, confronté, décanté, réfléchi. Après avoir longuement cherché donc, à savoir et à comprendre¹. Au terme de ces

¹Ce résumé de nos recherches est destiné aux principaux participants potentiels de notre projet: des professionnels du spectacle. Il ne vise donc pas les mêmes objectifs, ne suit pas les mêmes règles et n'adopte pas la même présentation qu'une contribution scientifique. Il est cependant la conclusion de deux ans de travail où, notamment, nous avons étudié des thèses, des mémoires, des analyses d'universitaires spécialistes du Rwanda. Nous sommes donc bien conscients des lacunes qu'une synthèse aussi ramassée implique nécessairement, mais il n'en

années d'étude et d'enquête , nous pouvons provisoirement conclure, et exposer ce que nous tenons pour certain au niveau des faits :

a) Le génocide au Rwanda est un fait.

Il faut, hélas, rappeler que cette vérité a été et demeure attaquée. En mai 1994, alors qu'il y avait déjà des centaines de milliers de morts, une intense bataille diplomatique se menait dans les coulisses de l'ONU, à la seule fin d'empêcher que cette boucherie ne soit qualifiée de "génocide". Ceux qui avaient armé le régime assassin et continuaient à le soutenir, s'y opposaient pour des raisons parfaitement claires, puisque reconnaître un génocide implique de désigner des génocidaires ; d'autres s'appliquaient à retarder la reconnaissance du fait par peur des conséquences (on sait que désormais la qualification officielle de "génocide" par l'ONU contraint en principe les états membres à intervenir immédiatement et par tous les moyens).

Depuis 1994, les mêmes protecteurs du régime génocidaire ont développé diverses théories, visant toutes à nier le crime planifié, organisé, exécuté systématiquement, pour faire du génocide un crime de guerre "ordinaire", explicable avant tout par la lutte avec le FPR, voire provoqué par lui². Ces milieux ne se contentent pas de théorie, ils sont également le refuge et le soutien matériel des assassins, en Europe et en Afrique.

A l'exception de ces groupes de pression, avant tout français et belges, la communauté internationale a reconnu les événements de 1994 comme un génocide, et c'est pour nous une vérité incontestablement établie.

b) le génocide rwandais est un fait singulier.

Le génocide rwandais présente les traits communs à ces horreurs longuement préparées et systématiquement menées, mais également des traits spécifiques.

- *son extrême intensité* : environ un million de personnes ont été massacrées en trois mois... Dans leur immense majorité, par des moyens artisanaux, sans recours à aucune arme de destruction de masse. C'est là un "travail" (comme disait Radio Télévision Mille Collines), nécessitant un effort et un rythme d'une

résulte pas que les affirmations ici condensées soient superficielles ou gratuites. Pour ne prendre qu'un exemple, quand - pour la période d'avant 1918- nous écrivons: "*Les missionnaires participent à tout cela d'une main de fer.*" Cette petite phrase renvoie à des études précises sur les expéditions punitives, la répression physique, l'exercice de la justice, l'utilisation de l'aide alimentaire, le monopole du bois et les corvées de chantier, ainsi que le "clientélisme" économique, dans les postes de mission tenus par les Pères Blancs. Le caractère du présent dossier ne nous permet pas, pour chaque point de ce genre, de l'alimenter d'exemples, ou d'indiquer toutes les sources qui conduisent à nos conclusions. Ceci, une fois de plus, n'est pas un mémoire de licence.

²Parce que des enjeux politiques immédiats continuent d'y être liés, le négationnisme s'est développé avant même la fin de la guerre. Il connaît diverses formes où l'odieux le dispute à l'insensé: massacres "préventifs" limités, représailles, "double génocide", etc.

rare violence. L'obtention d'un tel résultat a nécessité le concours d'une grande masse d'assassins oeuvrant sans relâche.

Ce fait n'est pas indépendant d'une question d'actualité (1997) sans cesse posée à l'opinion publique française : le sort des réfugiés hutu au Congo (ex-Zaïre). Quand la télévision évoque ceux dont on a perdu trace, ou qui - à la différence de leurs compatriotes marchant jusqu'à la limite de leurs forces pour revenir au pays aussitôt leurs camps libérés, fin 1996 (de 700 000 à un million selon les journaux) refusent obstinément de rentrer au Rwanda alors qu'ils sont dans un état tragique: blessés, malades, affamés, ces visages de femmes et d'adolescents ne sont peut-être pas tous ceux d'innocents persécutés. Certes, il importe d'établir si des massacres ont eu lieu au Congo, et dans ce cas par qui et pourquoi. Mais on ne peut non plus éviter de s'interroger sur les motifs d'un refus aussi désespéré du retour chez soi...

Le génocide rwandais a mis "au travail" toutes les catégories de la population : politiciens, militaires, gendarmes, intellectuels, médecins, infirmières, journalistes, enseignants, étudiants, ouvriers, paysans, écoliers, ménagères, enfants. Un livre entier a pu être consacré à la seule participation des femmes à l'entreprise... L'incrédulité que cela provoque chez certains Européens et sur laquelle s'appuient les "historiens" révisionnistes, séides de l'ancien régime, provient, *entre autres*, de leur méconnaissance du degré extrêmement poussé de l'organisation et de l'encadrement des individus au Rwanda, où chacun dépend étroitement de plusieurs pouvoirs et fait l'objet d'un contrôle attentif. Cela existait déjà sous la monarchie précoloniale et s'est poursuivi sous des formes nouvelles avec Kayibanda et Habyarimana. Le pouvoir présidentiel est relayé par les préfets puis les bourgmestres, tous nommés par lui. A l'échelon le plus bas le réseau se resserre. Ainsi chaque commune du Rwanda est divisée en secteurs, chaque secteur en cellules, chaque cellule en "unités" de dix maisons environ. Chaque niveau, commune, secteur, cellule, a un responsable qui informe, surveille, commande. Imaginons la France ou la Belgique divisée en unités de dix maisons, avec un "fonctionnaire" qui les anime, fait des rapports, favorise ou condamne...Souvenons-nous aussi que, pendant une longue période, tout Rwandais était *de naissance* membre du parti politique d'Habyarimana... Quand, depuis trente-cinq ans, cela fonctionne dans l'éducation perpétuelle à la discrimination et à la haine, cela constitue une machine de mort d'une puissance incalculable.

- *son extrême férocité* : les hommes, les femmes, les enfants, les vieillards, ne furent pas seulement exterminés, mais violés, torturés, dépecés, brûlés vifs, jetés dans les latrines; on a obligé des maris à tuer leurs femmes et des parents à assassiner leurs enfants. Quand on parle de cette indéniable férocité, il importe toujours de rappeler qu'elle ne correspond pas à une "explosion de violence", une "orgie sanguinaire", et autres stéréotypes de la presse à sensation. Le déchaînement de ces forces a été minutieusement

orchestré, les listes des victimes soigneusement établies, les armes collectées et réparties, les entraînements bien encadrés. La férocité a manifesté la haine, la déshumanisation des victimes, mais nullement le chaos.

- *son caractère national* : ce n'est pas le génocide des Indiens, ou celui des Arméniens, ou celui des Juifs et des Tziganes de l'Europe entière par les Allemands, les assassins parlaient exactement la même langue, avaient la même patrie et la même religion que leurs victimes. Ce n'est pas un envahisseur étranger, mais souvent un voisin, un ami, un parent qui ont tué. Il ne s'agit même pas de l'élimination d'une "minorité nationale", car dans tous les pays du monde cette distinction implique une autre culture, un autre idiome, souvent d'autres dieux. Rien de tout cela ne différenciait bourreaux et suppliciés. Au reste, il faut chaque fois rappeler que si les Tutsi étaient principalement visés, d'innombrables Hutu, opposés au régime ou simplement au massacre, furent également assassinés.

De telles caractéristiques impliquent une évidence : on n'en vient pas là sans une haine si profonde qu'elle pulvérise tous les interdits, et une telle haine -sans doute, comme toujours, fruit d'une grande crainte et d'une grande frustration- ne peut se développer rapidement, il lui faut de longues années pour s'alimenter, croître, exploser.

Quel processus a pu engendrer puis développer une haine capable de produire une pareille atrocité ?

La réponse véhiculée par la quasi-totalité des médias tient en ces quelques lignes: les Tutsi, ethnie très minoritaire, constituaient jadis la classe féodale dominante; après la révolution démocratique et l'indépendance, les Hutu, largement majoritaires, prirent le pouvoir; brimés à leur tour, de nombreux Tutsi émigrèrent et constituèrent une force armée menant la guerre contre le régime Hutu; après de violents conflits, des accords de paix furent élaborés (Arusha) qui prévoyaient le retour des réfugiés tutsi et un partage du pouvoir; dans ce contexte le président hutu Habyarima fut assassiné, et la haine séculaire des Hutu contre les Tutsi se déchaîna, conduisant au génocide.

Qui n'a pas entendu cette version des faits ?

Elle situe le génocide comme la conséquence d' une lutte fratricide entre deux ethnies opposées depuis toujours, problème "typiquement africain".

Or, il nous paraît que la réalité historique fut loin d'être aussi simple et que son examen attentif conduit à des conclusions complètement différentes.

c) La haine au Rwanda ne résulte pas de la structure " ethnique"de la société, mais de l'intervention européenne depuis un siècle.

" Je suis une Hutu d'un clan tutsi"

Marciane, rescapée de la colline de Ruhashya
(province de Butare)
ayant perdu l'entièreté de sa famille dans le génocide

c.1. *La théorisation européenne d'une structure "ethnique" de la société rwandaise traditionnelle.*

Les spécialistes actuels sont extrêmement réticents, et la plupart résolument opposés, à désigner les groupes composant la société rwandaise comme des "ethnies".

Pour nous, après avoir longuement lu, d'une part (le seul moyen d'entrer en contact avec le passé, hélas), et interrogé directement, d'autre part (mais *aujourd'hui*, c'est-à-dire à un moment où cette conscience est le fruit d'une histoire longue déjà, sanglante, et vivement identifiée à des enjeux politiques), nous concluons que **les "catégories identitaires" Tutsi-Hutu-Twa ne correspondent nullement à des ethnies**, au sens où partout ailleurs ce concept (questionnable) s'applique. Autrement dit, pour pouvoir les définir comme ethnies, il faudrait inclure dans la définition de ce concept des caractéristiques uniquement présentes au Rwanda et au Burundi. Ce qui est si absurde que la définition elle-même perdrait tout sens et, par exemple, amènerait à constater des divisions "ethniques" dans la France ou la Grande Bretagne de 1997, largement plus évidentes qu'au Pays Des Mille Collines.

Néanmoins, quiconque approche des Rwandais ou interroge sérieusement l'histoire de ce pays, ne peut traiter à la légère "l'ethnisation" des conflits. Tant de souffrances, de morts, de passions, sont liées à cette notion qu'elle possède *une valeur de fait*, indépendamment de sa pertinence ou son aberration sur le plan scientifique. Ayant acquis la conviction qu'elle n'a pas de sens à ce niveau, il nous faut donc cependant l'examiner comme agent fonctionnel. Pourquoi et comment le Rwanda a-t-il été ethnisé ?

Le débat sur cette question emplit plusieurs bibliothèques, à quoi se ramène-t-il ? Aucun des écrivains ou chercheurs que nous avons lus ne se revendique d'une école, mais nous retirons de l'ensemble de notre enquête qu'ils se rangent clairement en trois tendances :

1/ *L'école ancienne*, initiée par les premiers explorateurs, développée par les missionnaires et adoptée par les colons, *assimile Tutsi-Hutu-Twa à trois ethnies différentes. Dans leur mode de pensée cela signifie trois "races", physiologiquement et spirituellement différentes, vouées donc "par nature" à des fonctions spécifiques: commandement, servitude, basses oeuvres.* Nous pourrions ici inclure des dizaines de citations, qui mettent toutes en relation la beauté et l'intelligence (tutsi), la grossièreté physique et la servilité (Hutu), la hideur simiesque et le statut de paria (twa). Il faut remarquer que cette approche archaïque est encore excessivement

influyente. Si, sous sa forme ancienne, elle ne s'exprime plus que sous la plume de vieux colons fascinés par l'aristocratie tutsi, elle est extrêmement vivace *sous sa forme inversée* chez les génocidaires et leurs partisans laïcs et religieux. Les idéologues belges de la "révolution" hutu de 1959 et les parrains occidentaux de la famille Habyarimana continuent à penser le Rwanda comme divisé en "ethnies", où les uns sont "par nature" des féodaux retors, hypocrites et sanguinaires, et les autres des braves gens un peu naïfs, opprimés congénitaux. Par conséquent toute action de ces derniers est "démocratique", eussent-ils le sang d'un million de personnes sur les mains. C'est pourquoi, sous la présidence d'Habyarimana, toute recherche historique dont les découvertes contredisaient la version coloniale adoptée par le régime était attaquée avec la dernière énergie. Aujourd'hui encore certains Pères Blancs, viscéralement anti-FPR, continuent de s'y accrocher. Sur le plan scientifique, ces conceptions sont évidemment dépassées.

2/ *L'école antiraciste*, qui refuse de reconnaître dans les "catégories identitaires" Tutsi-Hutu-Twa des ethnies et encore moins des races. Cette approche *attribue aux européens la responsabilité de l'ethnisation du Rwanda*. Les textes délirants de certains colons et responsables ecclésiastiques leur facilitent la tâche, notamment ceux de la théorie hamitique où non seulement les Tutsi deviennent d'anciens blancs, mais encore des descendants de Noé... Si cette nouvelle lecture critique de l'intervention du colonisateur, avec ses préjugés et ses intérêts cupides, a mis en évidence un processus d'ethnisation provoquée à des fins politiques, elle n'échappe cependant pas à un soupçon. Celui d'être le produit d'Européens profondément marqués par les ravages des théories racistes dans l'histoire de leur propre civilisation. Par conséquent portés à penser que le racisme est un produit d'exportation, initialement inconnu aux Rwandais. Mais, contre notre "soupçon" (qui, au fond, les honore), les arguments ne leur manquent certes pas. Des historiens éminents comme Jean-Pierre Chrétien, directeur de recherche au CNRS, représentent ce courant.

3/ *L'école que nous appellerons de "l'ethnogenèse"* (terme qu'on retrouve chez eux comme chez les précédents), qui estime qu'il existait dans le Rwanda pré-colonial quelque chose d'unique où une division complexe des fonctions (ne correspondant exactement à aucun des systèmes connus) faisait effectivement déjà intervenir la mise en évidence de différences spirituelles et de différences physiques intrinsèques pour les justifier. Ce que J-J Maquet appelait "une prémisse d'inégalité". Bernard Lugan, affirme : " *l'ancien Rwanda était dirigé par des pasteurs tutsi reconnaissant les mêmes valeurs aristocratiques, pastorales et guerrières. L'idéologie qui était à la base de la domination sociale, politique, économique et militaire de cet Etat pastoral était d'essence "raciale"*. " Il ne reconnaît pas entre Tutsi et Hutu des ethnies, mais avance de nombreux exemples où la " *domination des Tutsi en*

général sur les Hutu en général " se justifiait non seulement par des origines célestes (les «tombés du ciel»), mais par l'idéalisation d'un morphotype supérieur dont l'aristocratie tutsi cherchait la production systématique, par la sélection des femmes en particulier. Si le colonisateur a utilisé et déformé ces catégorisations à son profit, si - finalement- il a créé les ethnies, il s'est appuyé sur une réalité préexistante.³

³Bernard Lugan a été professeur à l'Université du Rwanda de 1971 à 1983, il a consacré 2 thèses à ce pays dont une de doctorat, il enseigne actuellement l'histoire de l'Afrique à Lyon III. C'est donc un «spécialiste». Cependant M. Lugan est manifestement un raciste fondamentaliste (genre Laponge), qui ne dédaigne pas d'écrire dans le torchon d'extrême droite «minute» ou de servir de caution «scientifique» au livre le plus révoltant et le plus stupide consacré par un officiel français au génocide: «Le retour du Mwami » de Bernard Debré, ex-ministre de la coopération. Les avis de M. Lugan sont donc à prendre avec des pincettes. Si nous le citons parfois c'est afin de montrer que, même chez les plus suspects des historiens contemporains, plus personne ne peut défendre la thèse maintenue jusque sous Habyarimana de deux ethnies au sens strict, ni d'une «conquête» tutsi relativement récente et spoliant «les» hutu de leur pays. (cf aussi p 14). Dans la situation présente, tout serait d'ailleurs à interroger plus précisément: «l'ancien Rwanda», soit le Rwanda central contrôlé par le Mwami, le reste du pays vivant très différemment; «dirigé par des pasteurs tutsi», principalement mais pas exclusivement, etc...

C'est l'essentiel du différend avec la tendance antiraciste "pure". L'approche "ethnogénétique" connaît diverses variantes, elle semble crédible mais, à l'inverse de la précédente, offre une tendance au compromis avec l'idée que "quelque chose comme des ethnies" existait au Rwanda, alors que les Rwandais n'avaient même pas de mot pour cette notion⁴. Si, de surcroît, on en vient à considérer que les "ethnies" sont en quelque sorte devenues un fait vécu et intégré comme tel par une majorité de Rwandais (ethnogenèse suite), et que ce "fait" importe davantage que toutes les théories, on est à deux doigts d'accepter le fondement même des régimes successifs du Rwanda jusqu'à 1994, c'est-à-dire la cause essentielle du désastre. Cela semble pourtant la position d'un chercheur universitaire comme Filip Reyntjens, dont l'indulgence pour le régime Habyarimana jusqu'en 1990 et la foi dans une démocratisation pacifique ultérieure restent encore aujourd'hui confondantes. Accepter, voire conforter, "l'ethnisme" au Rwanda parce qu'il a une base subjective réelle, n'a pas plus de sens que d'accepter de diviser des nations en Juifs et Aryens, au prétexte que les Juifs se vivent comme tels et qu'un puissant courant antisémite existerait dans l'opinion publique.⁵

Tous les tenants de "l'ethnogenèse" et de la "prémisse d'inégalité" ne conduisent pas leurs conclusions jusque là. Comme les précédents ils contribuent à réévaluer l'importance des autres "marqueurs d'identité" : régions, lignages, etc. Ils admettent que sur cette construction délicate le colonisateur est venu plaquer ses conceptions "raciales", ses analyses sommaires et ses intérêts de conquérant, transformant profondément les catégories traditionnelles et, finalement, *créant ce qu'il prétendait découvrir: une structure d'oppression basée sur une division "ethnique"*. Mais, selon eux, il s'est appuyé pour cela sur un fait singulier préexistant.

De la confrontation de ces différentes approches, il résulte quelques certitudes fondamentales. Pour ce qui est du peuplement du Rwanda, le seul point nettement établi par toutes les études contemporaines se résume à ceci : *sur une durée de plusieurs millénaires* (mais personne ne s'accorde exactement sur les dates) *des*

⁴«Ubwoko», mot retenu par le colonisateur pour ses cartes d'identités «ethnicsées», peut renvoyer à «clan», une toute autre réalité, et selon l'interlocuteur et les circonstances, un Rwandais de jadis se serait présenté d'abord non comme Tutsi ou Hutu, mais comme de telle région, ou telle colline, ou tel village, etc.

⁵Au moment même du génocide F.Reyntjens a dénoncé les média qui voulaient réduire le génocide à un conflit interethnique, ou à des crimes de guerre. Néanmoins, ayant accepté depuis longtemps le fait de l'ethnisation du Rwanda comme incontournable, il avait lui-même conforté les prémisses de ce type "d'analyse". En considérant la division Hutu/Tutsi comme politiquement légitime, il est entré dans cette logique où il faut nécessairement organiser des représentations politiques et juridiques des "ethnies", appliquer des quotas, pondérer des équilibres, etc. Cette mécanique infernale où les citoyens et les idées ne sont pas validés en fonction de leur valeur mais de leur appartenance raciale... Lui-même intègre cette "logique" quand il rejette les extrémistes des "deux bords", l'aile fasciste du MRND et la CDR d'un côté et le FPR de l'autre, celui-ci ne pouvant pour lui, *par nature*, être un mouvement de libération nationale, *puisque* il est essentiellement tutsi...

*Cf. à ce sujet l'excellent résumé dans le petit livre de Dominique Franche «Généalogie d'un génocide».

peuplades différentes ont progressivement et pacifiquement occupé ce territoire. Et c'est à peu près tout. Même l'hypothèse la plus largement partagée selon laquelle les pasteurs nomades seraient arrivés les derniers (mais certains portent cela à mille ans avant Jésus-Christ ou plus) adoptant la langue et l'essentiel de la religion locale, mais imposant le pouvoir de "la vache" et leur domination progressive, reste sujette à controverse. Par contre, sur le plan "ethnique" on peut être absolument clair : ces entités s'étaient - des siècles avant l'arrivée du colonisateur- intégrées au plus haut point en un "peuple-nation", partageant la même identité nationale, la même langue, la même religion, la même structure sociale. Il n'existe aucune trace, aucun souvenir, aucune légende, aucun dicton populaire évoquant une guerre entre eux, il en existe des milliers où ils font la guerre ensemble contre des royaumes voisins. Il existe des proverbes qui montrent la croyance des Tutsi dans leur supériorité "naturelle" et que l'oppression des pauvres et des Hutu en particulier était un fait cruellement ressenti. De même, il existe des poèmes dynastiques montrant des guerres du Rwanda central contre des roitelets hutu insoumis et contre des royaumes étrangers (Burundi), mais aucun qui prenne pour fondement de la guerre la division "raciale" entre Tutsi-Hutu.*

Deux autres conclusions se dégagent: *la catégorisation Tutsi-Hutu n'a pas toujours existé, et elle a changé de sens au fil du temps.*

Dans la version coloniale adoptée ensuite par le Hutu Power, les Tutsi sont arrivés avec leurs troupeaux et ont conquis le Rwanda. Toutes les recherches en histoire depuis plus de vingt ans montrent que cette affirmation est doublement fautive : 1/ aucun élément de la tradition orale ne contient la moindre trace d'une "conquête", au sens d'une entreprise militaire aboutissant à la colonisation des autochtones. 2/ la désignation "Tutsi" de 1896, et encore moins de 1959, ne peut recouvrir la même réalité qu'à ce moment supposé d'immigration où la lente évolution vers la formation sociale que découvrirent les explorateurs commence à peine. Il faudrait parler comme Bernard Lugan de pré-Tutsi et de pré-Hutu et, dans ses études, les pré-Tutsi pourraient bien avoir été là longtemps avant les autres, ce qu'on appellerait la "conquête" du Rwanda n'étant que l'extension progressive du pouvoir du clan royal Nyiginya. Certaines études très poussées (on cite entre autres Catherine Newberry, Jean-Népomucène Nkurikiyimfura), prouveraient que c'est dans le cours du XIX^{ème} siècle seulement que se définit la catégorisation Tutsi-Hutu sous *cette* forme particulière où les premiers missionnaires l'observèrent à la Cour et dans les régions immédiatement environnantes. Non seulement dans le reste du pays les choses varient considérablement, mais même là cette définition est irréductible à une véritable différence "ethnique".⁶

⁶Une des formes les plus patentes de l'impossibilité de réduire Hutu/Tutsi à des ethnies a été fournie par le colonisateur lui-même. En dépit de tous ses efforts «scientifiques», (ses mesures de taille et de crâne) il dut se résoudre à un critère économique pour étiqueter les indigènes: 10 vaches= Tutsi, 9 et moins= Hutu. Non seulement les familles furent divisées arbitrairement, mais -hérésie par rapport aux coutumes- les catégories devinrent figées,

Pourtant, depuis que nous travaillons sur ce projet, tout inconnu comme tout ami à qui nous nous en ouvrons, récite immédiatement la version du "conflit ethnique séculaire". Cette fable a le mérite de dégager les Européens de toute responsabilité, elle ne repose sur rien mais tire sa "dignité" d'être déjà fort ancienne. Comment est-elle née ? L'essentiel de ce que l'opinion publique, certains journalistes et quelques "spécialistes" de l'ancienne école, tient pour vrai sur le Rwanda, provient de l'approche historique propre aux premiers colons allemands et belges et surtout aux missionnaires, au tournant du siècle. *Dans leur quasi totalité, les travaux ultérieurs sont toujours repartis de cette base (les rares premières approches différentes commencent dans les années cinquante, elles n'auront aucune influence politique).* Or, depuis, de nombreux ethnologues, historiens et sociologues estiment que la collecte d'informations sur la vie indigène et son analyse ont été structurées pendant toute cette période, par des facteurs absolument étrangers à l'approche scientifique :

définitives. Ce simple document, la carte d'identité «ethnisée», allait devenir en 1994 un instrument de mort effroyablement efficace. (Cf. rapport de Marie-France Collard, suite du dossier).

a) L'eurocentrisme. Les colonisateurs ont immédiatement plaqué sur la réalité rwandaise des schémas européens, le plus souvent par analogies simplificatrices. Le Rwanda en était au stade féodal, ils l'ont donc vu comme s'ils revisitaient leur propre Moyen Age. Cette identification cumulait deux erreurs : la société rwandaise ne correspondait pas à la société médiévale européenne, les Européens (et tout particulièrement l'Eglise) avaient alors de leur propre Moyen Age une vision que la recherche historique a, depuis, profondément remise en cause⁷. Il va de soi qu'ils ont inculqué cette façon de procéder aux africains eux-mêmes. On trouvait sous la plume de chercheurs rwandais avant 1994 de nombreuses traces de ces élucubrations où tel roi nyiginya se comparait à Philippe Le Bel ou, bien sûr, pour Mutara Rudahigwa, à Clovis, le baptisé. La plus grave de ces aberrations est évidemment l'application à la société rwandaise des théories raciales en vogue à la fin du 19^{ème} siècle, et perdurant longuement ensuite.

b) La poursuite d'une conquête et d'une domination durables. Les faits sont recherchés et interprétés dans un but pratique: par exemple, pour les belges avant la première guerre mondiale, comment combattre l'influence allemande; après celle-ci, comment neutraliser la Cour et infiltrer la noblesse, comment réaliser "l'administration indirecte", etc.

Dans ce sens, on s'arrange pour voir et pour retenir ce qui paraît "utile". Ainsi on tend à présenter l'autorité royale comme absolue et sur tout le territoire, car cela facilite l'idée que disposer du roi revient à disposer de la nation, objectif stratégique. De même, on simplifie outrageusement l'analyse du système social, afin qu'il présente des cibles et des enjeux clairs pour l'envahisseur; de là ces descriptions des catégories Tutsi et Hutu comme ethniques, étanches, uniformes dans le pays, etc. On ne prête quasiment aucune attention au système clanique fondamental, l'attention est réservée à la Cour et au pouvoir de "la vache", car elle permet une équation simple: dominants/ dominés = Tutsi/Hutu. La complexité et les contradictions du système sont ignorées, car elles ne semblent pas présenter d'intérêt

⁷L'auteur de ces lignes a suivi l'enseignement primaire catholique en France *dans les années cinquante*. A cette époque encore nos cours d'histoire sur cette période était une suite de clichés passant de Charlemagne à la barbe fleurie à l'arbre de justice du bon St Louis, en passant par les cages de Louis XI; les croisades étaient des épopées héroïques, la chevalerie un modèle aux valeurs encore pertinentes, etc. On sait à quel point une part essentielle de l'Eglise de France a toujours refusé 1789, que dire alors, sous ce rapport, du clergé missionnaire *au début du siècle*, qu'il soit belge ou français... C'est dans cette vision du monde qu'ils ont approché la réalité sociale et culturelle africaine et qu'ils ont développé leur oeuvre. Le Rwanda a été pour eux un champ expérimental "pur": loin du paganisme républicain et bourgeois, ils allaient créer un royaume très chrétien. Ce projet culmina en 1946 quand Mutara III Rudahigwa consacra solennellement le Rwanda au Christ-Roi. La conception "médiévaliste" de la politique missionnaire au Rwanda a eu des conséquences dans tous les domaines, y compris le développement économique. (Cf. J. Rumiya, dans la bibliographie). Les Pères se sont toujours opposés au développement "capitaliste" du pays, à l'immigration massive d'Européens et à ce que les indigènes deviennent des ouvriers salariés (même agricoles), la structure rurale "féodale" convenait idéalement à leur vision du monde. Unis dans leur projet fondamental, les missionnaires furent divisés et varièrent, comme on sait, dans le choix de "l'ethnie" à privilégier. Globalement, la hiérarchie fit toujours les choix conformes à ses intérêts vitaux. Elle passa d'un roi converti à un président monarchique élevé par l'évêché, le président suivant venait prier à Kibeho, le "Lourdes rwandais" où la Ste Vierge apparut avec constance (1981-86), accompagnée des commentaires en direct de la radio nationale. D'après un responsable d'African Rights à Kigali, des témoignages attestent un bref retour de l'apparition au début du génocide pour annoncer qu'Habyarimana était bien arrivé au paradis. Il n'y a pas de quoi rire, malheureusement, car ceci n'est pas un signe plus outrancier que bien d'autres de la nature de l'intervention missionnaire dans ce pays.

immédiat pour l'occupant. En gros, on a procédé sur ce terrain comme le service de renseignement en temps de guerre: récolter des informations en vue de la conquête et de l'hégémonie, avant tout.

Il en est résulté un double phénomène bien connu : *d'une part le colonisateur, par sa présence et son action, bouleverse et, finalement, détruit de plus en plus profondément la réalité sociale du pays conquis* : changement de religion, réduction et mutation du pouvoir politique traditionnel, intervention musclée dans les domaines des mœurs, des coutumes, de l'éducation, de l'économie, etc. *D'autre part, il développe de l'histoire du pays sa propre vision (avant et après l'invasion), qu'il inculque à la population indigène.* Ainsi, après quelques générations, d'une société qui n'existe plus, ou en tout cas très fortement transformée, la connaissance dominante qui demeure est celle transmise par le colonisateur, en particulier chez les "élites".

Nous ne pouvons nous retenir d'illustrer cette évolution par une anecdote significative. Alors que le roi Rwabugiri, en dépit des rapports de ses espions, ne pouvait croire tout à fait que les Blancs existassent réellement (il abaissa sa superbe jusqu'à gratter le genou d'un des premiers explorateurs pour s'assurer que nulle supercherie n'était à l'œuvre), quelques décennies plus tard, forts de la "théorie hamitique", certains chefs tutsi aimaient à rappeler que, jadis, *ils avaient été blancs...* On imagine les ravages de cette assimilation de la "science" quand on pense que le colonisateur avait ainsi sa théorie pour chaque "ethnie", entraînant une prédestination sociale définie pour chacune.

c.2. La théorie des "ethnies" entre dans la pratique, créant une base objective à des haines profondes.

En ce qui concerne ses rapports avec les Hutu et les Tutsi, le colonisateur a pratiqué des choix et des revirements radicaux. Jusqu'en 1916, les Allemands flattent la Cour royale et ne touchent pas à la structure du pays. Ils matent les révoltes qui menacent le pouvoir royal et étendent son autorité sur des régions mal contrôlées. Les missionnaires, en particulier les Pères Blancs, décident de s'adresser en priorité aux Hutu, population majoritaire. La Cour royale et la noblesse les fascinent mais en même temps les irritent, ces grandes familles pastorales et belliqueuses semblent aussi réfractaires à la Foi qu'à une véritable administration coloniale. Sur le terrain d'ailleurs, les postes de mission sont en concurrence ouverte avec les chefferies, puisque les Pères se constituent des domaines et recrutent par tous les moyens de la main-d'œuvre.

Une grande période de désordre, catastrophique pour les rwandais, correspond à la première guerre mondiale. Allemands et Belges en décousent en prélevant un maximum sur la population, les structures traditionnelles sont brisées en maints endroits, le banditisme et la vendetta se raniment, une famine effroyable, combinée aux réquisitions et aux corvées de portage, fait des dizaines

de milliers de morts⁸, la répression et les exactions ont tué un nombre de "nègres" qu'on ne connaîtra jamais exactement. Les missionnaires participent à tout cela d'une main de fer⁹

Puis, de la guerre jusqu'aux années cinquante, à l'instigation principale de l'Eglise, le colonisateur belge renverse sa position, et choisit d'exercer sa domination par une véritable "tutsification" de toutes les structures de pouvoir.¹⁰ Ce faisant, il n'a nullement utilisé à son profit, comme on l'entend couramment affirmer, la domination traditionnelle des chefs tutsi. Il a, au contraire, bouleversé le système ancestral: abrogation de la plupart des pouvoirs du roi, destitution de celui-ci au profit d'un successeur élevé par l'Eglise, désacralisation de toutes les fonctions anciennes (ce qui, pour le peuple, les privaient de sens), élimination des entités hutu autonomes, destitution des chefs hutu dans tous les domaines: administration des armées, du sol, des provinces, nomination ou relégation des chefs tutsi par l'administration belge en fonction de leur coopération, justice et châtements nouveaux, organisation nouvelle du travail, des fêtes, etc. Non seulement le colonisateur a étendu et durci à l'extrême le "clientélisme pastoral" au profit des chefs tutsi qu'il contrôle (l'*ubuhake* aboli seulement en 1954), mais en faisant de ceux-ci le relais du pouvoir belge, il a profondément modifié les rapports, équilibres, recours, règles, qui existaient traditionnellement entre les groupes sociaux.

⁸ Dans sa thèse de 3ème cycle (Paris I, 1983) dirigée par Y. Person et JP Chrétien, J. Rumiya écrit "*la famine qui survint fin 1915 aurait été facile à conjurer si les prélèvements dans le reste du pays n'avaient pas été monopolisés par les troupes.*" Dans une région gravement touchée, le Bugoyi, le Père supérieur de la mission estimait les morts entre vingt et vingt-cinq mille, soit environ un habitant sur quatre. Pendant ce temps, le Commandant de la zone Ouest, Van Aerde, se félicitait dans ses rapports mensuels de "la bonne situation politique" dans cette région (Ibid. Cf. Biblio)

⁹ Cf. toujours Rumiya sur cette question déjà évoquée dans notre première note. L'image classique du bon Père baptisant et soignant, doit être revue à la lumière de tous ces faits trop peu étudiés, et un ouvrage complet pourrait utilement y être consacré. Ce n'est pas seulement "*les catéchumènes au fouet*" (selon l'expression du Père Schumacher) qu'il conviendrait d'étudier, mais aussi toutes les conséquences humaines et économiques des méthodes d'implantation.

¹⁰ Absolument tous les historiens, qu'ils l'admirent ou le critiquent vivement, mettent en évidence le rôle fondamental de Monseigneur Classe dans trois questions décisives: l'analyse adoptée par l'administration coloniale de la société rwandaise, en particulier sur les "ethnies"; le choix, après la guerre, de la "tutsification"; la destitution du roi Musinga en 1931 au profit de son fils catéchisé.

Ainsi, pendant des décennies, le Hutu (et le Tutsi pauvre classé Hutu comme il se doit), ont eu pour ennemi quotidien, dans l'exercice impitoyable du pouvoir colonial, non pas l'administration bruxelloise ou même belge en Afrique, mais une frange des élites tutsi. C'est, au contraire, à l'Agent Territorial belge, apparaissant "au-dessus de la mêlée", qu'on venait se plaindre des abus de chefs tutsi exerçant en sus d'anciennes prérogatives, le prélèvement des impôts, les jours de corvée, les punitions,¹¹ etc. Il y a là, évidemment, une base objective au ressentiment des masses, en particulier des Hutu.

Le comble du cynisme est atteint quand, peu avant la "révolution" de 1959, c'est le même colonisateur qui, effrayé de certaines velléités d'indépendance de l'élite tutsi, décide de jouer les Hutu frustrés et leur désigne comme oppresseurs de toujours: *les Tutsi* (et non la petite frange privilégiée, c'est fondamental) auxquels lui, et lui seul, accordait ces droits réservés qu'il dénonce alors (scolarisation, postes de responsabilité ecclésiastiques et laïcs, etc.). Vient alors, à point nommé, une utilisation politique nouvelle des théories du colonisateur sur les origines des "ethnies" rwandaises. Ces études "scientifiques", ayant établi jadis que les Tutsi, décrétés plus intelligents, ne pouvaient donc être parfaitement nègres, il avait fallu chercher à ce peuple des origines plus nobles. D'où la théorie, dite hamitique, des petits fils de Noé, de souche caucasique (comme les sémites ou les indo-européens), progressivement "nigritisés", se faisant remarquer dans l'Egypte des pharaons, et arrivant au Rwanda tardivement depuis l'Ethiopie, conquérant le pays et asservissant ses indigènes... Ce qui avait justifié la promotion des Tutsi jusqu'ici, leur devient désormais fatal : *les ingrédients d'un bouc émissaire idéal sont réunis*, voici que les malheurs (bien réels) des Hutu proviennent exclusivement d'une "ethnie", et celle-ci, se trouve radicalement étrangère au pays, voire à l'Afrique elle-même.¹²

Quantité d'autres exemples pourraient être convoqués qui démontrent que la haine au Rwanda résulte d'un processus de longue durée, dont les origines ne résident pas d'abord dans la structure "ethnique" traditionnelle de la société rwandaise (qui était bien un système d'oppression féodale), mais dans l'intervention désastreuse du colonisateur. Sa version des faits, enseignée dans les écoles, assénée par la propagande depuis 1959, fut progressivement assimilée par les colonisés eux-mêmes. De surcroît, *les Belges*

¹¹Or, pour ces agents territoriaux, à quelques rares et remarquables exceptions près, la règle était qu'un "bon chef indigène" est celui qui emploie la manière forte avec ses congénères. Les rapports d'administration sont très clairs. Et cela avait un sens concret : la chicote. Il faut le répéter, le châtiment corporel, parfois jusqu'à estropier la victime, n'est pas un "cliché", c'était une réalité quotidienne. Une enquête de l'ONU en 1948 a établi que sur 250 paysans interrogés, 247 avaient été battus, certains à plusieurs reprises.

¹²La "théorie hamitique" est une aberration : sémites devenus nègres, peuple biblique, etc. Mais, à nos yeux, elle est avant tout pernicieuse par l'utilisation idéologique et politique qui en a été faite, pour prouver "scientifiquement" la supériorité naturelle des Tutsi d'abord, pour les rejeter et les opprimer comme "étrangers" par la suite. Viendrait-on à établir que, dans la nuit des temps, des pasteurs nomades sont bien venus d'Egypte et d'Ethiopie, cela ne changerait absolument rien à la réalité du "peuple-nation" d'avant la colonisation, et ne justifierait pas plus discriminations et pogromes de leurs descendants supposés.

donnèrent de la réalité à leurs théories en polarisant de plus en plus exclusivement la société entre Tutsi et Hutu, au détriment de tous les autres signes identitaires, et en faisant effectivement des uns les modernes oppresseurs des autres, puis l'inverse...Ils ont donc créé dans les consciences comme dans les faits les bases d'une haine profonde.

Le Rwanda des siècles précédant l'arrivée des blancs n'avait rien du jardin d'Eden. C'était un royaume puissant, agricole, pastoral et guerrier, d'une culture orale, raffinée ou populaire, extrêmement riche et diversifiée. Sa structure politique, religieuse et sociale était d'une grande complexité. De vives tensions existaient à l'intérieur de la classe dominante et entre groupes sociaux entraînant leur part habituelle d'intrigues, de complots, d'exploitation, de révolte et de cruauté. Mais il n'y existait rien, *absolument rien*, qui ressemble, de près ou de loin, à la haine raciale.¹³

c.3. *Les régimes présidentiels du Rwanda "indépendant" ont consacré dans le sang et aggravé toutes les divisions "ethniques" léguées par le colonisateur.*

On trouvera au chapitre suivant une description succincte de la "révolution" de 1959 encadrée par les Belges, et du régime auquel elle donna naissance. Ici, il suffit de rappeler que cette "insurrection" sous tutelle et l'indépendance de 1962 n'abolirent en rien les divisions théorisées et matérialisées par l'administration belge. C'est au contraire sur leur base que furent instituées des dictatures démagogiques foncièrement racistes, aboutissant à des massacres récurrents et à des émigrations massives de Tutsi puis, de plus en plus, d'opposants politiques hutu. Les parrains européens du régime ne remirent *jamais* en cause cette discrimination "ethnique", fondatrice de la "république". Même quand ils exigèrent très tardivement une façade démocratique plus présentable, ce vice essentiel qui allait entraîner une catastrophe majeure ne fut jamais dénoncé. A chaque crise menaçant la dictature, le pouvoir agitait le même drapeau qu'en 1959 : "les Tutsi, ces étrangers qui vous ont dépossédés pendant des siècles de la terre que nous, Bantous, avons défrichée, sont le danger principal pour le pays. Notre régime représente 90% du peuple, nous sommes donc la démocratie. Attaquer le régime, c'est ouvrir la porte au retour des féodaux étrangers." Ce genre de discours se soldant chaque fois par de nouveaux pogromes et de nouveaux exodes. Trente-cinq ans de cette propagande et de ces pratiques ont endurcis fortement les esprits et les cœurs. Tout comme les Juifs étaient des rats ou de la vermine, *les Tutsi ont été nommés* des cancrelats et des cafards. Et dans ce pays, bien plus qu'en Europe encore, le nom c'est déjà la chose. Les différentes manières affreuses de tuer lors du génocide n'étaient pas

¹³En admettant comme Bernard Lugan une utilisation discriminatoire des "morphotypes" dans le Rwanda traditionnel, on est encore très loin de la haine raciale. Nous le répétons, nous n'avons trouvé chez les historiens aucune trace de conflits Hutu/Tutsi ayant une telle opposition comme source ou comme justification.

d'abord l'expression des "instincts les plus primitifs" mais celle d'un message très clair : ceci n'est pas une guerre entre humains, mais l'extermination de parasites.

c.4. La misère croissante dans les dernières années du régime Habyarimana a créé un contexte favorable à une crise intérieure majeure, la guerre avec le FPR l'a précipitée, la dictature a tenté de détourner ces deux menaces mortelles par le génocide. Les puissances occidentales ont été intimement mêlées à toutes ces étapes.

L'Occident n'est pas seulement responsable d'avoir créé puis élevé un monstre, il a également favorisé les conditions de son déchaînement.

On ne prête pas toujours suffisamment attention aux circonstances économiques précédant le génocide. Dans ce pays couvert de coopérants, abondamment alimenté en aides de toutes sortes, décrété régulièrement "bon élève" par la France et la Belgique, le niveau de vie des populations restait très bas, et deux décisions typiques de l'Occident capitaliste ont aggravé fortement cette précarité : la chute brutale des cours du café (80% des recettes d'exportation) et les mesures d'ajustement structurel imposées par les grands organismes internationaux, 40% de dévaluation.

Dans certaines régions, c'est la famine. Les conditions de vie dramatiques du peuple entraînent de vifs mouvements d'opposition, et cette fois il est bien difficile d'accuser les Tutsi. Ils ont disparu de toutes les fonctions responsables mêmes modestes, pas un seul Tutsi sur les 143 bourgmestres du pays. Poussé à nouveau par ses parrains européens qui, à ce moment, tiennent beaucoup à toiletter les dictatures africaines en démocraties, Habyarimana accepte le multipartisme. Fort de l'exemple et des conseils de son ami Mobutu, il y joint deux précautions : créer des partis fantoches qui ne sont que des extensions, parfois pires, de son propre mouvement, et organiser des forces parallèles, notamment les milices, futurs escadrons de la mort. Les parrains occidentaux récompensent à nouveau le bon élève : armes, conseillers techniques, etc. Mais la crise n'est nullement résorbée, et l'opposition manifeste de plus en plus courageusement.

C'est dans ce contexte, d'un régime extérieurement très soutenu, mais intérieurement ébranlé, que le FPR déclenche le début d'une guerre de libération de grande envergure. Le pouvoir bat le rappel "ethnique" une fois de plus, mais une partie notable de l'opposition ne marche plus. En dépit de nouveaux massacres et de la répression politique, le régime vacille et les défaites militaires s'accumulent. Il est clair, pour les parrains français et belges, que le FPR représente "l'ennemi héréditaire" et qu'en cas de victoire c'en est fini de leur influence dans cette zone (du moins le croient-ils fermement). Devant l'éventualité grandissante de l'écroulement de son protégé, la France qui jusque là boudait voire sabotait les négociations de paix d'Arusha, pèse de toutes ses forces pour amener Habyarimana à accepter un partage du pouvoir. Il s'agit de gagner du

temps et de garder des cartes en main pour l'avenir. Mais tandis que l'on discute autour du tapis vert, la "petite maison" (l'*akazu*) du président prépare déjà activement le crime contre l'humanité. Cette fois il ne vise plus seulement les Tutsi, considérés de naissance comme cinquième colonne, mais tous les opposants à ce que J-P Chrétien n'a pas hésité à qualifier de "*nazisme tropical*".

Si, par extraordinaire, Habyarimana avait appliqué les accords d'Arusha, il serait resté nominalement président, mais en quelque sorte "d'honneur", le pouvoir étant partagé non seulement avec le FPR mais avec les partis d'opposition intérieure. Sa famille et le "clan du Nord" qui vivaient sur le pays en coupe réglée disparaissant du paysage politique. C'est pour éviter le naufrage de cette mini-caste qu'ils ont préféré jeter le pays dans un bain de sang, après une opération de fanatisation et d'enrôlement des masses d'une intensité rare dans l'histoire. A toutes les étapes de ce processus la France a soutenu matériellement et diplomatiquement les "nazis tropicaux" et, quand ils furent définitivement battus, les a évacués, accueillis et protégés.

On peut se demander pourquoi la Belgique puis la France ont fait preuve d'un tel acharnement pour le contrôle d'un petit pays sans richesses. Comme au lendemain de la 1ère guerre mondiale, dans la grande lutte diplomatique contre les Anglais qui aboutit au mandat belge sur ces territoires, la réponse tient en un mot : le Congo. Un pays, lui, et très grand et très riche. Quand nous disions cela il y a deux ans, certains haussaient les épaules. La chute de Mobutu et la nature des forces qui l'ont renversé montrent bien aujourd'hui que le Rwanda était une clé dans cette région. Pour garder cette clé, certains étaient-ils prêts à payer du sang d'un million de morts ?

d) Les politiques néo-coloniales de la Belgique et de la France, ayant conduit à un développement de tous les facteurs préparant le génocide, ces Etats, selon les moments, ont été des complices actifs, passifs, bienveillants ou aveugles, du génocide lui-même.

Notre conviction sur ce point a été lente à se former. Les Européens sont à ce point gavés de discours sur la démocratie, les droits de l'homme, les causes humanitaires, qu'ils éprouvent la plus grande peine à admettre que leurs gouvernements puissent sacrifier des centaines de milliers de vies humaines à la défense de "zones d'influence". Que la Belgique et plus encore la France aient armé et soutenu jusqu'au bout le régime d'Habyarimana, cela était connu de tous, et déjà, en soi, une responsabilité énorme. Mais poser qu'elles aient sciemment accepté l'hypothèse du génocide, sachant -par des renseignements précis- que les accords d'Arusha seraient insupportables au clan du président et que tout était prêt pour les rendre inapplicables, c'était franchir un pas beaucoup plus grave. Telle est pourtant aujourd'hui notre conclusion, à l'instar de nombreux observateurs et analystes étrangers.

Nous avons retardé de plus d'un an le lancement de notre projet afin d'éclaircir ce point décisif. Aujourd'hui notre

conviction est faite et notre création s'appuiera aussi sur cette analyse. Le sujet est trop vaste pour être ici traité, on en trouvera des éléments essentiels dans la bibliographie.

Signalons cependant à ceux qui éprouvent a priori de vives réticences devant pareilles conclusions, deux séries de faits qui leur donnent une grande vraisemblance, et prenons les à dessein hors de la période même du génocide.

a) de 1959 à 1993.

Comme nous l'avons rappelé, dans les années cinquante la Belgique choisit d'assurer la survie de sa domination en portant au pouvoir la petite-bourgeoisie hutu. Ce renversement complet de son choix stratégique antérieur constituait un tel bouleversement qu'il y fallut bien une "révolution" s'appuyant sur la frustration et le ressentiment hutu. Cet événement sanglant fut de bout en bout organisé par le colonisateur, laïc et religieux, dans ses dimensions idéologiques, politiques et militaires. La chose est historiquement d'autant moins contestable qu'à l'époque où le colonialisme avait encore bonne conscience, les principaux responsables belges s'en sont ouvertement vantés par oral comme par écrit.

Idéologiquement, entre mille exemples, on sait aujourd'hui que le célèbre *Manifeste Des Bahutu*, qui allait jouer un rôle décisif non seulement en 1959 mais dans les décennies suivantes, fut largement rédigé par deux missionnaires, les Pères Blancs Dejemeppe et Ernotte. Le futur président, Kayibanda, était le secrétaire de Mgr Perraudin, sa propagande était éditée sur les presses du diocèse, etc.

Politiquement, le parti Parmehutu était à ce point construit et téléguidé par l'administration coloniale et l'Eglise, que dans le premier gouvernement provisoire, huit secrétaires d'Etat et deux ministres étaient belges !

Militairement, les soldats du colonel Logiest encadrèrent partout les massacres, les incendies, les expulsions, et en plusieurs cas tuèrent eux-mêmes sans pitié.

Cette "révolution" au lieu d'abolir les divisions amplifiées voire créées par le colonisateur, en adopte au contraire les principes et les consacre définitivement dans le sang. Elle est le premier pas décisif dans un processus qui conduira au génocide de 1994, elle en a fourni les bases conceptuelles et pratiques et en constitue en quelque sorte le premier essai. Pendant trente-cinq ans elle sera enseignée comme le modèle à défendre et à imiter. Désormais toute brimade, toute exaction envers *les* Tutsi en général, sera considérée comme "démocratique".

Gardant le fichage raciste instauré par les Belges (cartes d'identité Tutsi/Hutu/Twa donnant lieu à d'interminables contestations, suspicions de fraude, etc.), la logique de la "révolution" aboutit à une "purification ethnique" dans tous les domaines de la vie publique, souvent par les moyens les plus brutaux. C'est théoriquement pour mettre fin à cet arbitraire (on croit rêver) que le

régime d'Habyarimana institua l'iniquité en règle, avec le système des quotas. C'est au prorata des résultats de recensements extrêmement douteux que les enfants tutsi purent ou non accéder à l'enseignement, devenir soldats ou fonctionnaires.

Pendant les trente-cinq ans de cet apartheid moral et policier, outre les brimades, les vexations, la répression quotidienne, se poursuivirent les massacres, les incendies, expulsions et occupations de maisons et de terres, grossissant sans cesse les camps de réfugiés à l'extérieur du pays. Voici les dates des principales flambées de violence meurtrière depuis 1959 : 1960, 1961, 1963, 1966, 1967, 1973, 1990, 1992, 1993... puis le génocide. A la suite des événements de fin 1963, le philosophe Bertrand Russel déclara : "*Ceci est le massacre le plus horrible et le plus systématique que nous ayons vu depuis l'extermination des juifs par les nazis.*" Or, à aucun moment, les auteurs des crimes ne furent inquiétés, poursuivis, encore moins condamnés. Ils continuaient au contraire la "révolution" démocratique... Pendant ces trente-cinq ans, les gouvernements belges et français ont su cela, et c'est à ce régime qu'ils ont accordé indéfectiblement leur appui économique, diplomatique et militaire, faisant entre eux surenchère dans les offres de service.

Quelques auteurs mettent en évidence ces 17 ans sans massacres (1973-1990) au crédit du régime Habyarimana. Il nous paraît surtout que ce sont les 17 années sans attaque armée des réfugiés tutsi, ces "cafards" d'Ouganda, de Tanzanie, etc. ... Ceux-ci, après l'échec de leurs premières incursions, sont en pleine recomposition politique, et celle-ci nécessitera l'arrivée d'une nouvelle génération débarrassée de la nostalgie monarchiste. Dès qu'elle se fut définie dans le FPR et qu'elle commença ses actions sur le terrain, le régime rwandais s'engagea dans la voie immuable depuis 1959 : le massacre intérieur.

Autrement dit, en s'arrêtant à 1993, nous avons déjà devant nous la longue histoire d'un état organisé sur la discrimination "ethnique", coupable de crimes répétés et de grande envergure, que le colonisateur belge a mis sur pied et que la France a délibérément soutenu et encadré dans tous les domaines. Et ce sont là des faits, et non des opinions.

Par ailleurs, en même temps que ces événements, le discours officiel du pouvoir exposait en toute clarté ses intentions au cas où les réfugiés tenteraient un retour par la force. Dès 1964, trente ans avant le génocide, le Président Kayibanda déclare: "*A supposer par impossible que vous veniez à prendre Kigali d'assaut, comment mesurez-vous le chaos dont vous seriez les premières victimes? Je n'insiste pas: vous le devinez, sinon vous n'agiriez pas en séides et en désespérés ! Vous le dites entre vous: 'ce serait la fin totale et précipitée de la race Tutsi!'. Qui est génocidaire ?*"¹⁴. Tout y est déjà: si vous gagnez par les armes nous exterminerons la "race" Tutsi, et par conséquent vous, réfugiés, serez responsables du génocide... Sous Habyarimana on ne se contenta pas de tenir ce genre de propos,

¹⁴ Kinyamateka, mai 1964. Cité par divers historiens, dont JP Chrétien.

on se donna concrètement les moyens de les mettre en pratique¹⁵.

Il est extrêmement difficile, dans ces conditions, de croire qu'en 1994, ces mêmes Etats, belges et français, parfaitement informés de la situation sur le front militaire et des différentes tendances dans le champ politique, aient été réellement "surpris" par le génocide. On possède d'ailleurs aujourd'hui les rapports informant clairement la Belgique de ce qui se préparait, de même le général Dallaire, commandant la Minuar a envoyé des informations sans aucune équivoque à l'ONU plus de 3 mois avant la tragédie. La conduite de la France envers le régime et ses dirigeants, pendant et après le génocide, ne contribue pas peu à étayer l'hypothèse d'une acceptation tacite de l'inacceptable plutôt que de perdre son influence dans la région.

b) Après 1994

Pour le Rwanda, on pourrait aujourd'hui renverser la célèbre thèse de Clausewitz reprise par Lénine : *"la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens"*.

L'influence que la France et la Belgique ont perdue dans la région par la guerre, elles cherchent à la reconquérir à tout prix. Dès la défaite en vue des forces armées du régime Habyarimana, la France s'est fait attribuer, à l'arrachée, un mandat de l'ONU, puis s'est ruée pour établir de force, sur le territoire même du pays, la "Zone Turquoise". Elle, qui n'avait pas levé le petit doigt contre le massacre d'un million de personnes, a interposé son armée entre les libérateurs et les génocidaires en déroute, leur laissant emmener un bouclier humain, mais aussi une force de réserve, de centaines de milliers de réfugiés. Pendant ce temps, il faut le dire et le répéter, à l'abri de l'armée française, les massacres de Tutsi ont continué en zone Turquoise.

Alors que les morts du génocide n'avaient pas eu de visages, à peine quelques corps le long des routes, les réfugiés et leurs misères, ont envahi pendant des semaines les écrans de télévision. Ces masses, affolées par une propagande aussi démente que celle qui a poussé au génocide et dont l'armée française a veillé à ce que les moyens demeurent intacts (RTL M a continué en Zone Turquoise), comprenaient bien sûr des innocents mais également des légions d'assassins. Dans cette zone, et par la suite au Congo-Zaïre, l'armée d'Habyarimana s'est réorganisée, a recruté abondamment et encadré sévèrement les réfugiés. Elle a reçu le soutien de Mobutu et, de l'étranger, armes et argent. Au même moment le Rwanda du FPR était soumis à un embargo mais, par contre, sommé de payer les dettes d'Habyarimana, y compris celles contractées par l'achat des armes de l'extermination...

¹⁵Ce genre de discours, fréquemment renouvelé, s'adresse officiellement aux émigrés, mais il comporte évidemment un message très clair aux Tutsi de l'intérieur: ou bien vous acceptez *sine die* votre statut discriminatoire, ou -si vous vous révoltez- nous en finissons avec vous.

Tous les discours intéressés sur le refus de ces grandes masses de réfugiés de retourner au Rwanda par crainte du FPR, se sont effondrés dès que l'armée de Kabila eut chassé ces milices armées qui terrorisaient aussi bien les réfugiés que la population zaïroise. On a vu, fin 1996, presque un million de Hutu marcher vers leur pays, où -à la grande déception de certains- ne les attendaient nulle extermination programmée ni internement de masse en camp de concentration.¹⁶

*Un des pays les plus pauvres du monde, ravagé par la guerre, décimé par un génocide, boycotté économiquement, a intégré sans secousse majeure, des centaines de milliers de réfugiés! Cet exploit inouï a-t-il été salué par la communauté internationale ? Pas le moins du monde. Au contraire, les reportages continuent sur les prisons surpeuplées et la justice lente. Ceux-là mêmes qui étranglent économiquement et diplomatiquement ce pays, exigent de lui un comportement "idéal" dont, au reste, ils ne se sont jamais montrés capables. Faut-il rappeler que la France est toujours en train d'éclaircir sa position sur Vichy, qu'elle va juger Papon un demi-siècle après les faits, et que cela soulève encore bien des controverses. Au Rwanda, une personne humaine sur sept a été assassinée, souvent horriblement, nous sommes dans les années qui suivent *immédiatement* cette atrocité, dans ce pays exsangue où les juges et les avocats aussi ont été tués, où ceux qui restent disposent difficilement d'une machine à écrire encore moins d'une auto, et c'est à ce pays que la France et la Belgique font des leçons de morale, c'est à lui qu'elles conditionnent l'aide économique à un examen probatoire parfait en matière de "droits de l'homme"¹⁷...*

Ce n'est pas un cauchemar, mais simplement la poursuite obstinée de la même politique que dans la guerre, par d'autres moyens. La France a organisé la fuite des génocidaires du plus haut niveau (par ses propres avions diplomatiques) comme celle des exécuteurs de base (par l'opération Turquoise), c'est un fait. Comme la Belgique elle continue à abriter et protéger des assassins, elle intrigue également pour que le travail du tribunal international demeure une pure fiction. L'énorme masse des réfugiés qui avait fui le Rwanda, puis fut empêchée d'y retourner pendant des années,

¹⁶On tait soigneusement dans nos médias le fait que depuis 3 ans plusieurs centaines de militaires de l'APR ont été passés par les armes pour des exactions envers la population. Si cela prouve bien l'existence de telles pratiques (comment n'auraient-elles pas lieu !), cela démontre aussi clairement qu'elles ne sont pas le fruit d'une politique, au contraire. Par contre, à cette date (oct 97) aucun génocidaire n'a encore été exécuté...

¹⁷La France n'a aucune expérience d'atrocités de masse commises sur son territoire pendant 1940-45 (les rafles de juifs à l'initiative ou avec le concours de la collaboration faisant exception, mais on sait l'indifférence où elles se produisirent et les contestations de responsabilités qu'elles engendrent cinquante ans après). Le seul cas qui s'approche de ce qui fut commis sur le front de l'Est à grande échelle et systématiquement est Oradour sur Glane. Quand on voit le symbole que cela représente aujourd'hui, et qu'on sait que le Rwanda ce fut *des centaines d'Oradour*, on a vraiment envie de hurler devant les attaques incessantes qui sont portées contre la malheureuse justice rwandaise.

Pour rester sur cet exemple (une des rares comparaisons pertinentes possibles dans l'expérience française contemporaine), JP CHRETIEN fait justement remarquer à ceux qui imputent la responsabilité morale du bain de sang au FPR au prétexte que "s'il n'avait pas attaqué, le génocide n'aurait pas eu lieu", qu'ils pourraient aussi bien attribuer le massacre d'Oradour non pas aux SS mais au débarquement des Alliés. (Cf. biblio)

essentiellement composée de paysans, a causé par son absence un grave dommage à une agriculture déjà misérable. Cela n'est pas accidentel, on voulait utiliser cette réserve humaine comme carte diplomatique ("le FPR doit négocier avec l'ancien gouvernement, regardez : il représente un million de personnes, en avant pour la "réconciliation nationale"), mais on escomptait aussi que l'économie effondrée du Rwanda souffrirait encore plus, que cela provoquerait des troubles dont on pourrait profiter pour une nouvelle mission "humanitaire" armée, et qu'en tout cas le FPR devrait supplier pour une aide d'urgence dont on avait parfaitement en tête les conditions.

Ce cynisme effrayant continue et chaque jour en apporte des preuves. Il ne date pas d'hier, c'est celui du calcul froid qui a provoqué les massacres et l'exode de 1959, celui du soutien indéfectible au régime d'Habyarimana, celui du risque calculé d'Arusha ou du génocide, en fait il est à l'œuvre depuis que les Rwandais ont commencé à rêver d'indépendance.¹⁸

Nous avons évoqué la colonisation, son impact sur la société rwandaise, ses retournements politiques, la poursuite des mêmes objectifs par certains Etats et certaines organisations internationales depuis la prise du pouvoir par le FPR. Nous avons également souligné certains traits spécifiques au génocide rwandais. Mais nous avons peu parlé de celui-ci proprement dit : son organisation, ses méthodes, son déroulement. Il aurait également fallu évoquer les formes du soutien politique, économique et militaire de la Belgique et la France, leurs rivalités, la nature affective et népotique des relations personnelles (et leur impact diplomatique) entre le clan Habyarimana et certaines familles dirigeantes françaises (à gauche comme à droite), les conséquences de la "doctrine Foccart" de De Gaulle à Mitterrand, le trafic de la drogue, les connexions entre le Rwanda de l'époque et le Zaïre de Mobutu, l'interaction entre les événements au Rwanda et au Burundi, le rôle de certains lobby de L'Internationale Démocrate Chrétienne (IDC), les luttes à l'intérieur de l'ONU, le mandat, le commandement et le comportement de ses troupes sur le terrain, etc.

Toutes ces questions sont importantes. Nous ne faisons ici que les évoquer parce que d'excellents ouvrages traitent beaucoup mieux que nous de si vastes problèmes qui excèdent de loin les moyens et le but de cette note d'intention. Notre premier souci à ce stade était de saisir le processus par lequel une telle accumulation de haine avait rendu possible le "nettoyage ethnique" le plus féroce d'après-guerre. Où nous avons constaté, que de 1896 à 1994, **"l'ethnisation" du Rwanda a toujours eu comme fonction de servir des fins politiques visant à l'hégémonie**, par le colonisateur d'abord, par le régime néo-colonial ensuite, et enfin par les groupes gravitant autour d' Habyarimana sous parrainage européen.. Et ceci,

¹⁸C'est un des terrains de cette bataille "d'après guerre" que la négation, sous diverses formes, de la réalité du génocide. La France, hélas, est le champion incontesté de cette triste discipline, du début des événements jusqu'à aujourd'hui. L'exemple venant de haut, F.Mitterrand et A.Juppé notamment.

pour nous, est l'essentiel - par quoi les autres aspects deviennent à leur tour intelligibles.

Au moment de conclure ce chapitre, il nous faut préciser un point. Les auteurs de "*La Chevauchée Furieuse*" ont voulu "**savoir et comprendre**". Cette étude les a conduits à *ces* conclusions, et ils ont été amenés à réviser nombre de leurs idées anciennes en cours de route. Ces conclusions guident désormais notre travail d'élaboration dramatique sur le génocide. Sur le génocide, et rien d'autre.

Pourquoi cette précision ? Parce que ce sujet éveille encore tant de passions qu'on ne peut formuler un avis sans être accusé d'aveuglement ou d'enrôlement mercenaire. Sommes-nous inféodés ? En aucune manière. Nous voulons être des amis des peuples et, en ce cas, les amis très humbles et très sincères du peuple rwandais. Mais notre enquête ne nous permet pas d'échapper à certaines évidences. L'une, qui ne plaît certes pas à tout le monde, est qu'avant le génocide et jusqu'au retour des réfugiés du Congo au Rwanda (1996), ceux qui ont dénigré le FPR, et ont voulu isoler et étrangler le nouveau gouvernement, agissaient contre les intérêts vitaux du peuple rwandais et servaient, qu'ils le veuillent ou non, ceux des partisans du régime fasciste et criminel. Cela, pour nous, est parfaitement clair.

Et aujourd'hui ? Théâtralement, nous n'en parlerons pas. Politiquement, nul ne sait comment la situation évoluera exactement dans ce pays ni dans cette région de tensions très vives, où toutes les cartes se redistribuent actuellement, et où Français et Américains mènent un jeu d'enfer. Depuis la victoire du FPR, une diaspora tutsi jadis émigrée dans les pays riches, fait sentir son influence, et ses idées diffèrent sensiblement de celles des anciens maquisards de Tanzanie et d'Ouganda. Le FPR lui-même est un mouvement très composite. Matériellement, le gouvernement rwandais doit faire face à des tâches surhumaines avec des moyens misérables, et ses ennemis intérieurs et extérieurs sont puissants... Quels que soient les développements futurs des conflits dans l'Afrique des Grands Lacs, cela pour nous ne changera rien à ce que nous avons identifié des sources et du déroulement du génocide de 1994, notre sujet.

2/ De quel point de vue oser parler, oser créer ?

Une tragédie comme le Rwanda offre évidemment un champ exploratoire infini. Chacun des éléments qui la composent ouvre une quantité de connexités, sous-questions, contradictions internes. Dix mille pièces de théâtre n'en épuiserait pas la complexité, du spectacle-vérité composé d'un seul témoignage à la grande fresque épique partant du règne de Rwabugiri et de l'arrivée du comte Von Götzen jusqu'à nos jours. Il nous faut faire des choix.

Notre première résolution est assurément de ne pas parler à la place des Rwandais. Au demeurant, vouloir faire parler, agir, s'affronter des personnages dans un poème ou une fable dramatique, sans partager leur culture, sans même parler leur langue, serait d'une rare témérité.

Nous avons donc plutôt résolu de "**balayer devant notre propre porte**", selon le dicton populaire. Le couple d'artistes qui a pris l'initiative de ce projet est belgo-français, et ces deux nations ont joué un rôle majeur dans la genèse et le déroulement des événements conduisant au génocide de 1994. Il nous paraît que notre sujet est là : l'Europe en Afrique. Il a ses acteurs, ses intrigues, ses coups de théâtre, ses péripéties propres. Certes, il ne saurait vivre et s'exposer sans mettre en scène également ses protagonistes rwandais. Dans ce cadre, qui nous paraît plus juste, plus honnête, la crédibilité et la poésie des interventions rwandaises pourraient être assurées de deux manières. D'une part, en travaillant les passages concernés avec des collaborateurs rwandais (les meilleurs contacts existent déjà), et, d'autre part, en utilisant les paroles et les écrits qui ont été gardés: discours, interviews, émissions radio, témoignages des rescapés et des bourreaux, chansons, lettres, etc. Ces paroles ont été prononcées, ces écrits ont été tracés, et par des rwandais, sans aucune contestation possible. Notre documentation est déjà considérable, le travail de collecte continue.

Ainsi, nous pouvons garder l'idée initiale de "*la chevauchée furieuse*" : les morts reviennent sur terre et se confrontent aux vivants, mais l'axe central du développement dramatique suit l'intervention européenne dans toutes ses dimensions: politique, économique, religieuse, médiatique, militaire. Il ne s'ensuit pas que cette dramaturgie soit strictement historique ou documentaire. Elle est libre de s'inventer personnages populaires et situations imaginaires. Le brave soldat Schweyk de Hasek n'appartient pas aux livres d'histoire mais n'en concentre pas moins une part essentielle de la vérité sur la première guerre mondiale.

Ce qui nous amène à la question dramaturgique elle-même.

3/ Quelles dramaturgies de référence ? Quelle dramaturgie en gestation ?

Les **dramaturgies de référence** seraient celles qui nous paraissent "apparentées" au type de sujet et de point de vue que nous avons exposés. Parallèlement au travail d'enquête et de réflexion sur le Rwanda nous avons lu, relu, étudié de nombreuses oeuvres dramatiques, anciennes et contemporaines, et la citation de certaines d'entre elles peut aider sinon à "voir" la création en gestation, du moins à délimiter clairement ce qu'elle ne sera pas et même à pressentir ce qui pourrait en advenir.

Pour comprendre comment ce plan de lecture s'est imposé à nous, il faut sans doute rappeler ce dont nous disposions à ce stade dans notre besace d'auteurs en travail :

1/ *L'idée première de "la chevauchée furieuse", c'est-à-dire cette vieille légende d'une armée de morts traversant le monde des vivants entre Noël et Nouvel An et qui ne trouveront pas d'apaisement sans que justice leur soit rendue.* Ce thème, sous cette forme, est occidental, mais la notion de présence et d'action des morts dans le présent appartient fondamentalement à la culture religieuse rwandaise traditionnelle. Les pratiques divinatoires qui se sont maintenues parallèlement à la christianisation avaient pour but, notamment, d'identifier avec précision quel défunt interférait, généralement négativement, avec la vie présente du descendant. D'où l'importance, même pour les humbles, de connaître sa généalogie le plus exactement possible. Ces dernières années on trouvait encore de vieux paysans capables de décrire leur propre ascendance et celles de leurs parents jusqu'au 18ème siècle.

2/ *L'analyse du génocide*, comme résultat:

- des bouleversements imposés par le colonisateur,
- d'une relecture de l'histoire à son usage intégrée par des élites indigènes et fondant un état raciste, démagogique et criminel,
- de la misère et de l'exacerbation des contradictions sociales,
- le tout dans le contexte de la rivalité entre certaines puissances occidentales pour conquérir ou préserver leur influence dans le pays et sur le continent.

3/ *Le point de vue politique et dramaturgique fondamental*, structurant désormais recherche et écriture, selon lequel nous voulons exposer les faits et nourrir l'attention du spectateur en exposant principalement les buts, les formes, les conséquences de cette intervention européenne depuis un siècle.

Nous avons de surcroît à l'esprit deux préoccupations :

a) *être intelligibles*. Ce qui ne va pas de soi en cette matière où le public ne dispose que de connaissances infimes et, dans son immense majorité, acquises auprès des grands médias, c'est-à-dire les principaux responsables des simplifications-clichés, et - à maintes reprises- avocats ou simples porte-paroles de la politique gouvernementale en la matière. Deux écueils évidents : vouloir inclure dans la pièce les informations nécessaires et même préalables à la compréhension de son sujet, ce qui coïncide rarement avec les exigences du "drama", fut-il "épique"; ou considérer l'essentiel comme connu et bâtir notre fable comme si nous parlions "entre nous", ce qui risquait fort de la rendre passablement obscure dans ses péripéties et, aux yeux du plus grand nombre, arbitraire dans ses options. C'est là un dilemme sérieux (on verra un peu plus loin comment nous travaillons à le résoudre).

b) *A partir du cas concret, transcender sa singularité*. Notre but n'a jamais été de produire un documentaire théâtral sur le Rwanda. Nous voudrions de ce cas singulier, mais précisément et concrètement traité dans sa singularité même, créer un objet dramatique et poétique propre à éclairer et réveiller des contradictions beaucoup plus larges. "*Les Perses*" d'Eschyle traite d'une guerre qui ne nous concerne plus en rien, et dont la plupart des spectateurs n'ont du reste que la plus vague idée, mais il ne semble pas que la pièce ait fini de nous raconter quelque chose. Sans doute ne sommes-nous pas Eschyle, et peut-être même, pour la création dramatique à partir de faits historiques, le temps d'une écriture aussi transparente est-il révolu pour longtemps. Mais on n'écrit certes pas la même pièce à travailler dans ce souci et cette ambition, qu'à opérer un collage de témoignages.

Un des aspects de notre travail par lequel nous tentons cet élargissement ou cette "transcendance" du thème, c'est de donner à entendre à tout moment que cette "sauvagerie" ne nous est pas étrangère. Non seulement nous, Européens, avons créé les conditions de cette horreur, non seulement nos dirigeants ont protégé et soutenu les criminels, comme ils ont facilité le crime (le mandat puis l'évacuation des casques bleus), *mais en nous-mêmes et ici-même, en Europe, existent toujours les potentialités de massacres impitoyables*.

La question centrale sur ce point est celle du racisme. C'est là, à notre sens, le "*point aveugle*" de notre civilisation. Au Rwanda, où nous l'avons importé, aucune des puissances tutélaires n'a jamais remis en question l'ethno-populisme du régime, aucun des ravalements "démocratiques" de façade imposés de l'extérieur n'a remis en cause ce fondement inique et révoltant. Ce n'est pas un hasard. Aujourd'hui encore, sur notre propre histoire européenne, il est mal reçu d'avancer qu'Hitler n'est pas tombé du ciel et que, outre les conditions socio-économiques propres à son épanouissement, une bonne partie de l'opinion publique était *idéologiquement prédisposée* à son discours. *Une* des bases de cette prédisposition, mais non la

moindre, étant le racisme et l'antisémitisme. Ceci n'a pas disparu.

Nous ne croyons pas à la romance dominante où 40-45 est "la der des der". Nous voyons dans le cœur et l'esprit des hommes d'ici et - contrairement à tout ce qui se dit- en particulier dans la jeunesse, des signes que ces potentialités sont toujours bien vivantes et que des circonstances idéologiques, économiques et politiques précises -et qui n'ont rien d'improbable- peuvent précipiter. Qui a passé des vacances ou, mieux encore, travaillé en Yougoslavie (et nous voulons dire de manière suivie et répétée), dans les années 1960-1980, aurait eu bien du mal à prophétiser l'ampleur des carnages des années 1990. Et à ceux qui invoqueraient les "haines séculaires" balkaniques, faut-il rappeler qu'en matière de haines aussi bien séculaires que récentes, l'Europe entière est abondamment pourvue, sans parler de sa haine bien partagée des "étrangers", qui donne -dans des régions autrefois nazies ou collaboratrices- des scores électoraux hallucinants au néo-fascisme: Autriche, Italie, Croatie, Sud de la France, Flandre, etc..

Par conséquent, si "*La Chevauchée Furieuse*" s'ancre complètement dans la réalité rwandaise, son traitement devrait interdire à quiconque de penser que pareilles catastrophes sont un apanage des "nègres". Et si ce point de vue sous-tend l'ensemble du projet, nous envisageons de plus un bref et bizarre épilogue (dans une discothèque "techno" en Europe, par exemple) qui renverrait chacun à ce doute salutaire sur la nature et les virus de la "civilisation" des "droits de l'homme".

De cet ensemble de données se dégageait déjà une certitude: "*La chevauchée furieuse*" ne pouvait être une "petite forme". Il semblait impossible de donner corps à cette métaphore, à cette analyse, à cette dramaturgie, gardant à l'esprit les deux préoccupations citées, sans se trouver assigné à une forme de grande envergure et, probablement, plutôt composite dans ses moyens d'exposition.

Nous avons donc privilégié la lecture d'œuvres dramatiques répondant au moins à deux critères:

a) le traitement d'un sujet, soit inscrit dans une grande durée (exemple: la guerre des Deux Roses, à laquelle Shakespeare consacre trois "*Henri VI*" et qui se prolonge dans "*Richard III*"), soit d'une ampleur et d'une importance historique évidentes (exemple: "*L'Instruction*" de Peter Weiss).

b) l'invention d'une dramaturgie originale, spécifique au traitement du fait ou du contexte en question. Exemple: le procès des criminels nazis remis en forme par Weiss est une suite de "chants" qui reprend le plan du "*Paradis*" de Dante.

Dans plusieurs cas nous ne nous sommes pas contentés de lire les œuvres, leurs sources et leurs commentaires, nous avons aussi étudié les réalisations scéniques qui en avaient été données. Sur quelques sujets nous avons dépassé l'étude et mis la lecture à

l'épreuve de la pratique. Par exemple: avec une classe du Conservatoire de Liège, un travail sur la trilogie des "*Henri VI*" aboutissant à un essai de montage de scènes, pour voir si l'on pouvait, sans la tuer, ramener à moins de cent pages et à trois heures de spectacle cette fresque en quinze actes. Dans un autre registre, depuis 1992, j'ai intensément travaillé sur Brecht. J'ai monté six fois, et six fois différemment, "*La Décision*". J'ai surtout mis en scène "*La Mère*", version complète avec chants et musiques d'Eisler, reprise deux saisons de suite, avec à la conclusion un film pour Arte qui sera diffusé en février 1998. Cette production, jouée avec succès en Belgique et en France, a été précédée d'un long travail dramaturgique non seulement sur les écrits de Brecht, mais aussi sur les traces filmiques, les photos, les disques, les archives du Berliner, etc. Depuis 1995 je fais partie de la direction du Collectif Brecht, qui organise animations scolaires, colloques internationaux (avec, par exemple, Philippe Ivernel et Manfred Wekwerth), publications, séminaires, spectacles, destinés à mieux faire connaître son oeuvre et prolonger la réflexion sur les objectifs qu'il s'assignait. Ce travail nous a été d'un grand secours dans l'approche du projet Rwanda.

Pour conclure ce chapitre, voici, en vrac, les principales oeuvres que nous avons retenues dans ces dramaturgies de référence (il va de soi que la liste ne saurait en être exhaustive) :

- Tous les "dramas historiques" de Shakespeare (dix pièces)
- Les tragédies grecques à sujet historique et dominante chorale :
 - "Les Perses", "Les Troyennes", etc.
- Les oeuvres de Brecht, dramatiques ou non, liées directement au traitement de l'histoire, certaines très connues, d'autres moins: depuis "Les Affaires De Monsieur Jules César" jusqu'à "Combien Coûte Le Fer ?" en passant par "La Ballade Du Soldat Mort", "Les Jours De La Commune", etc.
 - "Les Paravents" et "Les Nègres" de Jean Genêt
 - Les créations du Théâtre du Soleil sur la révolution française, ainsi que les oeuvres d'Hélène Cixous écrites pour Ariane Mnouchkine.
 - "La Mort De Danton" de Büchner, et le "Danton" de Wajda, au cinéma et au théâtre.
- Les grandes pièces d'Aimé Césaire, en particulier "Une Saison Au Congo".
 - Les pièces d'Heiner Müller, en général, et en particulier celles qui traitent explicitement de sujets contemporains, ainsi que sa version du "Fätzer" de Brecht.
 - Les oeuvres d'Adamov animées du même souci, notamment "Sainte Europe".
 - "L'Instruction" et "Marat-Sade" de P.Weiss
 - "Hop Là Nous Vivons" de Ernst Toller
 - "La Tragédie Optimiste" de Vichnievsky.

- "V comme Viet-Nam" de Gatti.
- "La Ville", "Le Soulier de Satin", "Christophe Colomb" et la trilogie papale ("Le Pain Dur", etc.), de Paul Claudel.
- "Les Aubes" de Verhaeren.
- "La Grande Lessive" et "Mystère Bouffe" de Maïakovski
- Différentes oeuvres d'auteurs actuels qui se sont risqués à la confrontation avec le "grand sujet" historique, tels que Chartreux, Fargeau, Piemme, ou Magnan.

Nous devons ajouter à cette liste, les oeuvres d'artistes qui, pour n'être pas des écrivains de théâtre, n'en ont pas moins brassé de lourds événements dans leurs créations. Cela va du "grand reportage" classique, tel que John Reed en donna l'exemple avec *"Dix Jours Qui Ebranlèrent Le Monde"* (et bien sûr ses adaptations pour la scène ou l'écran), jusqu'aux créations originales de la jeunesse de Piscator, lesquelles n'étaient pas toujours des "pièces" au sens habituel du terme. Dans le vaste domaine du cinéma, nous avons écarté d'emblée la production hollywoodienne et assimilée, pour privilégier les fictions ou les "docu-drama" nettement épiques comme, par exemple, *"La Bataille d'Alger"*. Je n'indiquerai pas en détail non plus les nombreux essais ou études critiques qui se rapportaient, par un aspect ou l'autre, à notre projet, comme -par exemple : *"Le Fantôme, ou le théâtre qui doute"* de Monique Borie.

De ce long voyage d'étude dans nos dramaturgies de référence, nous avons retiré, nous l'espérons, un peu de sagesse et une nette invitation à la modestie. En effet, si les oeuvres maîtresses sont inspirantes, les échecs d'écrivains remarquablement doués voire géniaux, ne sont pas moins instructifs. Prenons deux exemples. Brecht qui réussit un chef d'œuvre avec *"La Mère"* et plusieurs pièces remarquables sur le fascisme, nous semble nettement moins heureux avec *"Têtes Rondes Et Têtes Pointues"*. La pièce est des plus intéressantes, mais rapportée à la persécution des juifs semble plutôt courte et "à côté" du problème. Elle pose aussi les limites de ce que l'on peut tenter quand une situation est loin d'avoir épuisé ses développements (Brecht écrit douze ans avant la fin de la guerre). Elle amène à s'interroger sur les qualités et les défauts des transpositions (pays imaginaire, métaphore des "têtes" différentes, etc.). Car si on la ramène aux faits historiques dont elle part, elle fait problème, et si on veut profiter de la "métaphore" pour éclairer d'autres cas (Rwanda justement, ou Yougoslavie), elle fonctionne très difficilement. Un autre cas est celui d'Adamov avec *"Sainte Europe"*. Devant cette oeuvre qui lui demanda un travail énorme et qu'il voulait l'accomplissement de toutes les dimensions de son art, on reste aujourd'hui quelque peu perplexe. Troublante, passionnante à maints égards, elle semble cependant "flotter" au dessus de l'histoire et non l'éclairer, à force de généralisations, de symboles et de

références devenues muettes. Nos dramaturges nous ont donc appris beaucoup de choses mais aussi incités à la prudence.

La **dramaturgie en gestation** qui se déduirait de nos grandes orientations, nos objectifs, et de ce périple initiatique dans le répertoire, doit encore intégrer deux autres facteurs :

- *les intuitions irrépressibles*. Chacun sait que dans un travail de création, des options sont prises, fermement, que l'on aurait peine à justifier pleinement au moment même et que seule la réalisation finale rend évidentes. Il en va ainsi de notre conviction intime, depuis le début, qu'il s'agira d'une oeuvre aussi bien musicale que dramatique. Les dramaturgies de référence nous ont en tout cas permis de conforter ce choix et, d'ailleurs, de renoncer à d'autres (comme celui de la fable à personnage central).

- *le sens du possible et de l'impossible*. Ce sujet et cette entreprise sont déjà du genre impossible. Mais nous n'oublions pas une seconde notre motivation initiale : la lutte contre la honte et l'inacceptable. Par conséquent, nous voulons que notre oeuvre soit produite et jouée, qu'elle soit vue et, espérons-le, entendue. Ceci nous contraint donc à fixer au plus juste les défis de production et de tournée: au plus juste de l'impossible, c'est-à-dire, par un effort extrême, réalisables. Nous ne renonçons donc pas à des choix qui s'imposent, si difficiles soient-ils: forme de grande envergure, composite, impliquant l'intégration de plusieurs moyens d'expression, donc de nouvelles contraintes budgétaires : musiciens, techniciens du son et de l'image, etc. Mais nous écartons toutes les idées qui conduiraient à une pure création poétique irréalisable avec les moyens que nous pouvons espérer réunir, par exemple : scénographie structurée par un espace extérieur au théâtre, orchestre symphonique, mouvements de foule à la Max Reinhardt, etc. Au demeurant, ce n'est pas seulement pour des raisons de faisabilité que tout ce qui tend à la démesure nous paraît ici inapproprié, voire indécent.

Nous retiendrons de **la dramaturgie en gestation** actuellement, que "*La Chevauchée Furieuse*" présenterait les caractéristiques essentielles suivantes :

1/ Une ampleur comparable à un drame historique élisabéthain en cinq actes, ou à une fable épique en une vingtaine de tableaux, de trois à quatre heures environ. Une distribution d'acteurs européens et africains proportionnée à cette envergure.

2/ Une fable dont l'essentiel est le passage sur terre, entre Noël et Nouvel An, des victimes du génocide. Les morts réclament la paix. Les maux qui frappent le pays viennent de leur propre tourment: justice n'est pas rendue. Ils exposent leurs griefs et maudissent les vivants. Les plaies actuelles du "royaume" sont

montrées comme résultat direct de leur action. Leur requête et leur vengeance provoquent un "procès céleste" (non qu'il se déroule dans l'au-delà mais dans le sens où il abolit toutes les contraintes que connaîtrait ce procès en réalité). Des accusés sont jugés, des victimes entendues, des témoins confrontés, des reconstitutions contradictoires ordonnées. L'ensemble est clairement théâtral, mais se donne fréquemment les moyens (techniques) et le langage (interviews, reportages, bulletins, débats, etc.) de la télévision.

3/ Une étroite symbiose entre texte, jeu et musique. Pas du tout dans le sens de l'opéra, plutôt des tragédies antiques. Cette part musicale essentielle doit être composée en dialogue avec les auteurs et la mise en scène. Quel type de musique? La pièce se situe aujourd'hui, écrite essentiellement par des européens, et mettant en jeu principalement des conceptions et des personnages de nos pays. Sa langue musicale appartiendra donc plutôt au monde occidental contemporain (cf. curriculum du compositeur). Mais comme pour l'écriture dramatique, un recours mesuré et sensible à la culture rwandaise s'impose évidemment, les tambours et la cithare à neuf cordes doivent y résonner. Cela d'autant plus que la scénographie doit avant tout servir d'autres objectifs que l'évocation du Pays des Mille Collines. Nous l'avons déjà expérimenté dans d'autres créations, une sorte de "scénographie musicale" remplit souvent mieux cette tâche que les diapositives, toiles peintes ou objets folkloriques.

La partition doit englober comme exécutants aussi bien les acteurs que l'ensemble instrumental. Elle est jouée "live", en public, à vue (ce qui n'exclue évidemment pas des matériaux pré-enregistrés comme composante orchestrale). La musique instrumentale disposera sans doute d'espaces spécifiques, réservés à son seul plaisir, mais en général elle sera plutôt protagoniste du jeu et du texte, c'est-à-dire aussi de la voix.

4/ La présence d'un Chœur semble donc s'imposer, jouant des mêmes contradictions et ouvrant les mêmes potentialités par rapport à "l'action" que chez les Grecs ou, différemment, chez Brecht. Il nous paraît déjà évident que ce Chœur sera un protagoniste majeur et que certaines parties de la pièce lui seront entièrement dévolues. Dans notre esprit, jusqu'à présent, ce Chœur s'identifie aux morts de "la chevauchée", des morts rwandais, ce qui n'entraîne pas obligatoirement qu'il soit composé d'acteurs africains. Noirs ou blancs les choristes devraient être masqués, et nous savons d'expérience que les masques ouvrent de grande possibilités non seulement par leur beauté, mais par les contraintes qu'ils imposent. Ce devrait être aussi des acteurs capables de chanter. Sur le plan strictement musical d'ailleurs, la partition du Chœur doit être suffisamment riche (il ne s'agit pas d'une simple déclamation rythmée) pour requérir en partie des chanteurs professionnels. Il est trop tôt pour décider si ces derniers s'associeront aux acteurs du Chœur sur scène ou s'ils constitueront en quelque sorte, à l'extérieur de l'action, la section vocale du groupe orchestral.

5/ Une scénographie qui accepte de s'inscrire dans

l'architecture traditionnelle des théâtres, mais refuse de s'y limiter. Un travail original sur le proscenium, notamment, doit être entrepris. Des passerelles, des écrans, des praticables dans la salle, sont imaginables. D'une manière générale le rapport au public reste frontal, mais "perturbé" de débordements calculés. Ce doit être une scénographie qui évite trois écueils :

a) Le cliché de "l'espace vide" contemporain. Il y a une maladie du plateau faussement dépouillé où le baroque et le faste de quelques éléments affirmés ne sont pas moins insultants que les stucs et les ors de jadis. Je pense, bien sûr, avant tout, aux scénographies allemandes et à l'opéra, mais l'épidémie a gagné bien au-delà. Quant au sens de ces espaces glacés, ou de ces grands parquets blonds, il laisse parfois perplexe. A nouveau les Grecs, Brecht, et surtout Piscator nous sont de précieux guides. La scénographie n'est pas "vide" par principe, mais strictement *limitée à ce qui s'impose* pour que l'œuvre, sobre ou foisonnante, puisse avoir lieu, ni plus ni moins. Les idées-maîtresses de Chœur, d'orchestre à vue, de témoignage, et de l'usage critique du " langage " et des moyens de l'outil télévisuel, devraient déjà structurer quelques esquisses.

b) l'ostentation. Nous ne voulons pas d'un "décor" qui soulève en soi l'admiration, nous ne dialoguerons pas avec une sculpture ou une "installation" d'art conceptuel. Nous voulons que l'espace nous soit une aide, une difficulté (une résistance, une contrainte), une inspiration, une absence magique et familière à la fois. Il doit offrir sa beauté et sa dignité propres, mais sans acteurs être un non-sens.

c) L'exotisme. Une oeuvre située en Afrique offre de nombreuses tentations indésirables, fussent-elles révisées selon les prescriptions du "vide-contemporain". Néanmoins, nous croyons que le scénographe (comme la costumière et le musicien) doit passer un moment au Rwanda : une poignée de terre, un bout d'étoffe, un contre-jour sur les collines, peuvent ouvrir en lui une controverse intéressante entre imaginaire et nécessité.

Ces grandes lignes d'orientation sur la fable, le genre, la musique et la scénographie, indiquent bien ce que cette création ne sera pas, et dans quelle direction elle tentera de se développer. Mais elles ne permettent pas encore de se représenter concrètement la production. Nous en sommes conscients. Aussi, bien que le tout soit à l'état de chantier naissant, nous voudrions donner quelques indications supplémentaires, plus stimulantes pour l'imagination, à partir de deux composantes du spectacle :

- l'usage de l'audiovisuel

- la première "scène".

1. L'usage de l'audiovisuel

Que voulions-nous dire par "emploi des moyens techniques et du langage de la télévision" ?

a) Que la scénographie inclura des écrans et des haut-parleurs, de tailles différentes, du screen géant au simple moniteur, y compris dans la salle ou au plafond du théâtre, fixes ou mobiles, se répondant ou se contredisant, s'enchaînant ou se répétant. D'où notre intérêt renouvelé pour Piscator autrefois, ou le Wooster Group aujourd'hui. Ces écrans et ces diffuseurs pourront aussi bien multiplier et/ou agrandir ce qui se passe en direct sur scène, ou dans un coin de la scène, ou dans une partie de la salle, ou sur le trottoir du théâtre (d'où la nécessité de caméras et d'opérateurs intégrés au spectacle), que diffuser des images ou des séquences sonores pré-enregistrées.

b) Quelles images, quels sons ? Des archives du temps de la colonie (radio et cinéma), des extraits des actualités de l'époque, des reportages officiels ou amateurs plus récents, jusqu'au génocide inclus, bien sûr. Mais aussi, plus subtilement, des interviews, des enquêtes, des "exclusivités" (et pour cause) entièrement fictives, tournées par nous-mêmes, mais dans le langage, le ton, le noir et blanc ou les couleurs de leur époque supposée. Les acteurs de la distribution y participeraient qu'on pourrait ainsi confronter à eux-mêmes : sur le plateau et sur écran, ou sur bande sonore.

c) Ce ne sont pas seulement ces moyens techniques et ces séquences, soit collectées et montées, soit tournées par notre équipe, soit diffusées en "live", qui inscriront le langage de la télévision dans le spectacle, mais celui-ci constituera aussi une des clés de l'écriture des scènes. Dans ce qui se jouera sur le plateau même, en chair et en os, des situations "télévisuelles" seront créées: micro-trottoir, interviews de personnalités au sortir de réunions marathon, débats contradictoires, forum de spécialistes, etc. Ces conventions pourraient jouer de l'anachronisme : interview dans le style d'aujourd'hui de Von Götzen ou de Monseigneur Classe, mais où ils répondent dans leur style d'époque à eux (citations de leurs véritables écrits), etc. Les possibilités sont très grandes, à condition de ne pas céder aux tentations démagogiques.

Tout cela pourrait certes donner aussi des moments d'humour, voire de cocasserie, mais ne devrait jamais être caricatural. Il n'est hélas pas besoin de forcer le trait et la difficulté consiste plutôt à faire de ce ramassis d'expédients qu'on appelle parfois "langage télévisuel", un véritable outil de réflexion critique.

Nous insistons sur le fait que cet aspect du spectacle n'est qu'une des composantes. Mais elle se justifie à plusieurs égards.

- si l'histoire n'est jamais que le récit qu'on en fait,

il y a là un devoir de réparation. De même qu'on exécutait parfois, jadis, le criminel sur le lieu de son crime, il est juste -et réjouissant- de se proposer d'extorquer aux mêmes outils et aux mêmes procédés responsables des silences, versions tronquées, désinformations, mensonges sur le Rwanda, un nouveau récit, une autre histoire.

- il y a dans l'emploi de ces moyens un usage possible de l'effet d'étrangeté auquel Brecht ne pouvait songer, enfant qu'il était de l'ère du cinéma, mais que nous, enfants de la télévision, devrions oser tenter, en nous inspirant de la même hardiesse et de la même sobriété qu'il a toujours démontrées dans l'emploi de ses propres inventions.

- c'est par la télévision et la radio que l'immense majorité des gens ont appris le peu qu'ils savent sur le génocide, c'est par elles que nous-mêmes avons reçu le choc initial, c'est elles que nous surveillons tous les jours en quête d'informations et à la traque des contre-vérités. Il nous paraît légitime que ces média soient présents.

- surtout, ces moyens et leurs conventions de communication, permettent de résoudre certaines difficultés liées à l'évocation du réel. Si Peter Weiss avait voulu évoquer Auschwitz en reconstituant des baraques, des chambres à gaz, et des scènes entre SS et juifs, il aurait déshonoré le théâtre en même temps qu'échoué à communiquer le moindre sentiment du réel. La forme du procès, du témoignage et des "chants", permet d'obtenir un effet de réel extrême et de conjuguer-confronter présent et passé, donc d'être bouleversé en même temps qu'on ne cesse de réfléchir. De même, dans une création comme la nôtre, qui doit faire vivre de grands événements et, en même temps, communiquer beaucoup d'informations manquantes pour les rendre intelligibles, la recreation de scènes "réalistes" apparaît souvent dérisoire, et l'usage des conventions d'un médiateur (journaliste, témoin, caméra, etc.) peut nous aider à tendre au même but que Weiss.

Il importe encore de préciser, pour clore cette évocation, que nous n'entendons pas faire de ces techniques un usage excessif ou baroque. Elles offrent à nos yeux tout l'intérêt que nous venons de dire, pas plus.

2/ la première scène

Il se pourrait que le premier temps du spectacle fut un moment purement musical, une sorte de douce, discrète, fragile, lancinante et terrible ouverture. C'est possible. Mais en ce qui concerne l'apparition du premier être humain sur le plateau, une vision s'impose à nous depuis quelques temps, et nous allons tenter de la décrire.

Tout au bout de la scène, au fond, loin, loin, apparaît une femme. A cette distance ce n'est qu'une silhouette, on ne peut distinguer son visage, une seule certitude : elle est noire. Un temps, qui n'est pas bref. Une véritable attente. Puis elle commence à parler,

bas. Sa voix nous parvient pourtant, un murmure très clair et très proche, aussi bien devant que derrière nous, imperceptiblement amplifié. Elle est là-bas, si loin, mais c'est comme si elle parlait à notre oreille.

Elle dit : "*Je suis un être humain de la planète Terre. (pause) Je suis une femme. (pause) Je suis une Africaine du Rwanda. (pause) Je suis Rwandaise...*" Puis son nom, son âge, ses parents, son mari, ses enfants, sa profession, les choses élémentaires, les plus simples, et simplement. Elle parle sans effort comme sans ostentation, elle n'interprète absolument pas, elle ne joue pas non plus de fausses hésitations, ne cherche pas ses mots, mais elle ne récite pas non plus. A part ces deux premières lignes, ce qu'elle nous dit n'est pas écrit. Ce n'est pas une actrice.

Désormais, si elle laisse un silence c'est qu'elle en a besoin, ou qu'elle marche de quelques pas vers nous avant de reprendre. Son récit s'achèvera à l'extrême avancée du proscenium.

Elle n'est pas une actrice, elle est ce qu'elle dit, cela veut-il dire qu'elle ne joue pas ? Elle joue sur une limite. Ce qu'elle offre et dérobe d'elle-même par sa présence, son allure, sa marche, ce qu'elle raconte et comment elle le produit, sont les fruits d'un travail. Le sien, le nôtre. Cela n'a rien du charme ou des aberrations de la spontanéité, et cela se sent : qu'elle n'est pas une comédienne, mais que ceci est bien une forme élaborée. Elle est ce qu'elle dit mais elle "joue" un rôle d'elle-même, elle est en représentation dans *cette* représentation-ci.

Elle installe aussi un temps différent. A cause de ce qu'elle raconte, comment elle le fait, et parce que c'est elle, le temps qu'elle prend est le temps juste. Cela peut durer vingt minutes, ou trente, ou plus, c'est *son* temps, il est réel, il ne figure rien.

Ce qu'elle raconte c'est comment la tuerie l'a trouvée, en quel état, qui étaient les assassins, comment ils ont "travaillé", comment elle a perdu les siens, comment elle a survécu, grâce à qui, quelle est sa vie présente. Faits concrets, images personnelles, détails précis, souvenirs vivants.

Vers la fin de son récit, quand elle s'est déjà fortement rapprochée de l'avant-scène, peut-être un grand écran s'est-il allumé qui nous donne son visage, peut-être la musique, à des moments rares et choisis, a-t-elle fait entendre une discrète ponctuation. Quand elle termine, elle reste là, très près, au bord du plateau, elle s'y assied sur une chaise ordinaire, silence. Le Chœur masqué entre dans la salle et se dispose, éparpillé. L'orchestre reprend, et ces ponctuations discrètes de tantôt se condensent, se conjuguent s'espacent, en même temps que les membres du Chœur semés dans le public chuchotent à leur tour des fragments de récits, des bouts de phrase, chantonnent des noms (de personnes et de lieux), énoncent des chiffres, formant avec la musique une tapisserie mouvante, de plus en plus ample, un peu comme la "*Sinfonia*" de Berio qui se serait métissée d'Afrique. Ce qu'elle nous a fait entendre in extenso une fois, ils le déclinent en dizaines de bribes pour un million de morts sans parole.

Note : Cette idée de travailler avec une véritable rescapée du génocide en ouverture du spectacle, tient à plusieurs motifs:

- Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises le génocide rwandais est totalement abstrait pour l'opinion publique européenne. Ce dont elle a vu des images et entendu des témoignages c'est la misère des réfugiés hutu en Zone Turquoise, le choléra à Goma, les conditions de vie dans les camps au Zaïre. Les victimes du génocide n'ont pas eu de nom, de visage, de voix. Etablir dans le public non seulement la conscience mais le sentiment intime de la réalité de ces morts, d'où part tout notre projet, était une condition première essentielle.

- Parce que les victimes n'ont pas eu la parole, nous voulions d'abord la leur donner. Littéralement.

En plaçant d'entrée le témoignage véritable d'une rescapée, suivi d'une construction chorale élaborée à partir du recueil de dizaines d'autres témoignages, nous remplissons trois fonctions pour nous fondamentales : mettre le public dans le sentiment du réel, rendre la parole aux victimes, signifier que ce qui prendra forme plusieurs heures sous leurs yeux est bien une création (polyphonie, stylisation, dramatisation), mais qui entretient un rapport direct avec l'histoire concrète.

En ce qui concerne la personne capable de tenir ce rôle de premier témoin, nous n'avons pas d'inquiétudes excessives. Le Rwanda traditionnel plaçait dans ses premières valeurs "le beau langage". La capacité à s'y exprimer clairement, incisivement, ironiquement, poétiquement ou logiquement, est largement partagée. Nous avons pu entendre, lors de commissions d'enquête, ou rencontrer, en Belgique et au Rwanda, des femmes parfaitement aptes à relever avec nous ce lourd défi. Le travail continue.

4/ Quel processus, quelles méthodes ?

En l'an 2000, le Groupov aura vingt ans. Depuis sa fondation il a expérimenté de nombreuses formes de création et des méthodes de travail très diverses. A s'en tenir, dans son activité, au théâtre seulement, plusieurs de ses membres sont passés de la création collective à l'écriture dramatique, de la production d'œuvres du répertoire à des performances et des happenings d'un soir, d'ateliers purement expérimentaux à la mise en scène d'opéras baroques et contemporains. Chacune de ces entreprises requérant l'invention de processus d'accouchement spécifiques. J'ose rappeler ce fait parce que la proposition qui va suivre pourrait laisser perplexe (et il est vrai qu'elle ne va pas sans risques), mais nous, qui la défendons, l'avons déjà expérimentée avec succès en 1987, avec "*Koniec (genre-théâtre)*".¹⁹ Cela ne constitue évidemment pas une garantie, mais l'expérience d'un précédent n'est pas négligeable.

Nous voyons le processus de création de "*Rwanda, La Chevauchée Furieuse*", comme un chantier dirigé de bout en bout par un architecte, mais qui passe commande à d'autres artistes de différentes parties de l'édifice, ainsi qu'à des artisans spécialisés pour les sols, vitraux, mosaïques, jardins, etc.

Avec chacun, le maître d'œuvre entretient des relations bilatérales suivies. A l'ensemble, il propose des sous-groupes de travail, des modes d'association, de coopération, de contrôle et de relance, variables.

A la différence du fait qu'il s'agit ici de créer une oeuvre, ce processus ne diffère pas fondamentalement de ce que devrait être un sain processus de mise en scène, qui ne fonctionne en assemblée générale qu'à des moments stratégiques, mais où chacun des corps de métier (acteurs, techniciens, scénographe, dramaturges, costumiers, ateliers divers, etc.) ne peut vivre cloisonné, et où toutes sortes de relations s'établissent que la direction générale du projet provoque et conduit finalement, mais où elle délègue aussi perpétuellement des responsabilités.

Qu'est-ce à dire dans le cas présent ?

1/ Dans le chantier "Rwanda-LCF", l'architecte, le maître d'œuvre, de la conception jusqu'à la représentation est J.DELCUVELLERIE.

2/ Cette direction s'appuie sur trois groupes de travail :
a) le groupe opérationnel, qui comprend les artisans principaux du spectacle sur le plan scénique:

¹⁹ Il existe de cette création un film 35mm, réalisé par Michel Jakar pour la RTBF, copies VHS disponibles au Groupov.

- le scénographe Johan DAENEN
- le compositeur Garrett LIST
- la costumière Greta GOIRIS
- la réalisatrice images (ciné-tv) Marie-France COLLARD
- l'administratrice du Groupov Laurence GAY

Ce groupe peut évidemment se réunir partiellement, ou inviter à ses sessions tel ou tel collaborateur du projet.

b) le groupe d'écriture, qui - à proprement parler - ne constitue pas un groupe, puisque le travail de ses membres est, en principe, avant tout solitaire. Ce sont les auteurs auxquels nous voulons proposer d'écrire "certaines parties de l'édifice". Il s'agit bien d'une proposition, et pas exactement d'une "commande". Sur base du projet (ce dossier), puis d'une documentation plus approfondie, sur base de rencontres ensuite, il s'agit de *dégager ensemble* "la" proposition que l'auteur aura désir de traiter, c'est-à-dire un sujet mais aussi une première idée sur la forme. Par exemple:

- sujet : la doctrine Foccart de De Gaulle à Mitterrand
- intrigue : les relations des fils Pasqua, Mitterrand, Mobutu, Habyarimana.
- forme : sept petites scènes pour marionnettes.

Les auteurs pressentis et ayant déjà donné un accord de principe sont Marie-France COLLARD, Jean-Paul FARGEAU, Francine LANDRAIN, Jean-Marie PIEMME. La liste n'est pas close, mais devrait peu s'étoffer.

c) le groupe dramaturgique, qui réunit toutes les personnes déjà citées, ainsi que certains comédiens du Groupov, des conseillers, des experts, des documentalistes, tels que Daniel HICTER, Yannick MANCEL, Max PARFONDRY, François SIKIVIE, Mathias SIMONS, Benoît VREUX, etc.

Ce groupe peut paraître très vaste et peu pratique. Mais il faut bien voir sa fonction. C'est une sorte de forum des amis et des praticiens unis sur le projet. Il est important, par exemple, au début. Ainsi, il sera réuni prochainement pour que le présent dossier y soit débattu. Il est très utile en cas de crise, ou d'hésitation sur la marche à suivre. Il constitue un premier public pour la lecture des textes quand ils seront écrits, pour les esquisses musicales, etc. Ses réactions, critiques, suggestions, nous importent alors beaucoup. Par conséquent, il ne se réunit pas très souvent, ce qui s'y échange trouve ensuite à se prolonger dans les autres groupes ou dans des travaux à deux ou trois, voire seul. Il n'est pas essentiel qu'il soit au complet chaque fois, la variation de sa composition présente même un intérêt, par la différences des réactions et des propositions qu'elle entraîne.

Nous avons constitué un groupe de ce type des

mois avant d'entrer en répétition pour "*La Mère*" de Brecht, et nous n'avons eu qu'à nous en féliciter. Celui-ci devrait être encore plus utile, puisqu'il s'agit ici d'un "work in progress".

3/ Le chantier mis en oeuvre, suivront les phases d'élaboration des "différentes parties de l'édifice", et le dialogue que l'architecte poursuivra avec chacun au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux.

4/ La phase terminale, qui ne sera pas que d'assemblage, encore moins de collage, mais véritablement de naissance d'une oeuvre, est évidemment indescriptible à ce stade.

5/ Répétitions. Représentations.

Lathuy 17.10.1997

J.DELCUVELLERIE



Eglise de Ntarama - juillet 1997

"Moi, Yolande Mukagasana, je déclare à la face de l'humanité que quiconque ne veut pas prendre connaissance du calvaire du peuple rwandais est complice des bourreaux. Le monde ne renoncera à être violent que lorsqu'il acceptera d'étudier son besoin de violence. Je ne veux ni terrifier, ni apitoyer. Je veux témoigner. Ces hommes que j'entends au travers d'une cloison me promettent les pires souffrances, je ne les hais ni ne les méprise. j'ai même pitié d'eux..."

Yolande Mukagasana.

La mort ne veut pas de moi.

Carnet de Travail. Extraits.

Rwanda 1994. Un million de morts en 3 mois.
Moyenne : 10.000 personnes par jour.

Des familles entières ont été décimées, parfois il ne reste qu'un survivant pour 34 disparus, des milliers de personnes ont vu les leurs massacrés devant eux, des milliers d'enfants sont orphelins, les enfants de moins de quinze ans représentent aujourd'hui 50% de la population, les femmes sont majoritaires, elles sont 70%, beaucoup de femmes rescapées sont veuves, elles ont été, pour la plupart, violées.²⁰

Ce ne sont pas seulement des hommes qui ont tué, mais aussi des femmes, des adolescents et même des enfants. Des hommes d'Eglise ont tué. Le crime était banalisé, autorisé, revendiqué, son organisation était systématique, impliquait toutes les autorités locales, régionales et nationales, des listes avaient été établies, étaient régulièrement contrôlées dans ce but unique : "ils" - les inyenzi, les cafards, les cancrelats - et leurs complices devaient tous être exterminés.

Beaucoup de personnes accusées aujourd'hui n'appréhendent nullement la faute qu'elles ont commise.²¹

Aucune lecture, aucune analyse, aussi indispensable soit-elle, ne prépare à la rencontre sensible de cette horreur programmée. Rien non plus que nous ne puissions réellement faire pour rendre justice aux survivants, pour répondre à leur angoisse profonde, mis à part, enfin, les écouter.

Peut-être faut-il commencer par oublier le nombre et voir en chaque victime *une personne, une seule personne* pour qui le séisme semble pourtant encore intraduisible. Le nombre permet la banalisation, le refoulement de l'horreur. Or l'horreur doit être dite. Dire

²⁰ Avant la guerre, pour une population jeune (espérance de vie 48 ans), la proportion était de 51% pour les femmes et 49% pour les hommes. D'après "*C'est ma taille qui m'a sauvée*" publié en décembre 1996.

²¹ C'était une des choses qui avait étonné le plus les observateurs dans les camps de réfugiés hutu : l'absence de culpabilité manifestée face aux actes commis. Le travail des ONG présentes sur le terrain n'a pas non plus favorisé la réflexion, bien au contraire : soucieuses avant tout de "reconstruction", elles pensent et parlent "au futur" et induisent une nouvelle impunité, un nouveau refoulement, au détriment d'un travail de mémoire et d'une justice indispensables.

l'horreur est aussi important que de comprendre d'où elle procède : la "manière" de tuer est en soi un langage qui va bien au-delà du simple fait d'ôter la vie à quelqu'un.

La mesure de ce traumatisme et des souffrances inouïes subies par les rescapés du génocide pourrait être, pour essayer d'en appréhender l'ampleur, la réaction de la population belge, et même française, face aux meurtres d'enfants perpétrés par Dutroux et consorts.

Au Rwanda, il y a eu un million de Julie ou de Mélissa, il y a eu des milliers de Dutroux, il y a eu des dirigeants criminels soutenus par nos dirigeants, oserais-je les nommer eux-aussi criminels ? La responsabilité incombe-t-elle seulement à celui qui brandit la machette ou qui pousse sur la gâchette ? Mais celui qui brandit la machette, de quelle manipulation, de quel refoulement a-t-il été victime ? N'y a-t-il pas là un autre questionnement, aussi fondamental ? Qu'y a-t-il à l'œuvre dans ces transformations collectives de l'être humain qui conduisent à l'abolition des structures de l'imaginaire qui, jusque-là, avaient permis à chaque individu de reconnaître comme siens les interdits que les hommes ont mis des siècles et des siècles à ériger ? Au Rwanda, le corps de l'autre devint l'unique lieu de représentation possible : là aussi, il fallait "le désorganiser", comme a dit une psychanalyste à propos d'Auschwitz.

Les mots suffisent-ils à dénier toute ressemblance avec celui que l'on veut tuer ?

Au-delà des lectures, des questionnements, il nous aura fallu pour affronter ce fascisme contemporain, nous confronter à l'horreur et à la souffrance, les laisser nous conduire jusqu'à la limite du supportable. Les résistances à prendre ce chemin sont grandes, vous les trouvez là où vous les attendez le moins, et plus tard, lorsque vous voulez en rendre compte, on vous rétorque souvent, "pourquoi parler *encore* des massacres ?"

Ce carnet de travail trace la chronologie d'une rencontre progressive et sensible avec le Rwanda, avec des Rwandais et des Rwandaises, avec l'histoire vécue d'un pays associé au nôtre depuis presque un siècle et où l'on vous dit, quand vous vous y promenez : "*Cela fait longtemps que nous n'avions plus vu de blancs, cela fait trois ans...* "

Le carnet proposé résulte d'observations, ponctuelles et non exhaustives. Il renvoie à la note d'intention, il l'a nourrie. Il est parfois complété par des extraits de livre, essentiellement des témoignages de rescapés. Les différentes conversations retranscrites n'ont pas été enregistrées, je me suis basée sur les notes prises au jour le jour. J'espère n'avoir pas déformé les propos de mes interlocuteurs et si c'est le cas, si peu que ce soit, je les prie de bien vouloir m'en excuser.

Février 1997.

En préparation d'un voyage au Rwanda, je rencontre des acteurs de la coopération, ayant une expérience récente et pratique sur place.

Voici un court résumé des entretiens, à leur demande, je ne les nommerai pas.

Le premier revient d'un voyage "d'expert" au Rwanda. Un mois après le retour des réfugiés de Goma,²² il constate que ce retour s'est passé de manière extraordinaire : il n'y pas de traces de grande concentration de personnes, les réfugiés semblent avoir été réinsérés directement dans la population : pour lui, c'est presque inimaginable. Il conteste "l'acharnement humanitaire", l'aide d'urgence qui va s'arrêter dans un an et qui compromet le développement même du pays. Car il n'y eut pas que les morts, toute l'infrastructure socio-sanitaire et économique a été détruite. Il y a aujourd'hui, par exemple, 119 médecins rwandais pour une population estimée, avant le retour des réfugiés du Zaïre, à 6.700.000 (elle était de 7 800 000 avant le génocide). Les avocats rwandais sont au nombre de 16. Les services publics ont été détruits, les maisons brûlées, ainsi que les papiers, les archives des communes, des universités, le matériel des hôpitaux. Des zones d'insécurité subsistent, il y a eu, quand il était là, des attaques contre des expatriés dans le Nord, certains ont été tués. L'ambassade de Belgique déconseille aux ressortissants belges de se rendre dans certaines régions.

Le second connaît bien le Rwanda pour y avoir été pendant longtemps responsable de projets de coopération.

Longue discussion sur la notion hutu/tutsi : on a oublié le contenu socio-politique des relations de classes, et on a recherché dans les structures politiques, des ethnies et des tribus selon les préjugés en vogue chez les colonisateurs : on a donné un contenu ethnique à des termes qui étaient beaucoup plus complexes. C'était aussi une manière de contrer le socialisme naissant (exemple comparable pris dans notre histoire, montré dans le film *Daens* : une contradiction socio-économique essentielle passe par une contradiction linguistique)

Lorsqu'il a été décidé, lors des premiers recensements, de 1926 à

²² en novembre 96, de sept cent mille à un million de réfugiés, selon les sources, rentrent massivement au Rwanda, quittant les camps de l'ex-Zaïre.

1931, d'inscrire l'ethnie sur les cartes d'identité, les critères anthropométriques ne furent pas suffisants.

Alors, on définit celui-ci : celui qui possédait 10 vaches et plus fut déclaré tutsi, celui qui en possédait 9 ou moins, hutu.

Les pourcentages sont fictifs, la société rwandaise est patrilinéaire, on est tutsi si son père l'est, mais que se passe-t-il s'il a épousé une femme hutu? Et après lui, ses fils ? On est bien loin d'une "pureté" génétique.

Un exemple : un jeune homme tutsi est déshérité par son père : il devient hutu, il se marie, ses enfants sont donc hutu. Par après, son père et lui se réconcilient, il est réintégré dans la famille, il redevient tutsi et les enfants nés d'un second mariage seront tutsi, les autres restent hutu. Etc. ...

La notion de "4ème ethnie", représentant les lettrés, les intellectuels, les "européanisés" développée par Claudine Vidal est importante (voir "Sociologie des passions"). En 59, parmi les tutsi formés, s'est développée une volonté d'indépendance, de gouverner le pays sans les belges.²³ Le revirement vers les hutu s'explique aussi parce qu'il n'y avait pas parmi eux suffisamment de personnes éduquées : ils n'auraient pas la force nécessaire pour gouverner seuls, ils formeraient donc une bourgeoisie dépendante.

En 1973, est venue se greffer un deuxième conflit, celui opposant les hutu du Sud (région de Kayibanda) à ceux du Nord (région d'Habyarimana). Ce second clivage a été déterminant dans ce qui s'est passé par la suite : tous les privilèges étaient en effet réservés aux gens du Nord, et l'opposition hutu était essentiellement originaire du Sud.

L'explication du génocide ne réside pas seulement dans l'emprise idéologique, il y a aussi des faits objectifs.

Une démographie importante (le Rwanda est le pays d'Afrique subsaharienne à la plus forte densité de population), associée à un manque crucial de terres cultivables et au problème de désertification provoqué par l'érosion ont conduit à une grande misère et au manque de perspective pour la jeunesse qui ne pouvait plus compter sur l'agriculture pour assurer son avenir (85% de la population tirent ses revenus de l'agriculture). Ainsi, il était courant de voir un père diviser un arbre en branches pour les répartir en héritage à ses fils.

La chute des prix du thé et du café - seules denrées destinées à l'exportation - à la fin des années 80 a également appauvri gravement le pays (voir chiffres dans note d'intention).

La réconciliation est difficile, à la limite, il est presque légitime d'affirmer qu'elle ne peut se faire : il y aura inévitablement des actes de vengeance, car il faut sans cesse se rappeler qu'une personne sur sept a été tuée et que bourreaux et victimes se côtoient tous les jours,

²³ Ils se sont regroupés dans un parti, l'UNAR, dont les revendications n'étaient, comme dans d'autres mouvements nationalistes africains à cette époque, ni démocratiques, ni socialisantes : ils désiraient maintenir la monarchie et leurs privilèges.

vivent sur les mêmes collines, se rencontrent dans les mêmes bureaux.

Ce serait intéressant, à travers les propos d'une vieille personne, une femme "non éduquée" - car les femmes sont moins mêlées dans les rapports de force - de suivre l'éveil d'une conscience "négative", le chemin qu'elle a suivi pour intégrer l'ethnisme. Sa vie a traversé toutes les étapes de l'etnisation, depuis son enfance dans les années 20 ou 30 jusqu'au génocide de 1994. Il doit rester aussi dans ses paroles des traces de l'ancienne culture, des anciennes traditions, il faudrait, à travers une grille de questionnement préparée avec des mots simples, parvenir à déconstruire ses différents discours.²⁴

Avril 97

C'était le 7 avril 1997. Nous étions lundi. Depuis trois jours, je participais à la commémoration du génocide rwandais. J'avais le samedi assisté à une journée organisée par Solidarité Internationale intitulée "Experts à la barre - L'autre tribunal". Nous avons devant nous un panel de personnalités belges, du monde universitaire, politique ou culturel, qui questionnait toute la journée des "experts" du Rwanda : Jean-Pierre Chrétien, Luc de Heusch, Michel Chevalier, Ludo Martens, Pierre Olivier Richard (remplaçant Colette Braeckman), Pierre Galand, Frère Jean-Damascène Ndayambaje.

Aux informations déjà connues sont venues s'en ajouter d'autres, certaines non encore publiées :

- l'enquête extrêmement précise de Pierre Galand sur le financement des armes des génocidaires, ses propos virulents demandant la levée de la dette extérieure réclamée au nouveau gouvernement, la déclarant illégitime et contraire à l'éthique du droit international : *70% du montant de cette dette accumulée entre 90 et 94 ont servi à armer et équiper les génocidaires, militaires, miliciens et même la population, puisque l'on retrouve aussi des factures pour trois cent mille kilos de machettes. Cela, même en 1994, lorsqu'un gouvernement intérimaire a été nommé et qu'il signait des chèques à partir de Goma.*

- le silence et les tergiversations de l'ONU, les non-dits de la politique belge et française, cette certitude : *la préparation du génocide était connue non pas depuis le 6 avril 1994 mais déjà en octobre, novembre 1993.*

- le lobbying des uns ou des autres, d'abord pour le retrait des troupes en plein génocide, avec, en corollaire, cette autre affirmation : *si la Minuar était intervenue tout de suite, il n'y aurait pas eu de génocide; pour l'envoi par après d'une mission dite*

²⁴ voir par ex. le récit de "Nyirabwandagara, née avant les blancs" dans *Sociologie des Passions*. de Cl. Vidal.

"humanitaire" alors qu'il y a déjà des centaines de milliers de morts, mission qui signifiait : la protection de fait des assassins et leur retrait rendu possible au Zaïre, avec comme bouclier, les réfugiés.

- l'implication de l'Eglise et de la Cour Royale, l'échec de la christianisation du Rwanda : 80% de chrétiens ont tués, la théocratie de l'Eglise, son refus actuel de reconnaître une part de responsabilité (ce n'est que l'année dernière qu'elle a reconnu le génocide).²⁵

J'ai rendez-vous avec Frère Damascène avant de me rendre à la Marche aux flambeaux et à la veillée de commémoration organisée par "Ibuka - Souviens-toi".

Frère Jean-Damascène Ndayambaje est professeur de psychologie à l'Université de Butare. Son intervention samedi portait sur la responsabilité de l'Eglise : "Eglise, que dis-tu de toi-même?"

Il reconnaît comme plausible l'hypothèse avancée par Luc de Heusch, selon laquelle le refoulement symbolique et la culpabilité induits par le christianisme, a eu pour conséquence l'annulation des structures de l'imaginaire élaborées par la culture traditionnelle autour, entre autres, du culte de Ryangombe.

"Mais comment expliquer l'horreur des tueries "précédées d'actes de tortures et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants ", les bourreaux allant parfois "jusqu'à couper successivement les doigts, la main, les bras, les jambes avant de trancher la tête ou de fendre le crâne" (Le Monde, 1994). Il y a dans ces lignes un terrible aveu de l'échec de la christianisation au nom de laquelle s'était effectuée ce que d'aucuns appellent parfois "la révolution sociale" hutu. Après avoir fait s'écrouler le système traditionnel des interdits, l'Eglise s'est évertuée en vain à y substituer la notion occidentale de péché, parfaitement étrangère à la culture rwandaise. Elle s'est en outre attaquée à la religion traditionnelle et en particulier au culte du Kubandwa qui permettait à une certaine violence latente de s'exprimer symboliquement.(...)

²⁵voir rapport de "Experts à la barre - l'autre tribunal"

(...)Le drame du Rwanda aujourd'hui ne serait-ce pas en fin de compte, que des miliciens hutu, manipulés par le pouvoir politique et projetés dans un univers hors normes, où toutes les barrières éthiques traditionnelles se sont effondrées, jouent avec des armes fournies par la Belgique et la France, les "Binogo" ivres d'une vaine fureur ?"²⁶

Binogo est le fils de Ryangombe, il a le privilège de toutes les transgressions, y compris celle du meurtre. Le culte de Ryangombe était célébré en mai - juin, lors de la récolte du Sorgho, surtout par la petite paysannerie hutu. Culte d'initiés, formant une société secrète - le roi²⁷ ne peut y participer, mais bien la reine-mère - le kubandwa s'apparente aux "religions à mystères". Lors de séances de possession, les initiés incarnaient les "imandwa", la société libre qui entourait Ryangombe : il y avait abolition des différences sociales, tout le monde était égal et toute chose changeait de nom, y compris les gens. Certains interdits étaient levés, comme celui de l'inceste. (On peut, jusqu'à un certain point, comparer la fonction de ce culte à celle de notre carnaval, anciennement.)

Par ailleurs, dans l'ancien Rwanda, tout était mis en cérémonie - y compris l'apprentissage de la sexualité chez les adolescentes - et ces traditions étaient partagées par tout le monde. La vie sociale était basée sur des cycles : mort/deuil, naissance, mariage, relation entre les morts et les vivants. Le culte des ancêtres était très important et de petites huttes votives leur étaient consacrées dans l'enceinte des maisons. On croyait que les misères qui survenaient résultaient d'un manque d'honneurs qui devaient leur être rendus. Des devins étaient consultés ainsi que des cérémonies organisées en vue d'éviter ces misères, car les ancêtres ne parlaient jamais directement aux descendants, le devin était indispensable à l'interprétation de la symbolique de leur langage.

J'entends pour la première fois parler de l'importance des **clans** au Rwanda, de la référence identitaire que cela constituait, précédant les différences hutu/tutsi/twa. Ainsi, de mémoire, certaines personnes âgées peuvent encore remonter jusqu'à 12 générations propres à leur clan.

Les apparitions de Kibeho, pour lui, sont une manipulation politique, une manœuvre d'Habyarimana. Le message émis par la vierge était un message fataliste. La famille du président était très présente lors des apparitions.

Il aborde les difficultés actuelles, celles entre autres de ce qu'on appelle la réconciliation, passant par une justice nécessaire, mais aussi par un travail très long visant à enrayer l'ethnisme dont les mentalités sont imprégnées. Ainsi, il raconte que, lors d'une entrevue

²⁶Luc de Heush, "Anthropologie d'un génocide : le Rwanda" in. Les Temps Modernes, déc. 1994 - n-579

²⁷A l'inverse, un prince initié au kubandwa ne pourra devenir roi. Le kubandwa proposait donc à la population une sorte de contre-ordre royal.

dans le cadre d'une mission d'encadrement des détenus dans la prison de Butare, une femme accusée qui, au départ ne comprenait pas de quoi elle était coupable, a fini par lui dire : "*Mais je n'en ai tué que dix.*"

Enfin, après avoir mis en question l'Eglise en tant qu'institution, il évoque aussi des responsabilités individuelles. Le Père Naveau, liégeois d'origine, qui en 59, prêchait pour la victoire du Parmehutu et l'élimination des tutsi. En 73, il demandait à ce qu'une nouvelle révolution se fasse "comme en 59". Un autre Père a traduit "*Mein Kampf*"²⁸ en kinyarwanda et utilisait cette traduction dans ses sermons. La présence de l'Eglise en sous-main de la révolution de 59: les écrits de Mgr Perraudin contre l'Unar, traitant ce parti de "communiste et islamisant"(!), certains prêtres bénissaient les armes, d'autres ont participé parfois activement, certains ont même été traduits en justice au Rwanda (Pères Duchamps, De Vinck), mais ont été renvoyés en Belgique. Cela l'amène à évoquer sa propre histoire, qui couvre celle des deux républiques. Il explique alors son parcours, ce dont il a été témoin et victime, comment il a vu depuis 59 les massacres commencer et comment il a, par deux fois, échappé à la mort, en 73 et en 94. Le récit qui suit est repris de son témoignage écrit paru dans "*C'est ma taille qui m'a sauvée*", complété par ses propos oraux.

En 1959, j'étais directeur de deux écoles, primaire et secondaire, à Kabgayi. La situation se détériorait de jour en jour. En date du premier novembre, à la Toussaint, nous avons appris par une rumeur qui circulait que Mnyonyumutwa, un des fondateurs du parti Parmehutu, avait été violemment attaqué par des éléments tutsi qui n'avaient pourtant pas été identifiés. C'était une mise en scène inventée de toutes pièces. Le lendemain matin, j'ai été choqué d'apprendre que la maison du chef Haguma avait été incendiée. Il dirigeait une des chefferies du territoire de Gitarama, le Marangara. C'est dans ces circonstances que les troubles ont débuté. Sous peu, les maisons ont été incendiées. Les blessés étaient dépêchés dans les hôpitaux. parmi eux, il y avait Nkusi, un sous-chef grièvement blessé. D'autres sous-chefs ont été tués : Matsiko, Ruhinguka, Rwamumingi... Les tueries ont partout fait rage. Les plantations de bananes ont été rasées. Les batutsi ont été massacrés et cette vague a déferlé sur les collines, pareille à un feu de brousse. Kayibanda, président du Parmehutu, orchestrait ces massacres. Il rassemblait tous les tueurs et tenait conseil avec eux. Il s'était transféré à Kabgayi chez Monseigneur Perraudin et là, l'administration belge lui avait donné des militaires qui veillaient sur sa sécurité.

²⁸ Il s'agit d'un Père allemand, le Père Johan Pristill. Voir à ce sujet, le numéro spécial de la revue chrétienne GOLIAS n°48-49, été 1996 " Rwanda : L'honneur perdu des missionnaires".

Kayibanda venait de démissionner de son poste d'employé du journal Kyniamateka à Kabgayi pour diriger son parti. Il était donc le commandant suprême des hordes de tueurs qu'il envoyait dans les zones à forte concentration de tutsi comme le Mayaga. Il travaillait avec certains blancs comme l'administrateur Patheyn et son collègue agronome dont il ne se séparait jamais. Les deux hommes n'abandonnaient jamais leurs fusils. Ils étaient toujours accompagnés d'un médecin qui avait l'habitude de dire aux gens "aujourd'hui comme je ne n'ai pas suffisamment trouvé de cadavres ni de blessés, je me suis mis à tirer moi-même, là, j'ai, au moins, pu faire quelques blessés..."

"Les prêtres de Kanyanza tels que le Père suisse Notti disait que c'était une guerre sainte : "Battez-vous", encourageait-il les hutu, "ainsi Dieu le veut". Notti le suisse, je le voyais souvent de mes propres yeux. Il venait à Kabgayi en compagnie du Père Jules Gysens et tous les deux incitaient les hutu à tuer. Le Père Notti bénissait les hutu hors de l'Eglise au moment où ceux-ci se préparaient à lancer une attaque. Ils arrivaient très tôt le matin à l'Eglise, armés de lances, d'arcs et de flèches, ainsi que de gourdins. Ils les déposaient dans l'église, assistaient à la Sainte Messe, puis à la sortie, ils reprenaient leurs armes et le prêtre les bénissait en les envoyant massacrer les tutsi. Les pères Notti et Gysens leur indiquaient comment ils devaient se battre et quelles cibles frapper. Puis, le soir, quand les tueurs rentraient chargés de butin dont les mortiers utilisés pour piler le manioc, des pommes de terre, de la volaille, des chèvres etc. ..., le Père Gysens accueillait les héros avec une profusion de félicitations "Merveilleux travail !" leur disait-il. Je peux le répéter devant lui, je n'invente rien. Monseigneur Perraudin, bien qu'il ait été là lorsque les massacres se perpétuaient, ne les a jamais condamnés. Pour ce qui concerne sa position, je me souviens que lors d'une retraite des Frères Joséphites à laquelle je participais, et qui avait été organisée à Gakulazo, près de la paroisse de Byiamana, les abbés Stanislas Bushayija et Cyprien Basomingela se sont indignés quand ils ont vu les maisons brûler et ils lui ont demandé : "Mais Monseigneur, pourquoi n'arrêtez-vous pas ces actes ignobles ?" C'était le 15 novembre 1959 et Monseigneur Perraudin a répondu : "Nous avons appris que le roi Kigeli est allé au Congo Belge à bord de l'avion Yushine des communistes russes. Vous comprenez bien que c'est lui qui cause tous ces malheurs au peuple !" Pour Monseigneur Perraudin,

ce qui se tramait au Rwanda était dans l'ordre des choses. Il fallait bien que les tutsi meurent."

"Il y avait beaucoup de réfugiés à Kabgayi. Les hutu venaient et montraient ceux qui étaient autorisés à regagner leur domicile. Des transports organisés embarquaient les indésirables vers le Burundi, l'Uganda ou la Tanzanie. Il leur était demandé de choisir leur pays d'asile. Il y avait chaque jour à peu près huit camions qui emmenaient les Rwandais vers le chemin de l'exil. Ceci était systématiquement planifié et exécuté dans l'intention de vider le pays de sa population tutsi. Au lieu de les défendre ou de les protéger contre la violence des hutu, l'administration belge les encourageait à fuir le pays en les assistant en vue de traverser la frontière. Tout cela était fait à dessein afin de vider le pays des opposants du parti Unar, dans le but de faciliter la victoire du Parmehutu. Certains prêtres ont joué un rôle très actif dans ces tristes événements et je citerai à titre d'exemple, le Père Gysens, de nationalité belge, qui était à la paroisse de Kabgayi, ainsi que le Père Palmantier Jean, un Français. Ces deux prêtres étaient chargés de sélectionner les candidats à l'exil. Ils sont venus nous chercher dans la résidence qui abrite la congrégation des Frères Joséphites. Jean Palmantier est venu me chercher. J'étais directeur d'une école à l'époque. Il était accompagné des para-commandos congolais, ces derniers étaient venus pour épauler les Belges. Ils ont fouillé ma résidence, ont emporté des documents et m'ont placé en résidence surveillée. J'ai été démis de mes fonctions de directeur d'école et remplacé par un hutu."

"Le 27 février 1973, vers dix heures, j'ai vu une bande d'assaillants envoyés par le Commandant Barahira. Ces brigands étaient commandés par un militaire. Le député Max Niyonzima faisait partie de ce groupe. Quelques instants après des cris d'assaut ont retenti : "A mort les tutsi ! Que tous les tutsi meurent!" J'ai couru vers les bâtiments et j'ai sonné la cloche et les élèves sont sortis des classes. "Allez courez, sauvez-vous !" leur ai-je ordonné. J'ai couru vers la chambre et m'y suis caché tout en regardant ce qui se passait à l'extérieur à travers la fenêtre. Le Frère Aloys a essayé de courir mais il n'est pas allé assez loin. Il a été capturé par les assaillants qui l'ont battu et tué. Huit élèves ont été massacrés sous mes yeux. Les tueurs les ont découpés en morceaux comme s'ils découpaient un tronc de bananier. Après avoir massacré certains

professeurs et plusieurs élèves, ils se sont demandé où j'étais. Ils ont défoncé la porte de ma chambre et sont entrés. Je suis sorti les mains liées. D'un coup de marteau, ils m'ont fracturé la tête et la mâchoire gauche. Ils m'ont dépouillé de tous mes habits et m'ont abandonné nu et étendu sur les escaliers..."

"C'est ma taille qui m'a sauvée". pp 24 à 26.

Dans un coma profond, à moitié paralysé, Frère Damascène sera sauvé grâce à l'intervention d'un médecin belge. Transporté au monastère de Sovu, il sera finalement envoyé par sa congrégation, à l'étranger, en Suisse, pour y être soigné. Il garde toujours des séquelles de ces blessures.

En 1994, au début du génocide, dans sa confrérie, les hutu et les tutsi ont été séparés, avant l'arrivée des miliciens. Il réussit à nouveau échapper aux tueurs et à se cacher, dans un premier temps, à l'extérieur, dans un buisson, d'où il assiste aux assassinats. L'observation du rythme de vie des interahamwe et du cycle psychologique qu'ils semblent adopter - tueries - pillage - repos, - lui permet de choisir les moments propices aux déplacements - pendant les pillages, on ne tue pas - et de regagner sa chambre, pour s'y cacher. Il y sera découvert par des pilleurs venus chercher des draps. Ils lui demandent : *"Comment es-tu encore en vie, toi?"* Ils lui réclament de l'argent, mais il n'en a pas. Il est emmené dans un camion, avec d'autres tutsi, à destination d'un lieu d'exécution. Un milicien, alors, remarquant sa montre, l'interroge : *"Tu as une bien belle montre toi, tu me la donnes ? Je pourrais la prendre moi-même quand tu seras mort, mais toi, tu es un religieux, tu peux me la donner avant de mourir. Là où tu vas, tu n'en as plus besoin"*. Il répond *"Que me donnes-tu en échange ?"* Le milicien : *"Un coup de pied"*. Il lui donne sa montre et le milicien lui assène un coup de pied qui le fait tomber du camion en marche. Il reste étendu sur le sol, simulant la mort. Par après, il pourra regagner sa confrérie où il retrouve ses compagnons hutu qu'on y avait abrités.

Après cette rencontre, je marcherai, un flambeau à la main, de la Place Royale au Palais de Justice, au milieu de Rwandais que je ne connais pas mais dont j'imagine sans peine les souvenirs et les souffrances. Je suis seule, perturbée encore par le témoignage du Frère Damascène. Je retrouve Jacqueline Bikhovsky, nous faisons la route ensemble.

A Auderghem, au Centre Culturel, a lieu une veillée de commémoration, comme il doit y en avoir un peu partout, ce jour, au Rwanda. La succession des témoignages est bouleversante, leur juxtaposition importante, le génocide rwandais est replacé dans l'histoire du siècle. Nous entendrons d'abord un descendant arménien nous parler du génocide de 1915-1916, ensuite le témoignage d'un rescapé d'Auschwitz. Il racontera sa déportation, celle de ses parents qui ne reviendront pas. *"Je vous demande : Qui sont vos Maîtres ? Je comprends votre tristesse. Pourquoi suis-je là aujourd'hui ? J'étais jeune*

et en bonne santé, j'avais 17 ans, je parlais allemand, c'est un hasard ou un miracle". Il raconte les trains, la chaleur des wagons à bestiaux, 50° à l'intérieur s'il fait 25° dehors. "La chaleur, vous connaissez cela, vous les Rwandais...". Un autre train, en hiver, la neige que l'on fait fondre à l'arrêt, et quand l'un ou l'autre descend pour pisser, on le sait être exécuté. Il y a ceux qui ont reçu un numéro gravé sur le bras, à leur arrivée, d'autres n'ont pas eu cette chance, ils ont été gazés tout de suite. "C'est sans doute ce qui est arrivé à ma mère et à ma sœur". Il rappelle qu'en Belgique, en 1942, les juifs ont été contraints de se présenter dans les maisons communales pour y faire inscrire sur leur carte d'identité le mot "juif". Vient ensuite le témoignage de M. Leroy, père de Yannick Leroy, un des dix paras belges massacrés à Kigali, le 7 avril 1994. La mort de son fils, celle de son père qui s'est suicidé cinq mois après le mort de Yannick, sa propre expérience de para lui font accuser les responsables militaires. Il s'indigne de la présence en Belgique de génocidaires, dont le beau-frère d'Habyarimana. Il évoque sa visite au Rwanda, avec les autres parents de paras assassinés, leur découverte de l'ampleur du génocide, l'accueil des Rwandais, leur douleur partagée. "Ni pour vous ni pour nos enfants, les autorités internationales n'ont bougé le petit doigt". Des témoignages de Rwandais désirant rester anonymes - on nous rappelle que la chasse aux témoins est toujours vive au Rwanda - seront lus : celui d'une jeune fille, de 15 ans, rescapée, et le journal d'un prêtre, écrit pendant le génocide et qui se sait condamné, faute de médicaments soignant son asthme et son diabète. Il y aura une lecture d'un long poème écrit en kinyarwanda, suite aux massacres de 63, puis une pièce de théâtre - en kinyarwanda également - jouée par des jeunes et mettant en scène, ici, à Bruxelles, la jeunesse rwandaise venant de pays différents et parlant des langues différentes : anglais, français, kinyarwanda... Ils attendent la venue d'un nouveau, en provenance de Goma. Faut-il l'accepter comme cela ? Certains s'y opposent farouchement, d'autres veulent demander l'avis d'un "ancêtre" : "Quelle était la culture de notre pays avant la culture de la haine ?" Les scènes sont entrecoupées de lectures de textes parlant d'Auschwitz, du Rwanda. "L'herbe a repoussé, les fleurs sont à nouveau là..."

A la fin de la pièce, tout le monde entonne ce que j'apprendrai être un chant protestant, très connu au Rwanda, et pendant ce chant, des jeunes distribuent des petites cartes. J'en reçois une, qui m'est donnée par une jeune fille. Il y est écrit : Ntasmate Augustin, 50 ans. Peut-être est-ce son père ? Son oncle ? A la sortie de la salle, nous trouvons une carte du Rwanda ensanglantée, un sac contenant de la terre rouge, des fleurs séchées : nous avons à déposer la carte dans la terre, à offrir, par ce geste, à ce disparu une cérémonie de deuil. Nous sortons en silence. La terre et les noms rwandais se mélangent.

Pour Augustin Ntasmate.

Je lui dédie mon travail, notre travail.

A sa mémoire et à celle des autres victimes.

J'y vois un combat, une lutte à mener, indispensable, exigeante, difficile.

La veillée continue dans une autre salle, il y a à boire et à manger, comme après les enterrements, mais ici, cela durera toute la nuit. Des films sont projetés. *"La mémoire contre l'oubli"*, le film de Jacqueline, témoignage de Marciane, rescapée du génocide, dont toute la famille a été massacrée et qui s'est maintenant portée partie civile dans son pays, contre les génocidaires. Marciane est une personne âgée, dont la mémoire garde encore la trace des anciennes traditions, elle dira *"Je suis une hutu d'un clan tutsi"*. Elle raconte. A nouveau, je ne comprends pas, je me laisse bercer par la langue. Elle est écoutée, elle est une conteuse du temps jadis. Plusieurs fois les Rwandais présents demanderont à la réentendre.

Après, il y aura les images, celles d'un film réalisé par la télévision rwandaise à partir d'archives qui se répètent pendant deux heures : les négociations d'Arusha, le discours de Kambanda à Butare, les massacres que l'on n'a pas vus sur nos télévisions. Je verrai des maisons brûler et des corps rôtir, tournés et retournés vers les flammes comme de vulgaires poulets sur une broche; les cadavres sur le bord des routes; la pie mangeant les restes d'un visage; les couleurs verdâtres des chairs pourries; l'eau des rivières charriant trop de corps, elle aussi teintée de vert; un homme blessé, mourant, assis par terre, parle à la caméra; une maison brûle, une femme essaie d'en sortir quelque chose; les corps jetés dans les camions "ramasseurs de cadavres" bougent encore; les hommes avec des armes, des machettes, des couteaux, des massues; les regards terribles des enfants que l'on devine assassins : j'y vois l'œil du diable, la "folie meurtrière", les entraînements des interahamwe; les serments d'investiture du gouvernement après Arusha; RTLM repris par TF1 *"il faut les exterminer tous"*; le lointain et seul coup de machette vu sur TF1; l'accueil à l'opération Turquoise, *"les Français sont nos amis"*; les crânes alignés; les corps à moitié décomposés; un visage avec un seul œil; les corps momifiés; les cérémonies de novembre 1994; les milices sur les motos; les assassins en col blanc; le retour des réfugiés, ils sont organisés, ils ont reçu des tentes, des casseroles, le jeune garçon qui doit les compter est débordé; une femme égorgée râle devant la caméra...

Le lendemain, je pleure toute la journée. Après, j'ai été malade pendant trois semaines. J'ai écrit à ce moment "Les Collines du Silence", texte qui sera lu lors de la soirée "Nuit d'écriture féminine" au Cirque d'hiver, où nous proposons avant la lecture faite par Francine Landrain, la projection en continu du film d'Anna Van der Wée "Les morts ne sont pas morts".

Les Collines du Silence.

L'homme se tait, son silence s'ajoute à d'autres silences. Il savait. Tout le monde savait. Il médite sur ces silences, celui de la complicité, celui de la honte, le silence de la stupeur, ou de l'aveuglement, du racisme, le silence des victimes, celui des bourreaux, la peur de dire, celle de savoir. Nos résistances. Primo Levi dans "Si c'est un homme" raconte comment à son retour des camps, les gens se détournaient quand il essayait d'évoquer ce qu'il avait vu et enduré. Oui, les collines se sont tues. Quiconque voyage dans la désolation du Rwanda en ces jours d'avril à juillet 1994 pense aux ravages de la bombe à neutrons face à l'absence de vie humaine dans des villages naguère bourdonnants. Seuls les rescapés, partis très loin, entendent encore les os craquer sous les coups de machette ou les gémissements s'élever avec la nuit, quand l'obscurité devenait camouflage. Tout ici est désert. L'homme maintenant avance, un mouchoir posé sur le nez. A ses pieds, des photos se déroulent, des morceaux de papiers tachés d'encre bleue, un certificat d'études, un carnet de mariage, quelques traces de ce que fût la vie ici, avant. Il dit : "Les créanciers du génocide sont les bailleurs de fonds internationaux". Ce sont ses premiers mots. Une brouette dans un enclos est gardée par des chiens devenus gras, ils grognent, préservent leur butin, ils ont appris à aimer la chair humaine. L'homme est en présence d'une abolition inouïe : pour la troisième fois dans l'histoire du siècle, l'imaginaire d'un peuple s'est

inscrit sur les corps mêmes des victimes. Il dit : "Le langage lui-même est blessé". Le vent érode déjà les fosses communes, des crânes apparaissent, quelques poignées de cheveux crépus, des os blanchis, se mêlent à la chair verdâtre. L'odeur le submerge. Un oeil le regarde, fixe, impénétrable. L'autre a disparu, picoré par une pie. L'oiseau est là, dédaigne cette part du festin. L'aubaine la rend hardie, elle dispute leurs proies aux chiens. Les cris trouent le silence. L'homme ne veut pas pleurer, il fait appel à sa raison : on pardonne à la pie, on pardonne aux chiens - *Le souffle d'un rire court sur les collines, c'est le rire de celui que j'aime, clair, heureux* - L'homme se souvient : à Nairobi, un bureau avait été ouvert pour soigner les chiens et les chats que les expatriés blancs emportaient avec eux, protégés par les Casques Bleus, abandonnant au massacre leurs amis noirs, leurs voisins, la bonne, les enfants de la bonne, un peuple entier. Non-assistance à personnes en danger. L'homme fait un signe de croix. Dieu dit-on venait se reposer la nuit au Rwanda. D'un peuple devenu chrétien et soumis, nul n'a osé défier les véritables maîtres, ceux-là même ou leurs fils qui, à Berlin, s'étaient partagé l'Afrique. Ils ont l'arrogance que confèrent le pouvoir et l'argent, le sourire condescendant, le mépris au coin des lèvres. Dans la société du crime, les assassins sont respectés. Les morts l'entourent, l'appellent. Leur douleur est immense. Laissez la place à leur douleur: c'est à eux de parler. Ecoutez-les. Regardez ces quelques centimètres de peau sur la machette : un univers à considérer. *Ces quelques centimètres de peau attendrissent mes yeux, c'est la peau de celui que j'aime, vieillie, imparfaite, douce à caresser.* Les chiens aboient, contents d'être chiens. La pie s'envole. *Pie, jolie pie. Ce sont les yeux de celui que*

j'aime. Vole, vole très haut. Vole la pie là-haut. Les nuages seront le linceul de celui que j'aime. L'homme avance. Il est blanc. Il oublie. Il veut oublier. Il dira: oui les mensonges, oui l'hypocrisie... Posez la main sur ma poitrine. Sentez le cœur qui bat : je suis le cœur de l'Afrique, j'ai été tuée à la machette, j'ai été tuée à la grenade, j'ai été jetée dans les latrines, ils m'ont coupé la tête, ils ont éventré ma sœur, ils ont violé ma fille.

L'homme, face à la rivière, s'y soulage. Il dit : en 1933, la tutelle belge, sur les conseils de Monseigneur Classe, a inscrit sur la carte d'identité "l'ethnie" hutu, tutsi ou twa. Ils réduisirent le sens pluriel de ces termes à un marquage ethnique aberrant. Il ajoute : en 1942, en Belgique occupée, les juifs se sont rendus dans les maisons communales pour faire indiquer sur leur carte d'identité le mot: juif. Cela commence donc toujours ainsi, par désigner, l'autre, le différent, celui qui deviendra la chose, ou l'animal. Oui, les mensonges, oui, les silences, oui, le carnage : qui ne les dénonce est complice. Les morts vous le disent : ici, le blanc habilement a passé les armes au nom du sang et de la science - Money Money - Les morts vous en parlent. Ce fut un crime organisé, minutieusement préparé, des listes furent établies, l'impunité promise. *Chaque jour pendant trois mois dix mille d'entre nous ont été tués selon un alphabet formant le langage du crime : un doigt deux doigts trois doigts les oreilles quatre doigts cinq doigts puis un bras ou l'autre, une jambe, reste un tronc palpitant, il faut payer pour mourir d'une balle.* Il aura fallu de longues années pour préparer un fils à tuer sa mère, un frère à dénoncer sa sœur, un voisin à massacrer celui qui l'aidait. Il aura fallu l'indifférence calculée des pays amis, la manipulation volontaire et étudiée des passions humaines. Il aura fallu des années

de misère, celle particulière imposée à l'Afrique entière par des technocrates assassins dissimulés derrière les vitres du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Il aura fallu travestir un gouvernement fasciste en son contraire : démocratique et chrétien. Il aura fallu la duplicité des Eglises, la complicité des Pères Blancs. Il aura fallu des aides politiques, militaires et financières, celles - et non les moindres - de nos gouvernants - belges, français, américains - : voilà les forces insufflées à des milliers de bras africains. Pendant ce temps, les marchands de journaux devant les bâtiments de l'ONU à New York annoncent les titres en plusieurs langues des quotidiens mis en vente : le 9 avril 1994 : "Dans les pays développés, vous appelez cela "purification ethnique." Les délégués onusiens les croisent, deux ou trois fois par jour, ils sont sourds, aveugles et muets. La France, "pays des droits de l'homme", s'oppose jusqu'à la mi-mai - six semaines après le début des massacres, déjà cinq cent mille morts - à l'appellation : génocide. Un journaliste "dépassé" commente une des rares images que l'on ait vue : dans le lointain, derrière un rideau d'arbres, une longue machette décapite une tête, il dit : on se défoule comme on peut. Le déferlement des images viendra plus tard, avec l'opération Turquoise, accordée par l'ONU à la France : des milliers de réfugiés servant de boucliers involontaires au repli des assassins. Dans le silence, à nouveau, et avec l'insidieux sourire du présentateur télé vendant l'opération humanitaire. Buvons la honte jusqu'à la lie. La liste est longue. Une femme africaine meurt devant une caméra, vous l'avez vue, longtemps, le cameraman l'a shootée comme il le ferait d'un animal agonisant, il tourne autour d'elle, elle râle, elle nous regarde. L'homme s'est

assis, pris de vertige, il ferme les yeux, les larmes coulent, il offre son visage au soleil, au vent des collines, au souffle des morts. Vivre. La lutte est engagée, la lutte entre l'oubli et la mémoire. Vivre. Dénoncer. Combattre. Il se relève, d'une main calme cueille un million de cris perdus dans le silence des étoiles. Combattre ! Le souffle des morts l'accompagne.

Notes de voyage - Rwanda du 4 au 20 juillet 1997.

Voyage avec une brigade "Médecine pour le Tiers-Monde", une petite ONG belge qui développe un projet de parrainage d'enfants Rwandais, l'argent récolté est géré par une association de femmes, "veuves du génocide". Nous sommes 6, d'horizons divers. Je suivrai la brigade, pour une partie du programme qui consiste en une série de rencontres avec des personnalités Rwandaises (témoins, membres du FPR, African Rights, prêtres, professeurs) mais aussi un travail "sur le terrain" en liaison avec le groupe de veuves, soutenues par le projet de cette ONG belge à Runda, une commune à une quinzaine de km. de Kigali, dans la préfecture de Gitarama. J'aurai par ailleurs mon propre programme, en vue de la récolte d'informations pour la pièce.

Vendredi 4 juillet - samedi 5 juillet.

Départ le vendredi 4 juillet à 17h, vol Egypt-Air, arrivée à Entebbe, en Ouganda, à 600 km de Kigali. Arrivée Kigali, le 5 à 18h.

Voyage de Entebbe, au bord du Lac Victoria, à Kampala, en taxi, au lever du jour. Dépaysement total. L'Afrique, celle des livres, des récits d'explorateurs, des documentaires animaliers se révèle à moi : ses couleurs, sa nature, son élégance, son calme apparent, son indolence. On imagine sans peine l'ombre d'un léopard, à l'affût, sur une branche. A Kampala, à la gare routière, l'ambiance est toute différente, la promiscuité, la misère évidente des villes des pays du Tiers-Monde, à chaque fois, agresse. Ici, comme ailleurs dans les pays pauvres, la règle, c'est la débrouille, les occasions de gagner quelques francs sont rares et très convoitées. Nous sommes entourés d'une nuée de noirs qui vantent leur bus, d'autres vendent leurs marchandises : briquets, mouchoirs en papier, fanta, coca. Pas un mot de français, un peu d'anglais. Les convoyeurs des grands bus "nous" disputent à leurs collègues comme un vulgaire butin. Ils empoignent nos bagages, mus, sans doute, par l'équation suivante : le blanc suit sa valise, donc il faut d'abord prendre la valise pour convaincre le blanc. Je récupère de force ma valise et m'assied dessus. De l'autre côté de la route, le marché attire mes regards. Assises à même le sol, les femmes proposent les fruits de leur récolte : bananes, mangues, patates douces.

Nous prendrons finalement un taxi-brousse : minibus, van ou combi, selon les pays. Nous voyagerons à 10, plus de nombreux bagages, serrés comme des sardines.

En Ouganda, on roule à gauche, la route asphaltée qui rejoint Kigali par Gatouna et Kabale est bonne, le chauffeur conduit vite, la musique, volume au maximum, nous rend muets. Les paysages défilent sous nos yeux, magnifiques, presque irréels. Chacun est dans ses rêves, la beauté nous berce, la raison de mon voyage, ses origines - le génocide - me semblent ici impensables. Et pourtant...

Un panneau marque le passage de l'Equateur. Quelques mètres le long de la route, on s'arrête pour acheter à manger : demi-poulet grillé bien écartelé sur une broche, épis de maïs, bananes cuites, eau minérale. Certains se verront proposer un plein sac de sauterelles vivantes. Je prends quelques photos des jeunes vendeurs qui s'agglutinent au pied des fenêtres d'un grand bus, l'un d'eux réagit, agressif, j'arrête de photographier. La pause est de courte durée, nous pensions trouver un bar, un endroit où s'asseoir, il n'y en a pas, nous décidons de nous arrêter plus loin "dans la campagne". Il n'y aura pas d'autre arrêt, nous mangerons en roulant. Nous comprenons que le chauffeur est inquiet : il faut arriver avant 17h à la frontière, sinon, les bureaux seront fermés et il nous faudra attendre le lendemain matin. A la merci de qui ?

Nous y serons à 17h moins cinq. Tout le monde descend. Contrôle des passeports, papiers à remplir, du côté ougandais, puis rwandais. Nous cherchons des toilettes : ce sont des latrines. L'ouverture de la fosse ressemble à une énorme serrure, un couvercle de terre rouge et cuite, de même forme, le recouvre : je me rappelle avoir vu ces "constructions" le long de la route à Entebbe. La configuration me plaisait, je n'en connaissais pas la fonction. Elles étaient exposées à la verticale, devant les maisons des artisans qui les fabriquent. Ils se regroupent par corps de métier. Un peu plus loin, ce sont les lourdes portes en fer forgé, hérissées de pointes, suffisamment larges pour permettre le passage d'une voiture, elles sont présentées debout, sans clôture, elles protègeront les jardins des maisons des classes aisées. Plus loin encore, installés à même les trottoirs, les meubles de bois, chambres à coucher, salons, salle à manger. Cela me rappelle certains quartiers de Dakar, près du village des artisans.

Les latrines sont envahies par des nuées de mouches qui s'envolent dès qu'on y pénètre. J'y retrouve l'odeur des toilettes extérieures, sous le prunier, dans la prairie devant la ferme de ma grand-mère. Là, il y avait un siège en bois et dans mon souvenir, il n'y avait pas de couvercle, les planches qui formaient les murs étaient percés d'ouvertures en forme de cœur. Le vent s'y infiltrait, l'hiver, nous glaçant les fesses. C'était encore comme cela, chez nous, dans les années soixante. Ce n'est pas si loin. Je pense au rôle que les latrines ont joué, ici, pendant le génocide.

"La banalisation consisterait à considérer que ce n'est rien pour une adolescente de 18 ans de savoir que sa mère a été découpée en morceaux et jetée dans

*les latrines. Je ne prétends pas savoir ce qui se passe dans la tête de celui qui a commis cet acte, mais je sais au moins ce que signifient les latrines pour les Rwandais. Ca veut dire jeter les morts aux vers. Il y a conscience de jeter la chair de la victime à ces vers. Celui qui fait cela sait bien ce qu'il fait. Le symbole est le même pour lui et pour les parents de la victime. Il y a un irrémédiable qui ne peut être aboli par quelque stratégie d'oubli que ce soit.*²⁹

La route devient sinueuse, on quitte les plateaux pour monter encore en altitude. La lumière, oblique et chaude des fins de journées, inonde les collines arrondies, les bananeraies, les plantations en terrasse, de thé, ou de café. Nous roulons toujours aussi vite, mais ici, on roule à droite, les chauffeurs de taxi sont accompagnés par un jeune convoyeur, qui les prévient, dans les manœuvres de dépassement. Il salue à chaque fois de grands mouvements de bras les collègues faisant le chemin en sens inverse. Tout le monde se connaît, les voitures ne sont pas si nombreuses. Nous comprenons vite qu'il y a une autre échéance, la tombée de la nuit, il vaut mieux être à Kigali avant le coucher de soleil. Nous n'osons pas demander si c'est pour des raisons de sécurité. Cette légère parano s'atténue quelque peu avec le temps, bien que le pays ne soit pas complètement stabilisé. Un premier jour sans embuscade, ça rassure !

Nous arrivons, quartier Kimisagara, près du marché de Nyabugogo, route du Mont Kigali, que tout le monde appelle ici route Khadafi (parce qu'elle conduit à la mosquée, parce que c'est la Lybie qui l'a payée). La maison est entourée de hautes palissades de broussailles fermées par un portail de métal rouge. Marie, une jeune femme noire, vient nous ouvrir, c'est elle qui garde la maison, fait le ménage, la cuisine. Il y a aussi un gardien de nuit, François, qui dort sur un matelas, dans le garage. Joris arrive quelques temps après, il est le permanent belge qui nous servira de guide et de chauffeur tout au long de ces trois semaines.

²⁹José Kagabo "Après le génocide. Notes de voyage"- Août 1994" in Les Temps Modernes - Les politiques de la Haine - Juillet Août 1995. n-583.

Dimanche 6 juillet.

Journée paisible, bien que je me sente triste et fatiguée. Le matin, réunion pour préparer les rendez-vous de la semaine. L'après-midi, une visite de Kigali est programmée, je reste à la maison pour m'installer mon "petit chez moi", ma tente, ma retraite. J'écris à Jacques, dans le jardin, qui est très beau. Je prends quelques photos. Cet oiseau noir et blanc, vu sur les images du génocide, la pie de mon texte, vient se poser sur l'arbre du jardin. Je l'observe, il est bien plus gros qu'une pie. J'apprendrai qu'ici, on l'appelle "corbeau". Dirk dira "la pie d'icikazi", kazi désigne le féminin en kinyarwanda. Je remarque que Marie referme systématiquement les portes à clé, y compris la grille séparant la véranda du jardin. "*C'est pour les voleurs*" dira-t-elle. Je pense toujours : "et les interahamwe ?" On les appelle maintenant : "les infiltrés".

"La nuit, au Rwanda, on ne sait pas ce qui peut se passer"

B. passe à 14h, c'est lui qui change l'argent, Joris nous avait prévenu. J'avais déjà remarqué à la frontière : des jeunes gens venaient discrètement nous proposer, en anglais, sortant une liasse de billets de leur poche : "Change? change?". Ici, le change se pratique dans les rues, le cours est semble-t-il légèrement plus avantageux qu'à la banque, je ne comprends pas très bien le système, c'est clandestin ? Ma question reste sans réponse. B. change les dollars en francs rwandais, mais il y a des règles, les billets de 100 dollars doivent être d'après 1990, on reçoit moins pour 100 dollars en petites coupures que pour la même somme en un seul billet.

J'interroge B. sur le niveau de vie. 100 frw=12 fb, un fonctionnaire gagne 15.000 frw (1800fb), le loyer d'une petite maison est de 10 à 15.000 frw, un appareil photo, 15.000 frw, un thermo, 3000 frw, un pain 200 à 250 frw (salaire journalier d'un fonctionnaire: 650 frw), dans le privé, le salaire va de 35.000 à 100.000 frw, maximum donc 8.300 fb. Nous apprendrons plus tard que la maison ici est louée à 10.000 fb, soit 83.333 frw. A l'aune de la monnaie du pays, nous sommes riches, tout est là pour nous le rappeler. La visite éclair au stade pour la fin d'un concert de Papa Wembe, musicien congolais, nous le confirme : nous payons 2.500 frw l'entrée, nous entendrons les deux dernières chansons, le stade est aux trois quarts vide. A l'entrée, nous avons subi les bousculades agressives des jeunes qui n'ont pas les moyens de se payer une place, cela m'empêche d'apprécier la danse et la musique.

Lundi 7 juillet.

*"amahoro naganze ku isi hose"
que la paix règne dans le monde entier
amahoro = paix
isi = le monde*

Ce texte est affiché dans un bureau de l'ASOFERWA, association créée en août 1994 avec l'objectif d'assister les enfants orphelins, les veuves, rescapées du génocide et les groupes dits "vulnérables": mutilés, femmes violées, atteintes du Sida. C'est à l'ASOFERWA que Médecine pour le Tiers-Monde a confié la gestion du projet et des fonds apportés par le parrainage des orphelins de Runda. Après le directeur et la présidente, Casilde, assistante sociale chargée du projet de Runda, nous reçoit et nous explique les différents groupes de femmes, leur histoire, leur évolution depuis trois ans. Beaucoup d'entre elles se sont regroupées spontanément pour former des sortes de coopératives et organiser la reconstruction ou l'agriculture. A Runda, elles ont commencé par la fabrication de briques, destinées d'une part à la construction de maisons pour les veuves avec orphelins (114 maisons ont été construites) et d'autre part, à la vente, pour gagner un peu d'argent et investir dans d'autres formes de production (agriculture, assainissement des marais, pisciculture, vente de produits maraîchers, etc...). Enfin, à la demande des femmes, certains autres projets sont financés par le parrainage. Par exemple, la brigade de l'année dernière a construit un poulailler, prévu pour une centaine de poules pondeuses. Un moulin a été installé, une école gardienne attend le dernier financement pour poser les toits. Nous irons demain, rencontrer les femmes et voir, avec elles, ce qu'il sera possible d'envisager comme travail cette année.

Je passe avec Dirk par l'Orinfor (Office Rwandais de l'Information), pour, à tout hasard, peut-être rencontrer Jean-Baptiste Rucibibango, dit "Ruci" (le c se prononce tch), le rédacteur en chef de la "Nouvelle Relève" - revue bi-mensuelle francophone. Il peut nous aider dans nos recherches et contacts. Il nous reçoit, il nous parle longuement du problème des camps de réfugiés dans l'est du Congo. "*Ceux qui ne se reprochaient rien sont rentrés*". Il rappelle le massacre des Bahunde en décembre 96. Le nombre actuel de réfugiés en armes est estimé à 300.000, ils seraient toujours dans l'ex-Zaïre, certains cependant sont revenus dans le Nord, et y créent des troubles. Il nous présente un membre de l'Alliance de Kabila, de passage à Kigali. Nous parlons du film sur le Che au Congo, que Regards Croisés, dont je fais partie, est en train de tourner. Il nous propose de nous présenter un vieux Rwandais, rebelle de la première heure, ayant combattu à cette époque aux côtés des cubains. Rendez-vous est pris pour le lendemain soir.

Nous rentrons à la maison, en taxi. Le taxi au Rwanda, c'est le transport en commun : des minibus VW, Ford, Toyota, souvent avec volant à droite, parce-qu'importés d'Ouganda. On attend que le taxi soit rempli avant de partir, 16 à 18 personnes s'y entassent, avec leurs paquets variés. On s'assied à quatre par siège, on se serre, on se pousse, on se touche : les rires et les blagues en kinyarwanda accompagnent l'entrée des blancs. Celui ou celle à côté de qui l'on s'assied semble gêné, puis les questions en français fusent : "*Où est ta voiture? Tous les blancs ici sont des patrons*".

A la maison, le rendez-vous prévu l'après-midi est reporté. Lectures et discussions.

Le soir tombe très tôt et nous comprenons qu'il n'est pas conseillé de sortir la nuit tombée. Sorte de couvre-feu, sans vraiment l'être. Les nuits sont ici des nuits d'hiver, à 18h, il fait presque noir, à 19h, l'obscurité enveloppe les collines, les ombres se réveillent, les fantômes apparaissent, ceux qui hantent les souvenirs de chacun, qui assombrissent leur regard, le teinte de tristesse, arrête les sourires, les fantômes que nous sommes venus chercher, la "complainte des morts inexaucés"...

Le soir, visite de Tito Rutéramara, rencontré déjà à Bruxelles en mai 1996. Il doit nous parler de l'histoire du FPR, il en est un des membres fondateurs.

Tito Rutaremara est actuellement député au Parlement. Il est géographe de formation, a fait sa licence et un doctorat en aménagement du Territoire en France et a été membre du PC pendant 6 ans.

Résumé de son intervention.

En 1979, en vacances en Ouganda, où sa famille était réfugiée, il rejoint le RANU (Rwandese Alliance for National Unity). Les Rwandais réfugiés en Ouganda étaient mal traités, se sentaient menacés. Le Ranu avait, au départ, des structures assez lâches et posait la question de la défense des intérêts rwandais, mais les membres avaient peu de formation idéologique, il y avait beaucoup de discussions, il y avait les mouvements révolutionnaires en Ouganda, mais 90% ne savaient pas ce qu'était le socialisme.

En 1985, s'est posée la question de rendre le mouvement dynamique, de ne pas rester seulement un mouvement intellectuel, de le faire entrer dans la population.

Pour préparer un congrès en décembre 87, à quatre, ils ont passé un mois à lire Marx, Engels, Lénine, ils se

sont donnés des outils d'analyse, à partir de la question "Qui est l'ennemi principal de l'Afrique ? du Rwanda?" Ils ont organisé des formations pour les autres membres envoyés pour éduquer la population.

En novembre 87, les formateurs sont revenus afin de faire leur rapport et d'établir 3 documents :

1. Le programme politique, en 8 points, simples, clairs, qui pouvaient rassembler tout le monde: 1. unité nationale, 2. démocratie, 3. économie basée sur l'autogestion, 4. régler le problème des réfugiés, 5. sécurité sociale pour tous, 6. lutte contre la corruption, 7. la sécurité des personnes et de leurs biens, 8. politique extérieure de non-ingérence.

2. un guide opérationnel : qui devait être flexible, et proposer comment toucher tous les Rwandais dans le monde.

3. le code de conduite des militants, basé sur l'autocritique et l'auto-organisation, en créant les structures : conseil - exécutif - contrôle (le contrôle était le plus important).

Le congrès de décembre 87 a eu lieu et c'est là qu'est né le FPR (Front Patriotique Rwandais).³⁰

Il a été décidé de mobiliser la jeunesse et le monde féminin, en faisant des écoles politiques (plus de 80 ont été créées).

De 88 à 90, dans les pays de la diaspora, des structures regroupant tous les rwandais, mais aussi particulièrement la jeunesse (brigades, groupes, légions) et les femmes sont mises sur pied, avec aussi des écoles politiques dans les foyers, en Ouganda et ailleurs. En Belgique, il y a eu deux écoles politiques.

³⁰ Persécutés en Ouganda par le régime de Milton Obote, de nombreux Rwandais avaient rejoint les forces de Museveni, la NRA, qui au moment de sa victoire contre Obote en 86, comptait 3000 rwandais sur 14.000 hommes. Ils y avaient rendus de brillants services et avaient été nommés à des postes importants. Citons, entre autres, Paul Kagame, actuel vice-président du Rwanda et Fred Rwigyema, qui sera tué dans l'offensive de 1990. Une certaine jalousie des milieux ougandais obligera Museveni à se séparer des Rwandais. La situation des réfugiés rwandais en Ouganda devenait précaire, ils étaient considérés comme des citoyens de seconde zone et les demandes de retour au Rwanda réitérées au gouvernement d'Habyarimana étaient systématiquement rejetées (voir : Colette Braeckman, *Rwanda. Histoire d'un génocide*, Ed. Fayard et Théo Karabayinga et José Kagabo "Les réfugiés, de l'exil au retour armé", in "Les temps Modernes" n°583 pp63 à 90).

Un pas a été fait vers la guerre, en 1990, dans l'idée de faire d'abord une guerre ouverte, pour avoir une petite région. Cela a donné l'attaque de 1990 et son refoulement par les troupes des FAR (forces armées rwandaises, armée du régime en place)³¹. Puis vint une période de guérilla : quand on se sent faible, on attaque là où on sait qu'on peut gagner le but que l'on s'est fixé : nourriture, armes, déstabiliser l'adversaire, etc...

Petit à petit, on passe de la guérilla à la guerre mobile, prendre une ville, un jour, puis se retirer (ex. libérer en un jour, en janvier 91, les détenus politiques de la sinistre prison de Ruhengeri), ou bien, dans le parc, on envoie un bataillon pour attirer l'armée d'Habyarimana, puis on frappe.

On passe après à la guerre conventionnelle, et cela, jusqu'aux négociations d'Arusha, juin 92). On était plus ou moins satisfaits, mais ce n'était pas assez. On mobilisait pour faire la guerre et la finir. Comme on avait une zone libre, on encadrait la population, dans des écoles politiques et militaires.

Par exemple, il existait 167 cellules à Kigali, 94 à Gikongoro.

En 93, on a manœuvré une nuit et attaqué les troupes du gouvernement, on est arrivé à 15 km de Kigali : on a négocié une zone tampon, les forces de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) étaient là, on a été représenté politiquement.

En décembre 93, 600 militaires du FPR sont entrés officiellement à Kigali. Quand la guerre a commencé, en avril, on était là, au CND, 7 responsables du FPR et les 600 militaires : on a calculé qu'on pouvait tenir 5 jours, on a demandé combien de temps les renforts mettraient pour nous rejoindre, ils ont dit qu'ils seraient là dans les 5 jours. En fait, ils sont arrivés en 2 jours et 3 nuits, à pied... (prise de Rebero, en-dessous de Kanombe). Les autres bataillons ont contourné Kigali par l'est, puis par le sud (ce qui a surpris les FAR), afin de prendre la ville en tenaille. Prise de Kigali le 4 juillet 94.

A ce moment-là, on a fait un gouvernement d'unité nationale en suivant Arusha.

Faire la guerre, c'était plus facile que de construire un pays : pas de contradictions, la structure était bonne, la prise de décision rapide... Gouverner, c'est plus difficile, car on doit gouverner avec les autres, dans un pays dévasté, avec une population déplacée partout dans le pays (quatre millions de personnes déplacées à

³¹Les Far ont été épaulées par un demi-bataillon (500 hommes) de la division présidentielle zaïroise et vraisemblablement par des troupes françaises.(chiffre repris dans Bernard Lugan, "Histoire du Rwanda", Ed. Bartillat).

l'intérieur du pays), avec un grand nombre d'orphelins (275.000). On a créé des centres pour orphelins. Il y avait les blessés, les victimes, il n'y avait plus de vivres, la Zone Turquoise était un problème, il fallait que les Français s'en aillent...

Il fallait refaire des structures depuis la base, puis commencer la justice. C'était urgent envers les victimes, en plus de donner une aide, aux orphelins et aux veuves. Une justice punitive, populaire aurait été possible, mais dans la préparation du génocide, toute la population a été impliquée, 95% des hutu ont participé, pour des raisons diverses: politiquement motivés, dépassés, ceux qui voyaient des intérêts matériels, ceux qui avaient peur et ceux qui refusaient de participer étaient eux-même menacés.

Le dilemme se posait à nous : punir tout le monde, ce qui était matériellement impossible et politiquement dangereux, ne pas punir, c'était encourager l'impunité.

On a donc catégorisé les gens et établi une peine en fonction des catégories :

- 1. politiquement motivés : peine de mort.*
- 2. assassins reconnus :
 - s'ils avouent : entre 12 et 7 ans*
 - s'ils avouent en prison : entre 12 et 15 ans*
 - s'ils nient : perpétuité**
- 3. ceux qui ont infligé des blessures non mortelles :
 - s'ils avouent : entre 5 et 7 ans*
 - s'ils nient : entre 15 et 20 ans.**
- 4. ceux qui ont détruit des biens : vaches, propriété...
 - ils sont soumis au Gacaça, tribunal populaire, sauf si l'un des plaignants n'est pas d'accord, il peut aller en justice.**

On peut dire que si le Rwanda a 7 millions d'habitants aujourd'hui, c'est aussi 7 millions de problèmes...

Questions.

Est-ce que le FPR pensait que le génocide serait possible ?

Le génocide existe depuis 59, mais a toujours été limité dans le temps et dans l'espace. En 92, il y avait déjà des signes, l'entraînement des interahamwe, les médias extrémistes, proches de la Présidence, comme le journal Kangura et RadioTélévision Libre Mille

Collines en parlaient. On le savait. Mais on ne savait pas qu'ils le feraient sur toute la totalité du territoire en même temps, on pensait que cela se passerait région par région, d'abord une région puis une autre. Le 7 avril, ça été dans tout le Rwanda en même temps, sauf à Butare, où il y avait un préfet qui ne voulait pas, ça a été partout le même jour.

Quand nous avons négocié avec les autres partis, nous avons proposer d'instaurer également un entraînement pour les jeunes, que chaque parti prenne en charge l'entraînement de sa jeunesse, mais ils n'ont pas voulu. Nous leur avons dit : " Vous avez tort, ils vont commencer par vous." Et c'est ce qui s'est passé, ils ont été les premiers à être assassinés (les dirigeants de l'opposition hutu ont été tués, pour la plupart, dans les premiers jours).

Pourquoi ont-il refusé?

Je pense que c'est par opportunisme politique, ils pensaient que les hutu ne seraient pas touchés.

Le FPR connaissait l'éventualité du génocide, donc en attaquant, n'a-t-il pas donné lui-même le prétexte ?

En 59, en 62, en 64, en 69, en 73, le génocide se commettait, il fallait faire quelque chose. En 91, les Français nous disaient cela : "Si vous continuez à combattre, ils vont massacrer les Tutsi". On peut aussi poser la question d'Arusha, si on avait attaqué tout de suite, au lieu de négocier, ils n'auraient pas eu le temps de s'entraîner, mais on y croyait, à Arusha.

En juillet 94, pourquoi faire un gouvernement respectant encore Arusha ?

*Cela aurait été plus facile pour nous, mais ça aurait été de l'opportunisme politique, on ne pouvait pas laisser tomber les autres partis, il faut être sincère...
Vous ont-ils aidé pendant la guerre ?*

Ils n'ont pas participé au génocide, mais ils ne nous ont pas aidé non plus.

La Belgique ?

En Belgique, il y a trois sortes de gens, ceux proches de l'IDC, du CVP, qui sont comme les interahamwe, ceux proches du PS, du PRL, ce sont des bourgeois qui

s'en foutent et puis les gens sincères qui ont dit que les Rwandais n'avaient pas à mourir...

L'ambassadeur belge, Swinnen, était anti-FPR, mais nous avons eu un message du gouvernement belge qui nous proposait d'entraîner le FPR. On aurait pu être d'accord, si par exemple, ils nous proposaient un entraînement dans une école de pilotes, mais on n'a pas besoin d'aller entraîner nos hommes dans les Ardennes !

Il y a à Kicukiro un vieux prêtre belge qui répète : "Il y a des belges et des français qu'il faut accuser, avant d'accuser les Rwandais, la justice devrait commencer par ceux-là".

Que fait actuellement le FPR ?

Le FPR, c'est un front qui réunit depuis des chrétiens nationalistes jusqu'à des communistes, mais l'encadrement est moins facile qu'avant, il y d'autres priorités. Je crois que les décisions sont prises par des gens qui sont encore sincères.

Le Ranu, au début, c'était aussi un front ? Pas un parti révolutionnaire ?

Au Rwanda, N'krumah n'était pas lu, il y avait une peur du communisme, les livres ne pouvaient pas entrer, les intellectuels qui faisaient entrer des livres allaient en prison, alors il vaut mieux les amener vers vous par d'autres moyens, discuter les idées, s'ils sont d'accord, après, quand ils les voient dans un texte de Marx, ça passe mieux...

Les femmes dans le FPR, dans la guérilla ?

Oui, mais on a eu assez rapidement des problèmes : élevées dans la tradition, elles ne voulaient pas prendre la pilule, donc elle se sont retrouvées vite enceintes, on les a ramenées alors derrière les lignes, comme infirmières ou pour se charger de la nourriture, certaines étaient commissaires politiques.

L'accusation selon laquelle le FPR aurait abattu l'avion présidentiel?

Dallaire a demandé jusqu'à la prise de Kanombe de pouvoir aller prendre les restes de l'avion pour faire

une enquête, mais les forces présidentielles ont toujours refusé. S'ils étaient certains que le FPR était responsable, pourquoi ont-ils refusé ?

Je pense qu'il y avait trop de tension - et même conflits sur le moment de lancement du génocide - entre Habyarimana et Bagasora : celui-ci voulait que cela se fasse avant que le gouvernement ne soit mis en place, mais il y avait des pressions, entre autres de Mobutu, qui conseillait de signer.

Forces en nombre du FPR ?

*En 93, 17.000 forces combattantes, pour le FPR³².
Les FAR (Forces Armées Rwandaises : armée du régime d'Habyarimana) en 94, entre 50 et 60.000
Les interahamwe (milices formées de jeunes civils entraînés) : de 150 à 200 interahamwe entraînés par commune, de 50.000 à 100.000 sur tout le Rwanda*

La France ?

Les Français ont entraîné les miliciens, mais on ne sait pas s'ils connaissaient la préparation du génocide.

En 90, la France a participé au combat, avec les FAR et les Zaïrois. L'artillerie française était derrière.

Martens, Guy Coeme sont venus au Kenya .

En 90, la Belgique a rappelé ses militaires, Habyarimana est venu demander une aide au Roi et à Mobutu, le Kenya est venu aider.

Mais on a fait des prisonniers zaïrois, on a négocié les prisonniers contre le départ des troupes.

Avec la France, en 94, cela a été pareil, c'est pour ça que les Français sont partis, on avait des prisonniers français.

Dans la Zone Turquoise, il y avait de l'infanterie. En fait, leur mission était d'aller jusqu'à Kigali, ils combattaient contre le FPR.

La soirée se termine tard. Son exposé est, pour nous, captivant et essentiel. L'accès à ces informations est difficile, tant les positions anti-FPR sont largement répandues dans les publications. Nous n'avons pas non plus souvent l'occasion de parler avec un témoin et acteur d'une lutte de libération. Quand il s'agit d'évoquer la période de la guérilla, puis la guerre et ses différentes étapes, Tito utilise la grande carte du Rwanda affichée au mur, rendant ainsi vivantes pour les néophytes que nous sommes, une pratique et une stratégie qui ont conduit le FPR à la victoire.

³²en 90, le FPR comptait 3000 combattants.

Mardi 8 juillet.

Les matins sont frais et, assis à l'arrière du pick-up, nous avons même un peu froid. Nous allons à Runda, d'abord pour une rencontre avec le bourgmestre, ensuite pour une visite dans les collines. Nous quittons Kigali, roulons dans la vallée. Les gens nous regardent en riant, nous font des signes de la main, les enfants crient sur notre passage "Muzungu, muzungu!" Cela désigne les blancs, ou les Européens, car ce n'est pas une couleur, une tasse blanche ne sera pas "muzungu"³³, mais une personne riche, oui...

On ne propose pas à quelqu'un de monter dans la benne d'un pick-up au Rwanda, ce serait "l'abaisser", ou alors c'est déjà quelqu'un d'une condition "inférieure". Un Rwandais doit toujours réfléchir aux gestes qu'il va poser, aux mots qu'il va dire, à comment cela sera regardé, interprété. J'aurai un grand débat avec Ruci qui ne me laissera pas monter à l'arrière, et qui y enverra d'un claquement de doigt, l'ouvrier de la ville qui nous aide à rechercher l'ancien combattant du Che...

En roulant, je pense au témoignage de Frère Damascène, que je ne reverrai pas ici, il est parti au Burundi, en mission pour l'université, il a téléphoné ce matin.

³³ En kinyarwanda, *mu* indique le singulier, *ba* le pluriel : un muzungu, des bazungu

A l'entrée de Runda, nous passons un contrôle militaire, contrôle des papiers, les gens des taxis descendent et passent un par un devant le poste. Nous entrons dans le préfecture de Gitarama. Nous quittons la route asphaltée pour bifurquer vers l'intérieur des collines et les pistes de terre rouge, rocailleuses. Nous arrivons devant la maison communale, beaucoup de gens attendent, en silence. L'atmosphère est lourde. Une 4X4 du HCR vient, dépose une femme blanche et ses dossiers. Cigarette aux lèvres, elle ne regarde personne. Je retrouve cette attitude dure et hautaine qui m'avait tant frappée chez beaucoup de coopérants blancs lors d'un tournage l'année dernière au Sénégal. En fait, cette morgue n'est pas l'apanage des Occidentaux, on la rencontre chez les bourgeois sénégalais vis-à-vis de ceux qu'ils considèrent comme leurs "inférieurs", elle n'est pas non plus très différente de celle de nos grands bourgeois vis à vis de la "populace" comme ils disent. Mais ici, en Afrique Noire, ce n'est pas la condition sociale, mais la couleur de la peau qui autorise les blancs à afficher cette superbe, alors que bien souvent, ils ne sont eux-mêmes que des sous-sous-fifres. .³⁴

Nous sommes reçus enfin par le bourgmestre.

Discours du Bourgmestre de Runda.

"Le génocide est une réalité, ce n'est pas un mythe, il a eu lieu dans ce pays. Beaucoup de frères sont morts, les maisons ont été détruites. Nous ne partageons pas l'avis de ceux qui disent qu'il n'y a pas eu de génocide, même si il y a controverse, nous disons que cela a eu lieu.

Dans notre langue, le mot "génocide" s'accompagne toujours de "qui a eu lieu" :

Itsembabwoko ryabaye mu Rwanda :
le génocide qui a eu lieu au Rwanda.
(Itsembatsemba : massacres)

Il y a eu des massacres et il y a eu génocide³⁵. Nous ne pouvons seulement garder ce souvenir, nous devons penser à la reconstruction et à la réconciliation nationales. Le problème ne réside pas dans la méchanceté mais dans l'idéologie mise en place par l'ancien gouvernement. L'idéologie a été bien façonnée pour diviser les Rwandais. 94 en a été le résultat. Nous ne voulons pas être un gouvernement de vengeance. Nous ne tuons pas les gens qui sont dans nos cachots. Il faut qu'ils passent devant la justice. La seule vengeance est le jugement rendu par un tribunal compétent.

³⁴Voir à ce sujet le livre de : Annie Faure, *Blessures d'humanitaire*. Ed Balland.

³⁵Les autorités rwandaises et de nombreux spécialistes distinguent le génocide, qui a visé tous les tutsi, et les massacres, qui ont visé les opposants hutu.

Pour des bénéfices économiques, l'ancien gouvernement a changé le psychisme du peuple Rwandais : il a semé la haine. Il est maintenant difficile de réconcilier celui qui est victime et celui qui a tué. Nous posons des bases solides, pour nos enfants, et ceux qui arriveront derrière nous oublieront la haine semée par le génocide.

Ici, aujourd'hui, il y a la paix et la sécurité. Notre projet est un projet continu. Pour la reconstruction du pays, nous avons besoin d'aide, nous avons un grand problème, nous manquons de moyens. Chaque fois, pour chaque décision, il y a manque de moyens et cela amène toujours des tiraillements. Ainsi, faut-il réparer d'abord l'école gardienne ou l'école primaire? Les salles existent, mais si on les occupe, cela coûte... Prenons l'aide aux orphelins, leur nombre augmente. Le parrainage, au début, tenait compte des enfants qui étaient dans la commune, mais les autres étaient encore éparpillés. En 96, certains réfugiés hutus sont revenus dans leur préfecture et leur commune d'origine. D'autres se sont rendus là où ils pensaient trouver de l'emploi. Moi, j'étais au Shaba, je suis revenu avec une grande famille. Encore maintenant, il y a toujours des nouveaux venus. Nous avons besoin d'aides, financières et matérielles.

C'est extraordinaire ce qui, en trois ans, a été fait. Mais il faut faire encore plus. Il faut partir d'une bonne interprétation de ce qui s'est passé, c'est difficile à comprendre. De l'extérieur, parler de la reconstruction, c'est facile à dire...

Dans la commune de Runda, avant le génocide, il y avait 53.000 habitants.

Juste après le génocide, il y avait 46.000 personnes, toutes n'étaient pas originaires de Runda, car, comme vous le savez, pendant le génocide, les gens se sont aussi beaucoup déplacés à l'intérieur du pays, peu sont restés sur leur lieu de résidence.

Il y avait 325 orphelins.

8229 réfugiés sont venus du Zaïre (il s'agit d'anciens réfugiés de 59 et des réfugiés de 94, tous non plus, ne sont pas nécessairement originaires de Runda).

On n'a retrouvé aucune archive, tout a été détruit, il est difficile de connaître le nombre exact des victimes. Nous avons eu le 27 avril, une cérémonie d'enterrement collectif, dans un secteur, pour 12.000 victimes.

On estime le nombre de victimes à 20% de la population ancienne.

Nous sommes maintenant en train de faire un recensement. Il y a eu les anciens réfugiés, les anciens de la diaspora reviennent, du Congo, de Tanzanie. Ils s'orientent là où ils peuvent trouver un emploi. Il y a aussi les déplacés, à l'intérieur du Rwanda. Tout le monde qui veut nous diviser utilise la terminologie Hutu-Tutsi. Mais nous avons une directive du gouvernement : celui qui revient a droit à sa maison. Dans la commune, dans chaque secteur, dans chaque cellule, celui qui revient et voit sa maison occupée, vient nous trouver. Nous convoquons les deux personnes et nous cherchons une solution avec eux : si celui qui occupe a de la famille, il peut trouver un autre endroit ou si celui qui revient, revient sans rien, il peut habiter avec quelqu'un le temps d'avoir les moyens de reprendre sa maison. Le dernier mot appartient au bourgmestre. Nous créons aussi des "sites agglomératifs", nous construisons de nouvelles maisons pour ceux qui n'ont pas de parcelle: c'est un programme national, celui qui reçoit la maison ne peut ni la vendre ni la louer, elle appartient à l'Etat. Certaines maisons sont inoccupées, le propriétaire est par exemple parti à Kigali, nous le sensibilisons. C'est une oeuvre philanthropique, si c'est quelqu'un qui a de l'argent, il peut prêter sa maison à une veuve avec orphelins.

Par exemple, dans un secteur, il y avait 58 maisons inoccupées qui sont occupées maintenant par quelqu'un de la diaspora, les propriétaires n'étant pas rentrés du Zaïre. Actuellement, nous avons dans ce secteur, deux cas de personnes qui n'ont pas encore retrouvé leurs maisons.

La commune de Runda a 7 secteurs. Chaque secteur a à sa tête un conseiller : l'autorité du secteur a à peu près le même pouvoir que le bourgmestre. Chaque secteur est divisé en cellules, avec pour chacune un responsable de cellule, une cellule est divisée en villages (unité de 10 maisons), avec également un responsable que l'on appelle Nyumbakumi. (une cellule peut regrouper 20 villages).

D'ici, vous voyez la prison, il y a là 898 détenus. C'est beaucoup. Ces détenus sont nourris par leur famille. Nous avons des IPJ et OPJ (inspecteur et officier de police judiciaire).

Quand quelqu'un rentre et qu'on sait qu'il est génocidaire, on enquête, on lui laisse un mois, pendant

*ce temps, on constitue un dossier puis on l'arrête.
Pour ceux qui sont déjà en prison, on constitue un
"registre d'écrou", l'IPJ va cachot par cachot, et
établit les dossiers. Si on ne trouve pas de témoins, le
détenu bénéficie de la présomption d'innocence.*

*L'infraction de génocide est imprescriptible.
Celui qui a tué n' a peut-être pas tué ici, mais dans une
autre commune, on demande alors son extradition pour
trouver les témoins. Notre problème est un manque de
moyens de transport pour les transferts, les transferts
se font sur ordre du procureur général, qui décide de
l'utilisation des moyens de transport.
Nous avons actuellement 32 personnes qui n'ont pas
encore de dossier constitué.
Les dossiers sont envoyés à la préfecture, le procureur
reçoit les dossiers de 17 communes, dont aucune n'a
moins de 500 détenus. Par jour d'audience, il faut
compter 3 personnes jugées...³⁶
Les responsables sont dispersés, ils avaient les moyens,
ils ont pris la fuite.*

*On ne peut pas toujours imputer la responsabilité aux
autres, une part de responsabilité incombe aux
Rwandais, une autre aux Blancs, mais la responsabilité
est dans le chef des Rwandais. La notion d'ethnie chez
nous n'existe pas, sur la carte d'identité, on a traduit
ethnie par Ubwoko, chez nous, Ubwoko, ça signifie
clan."*

Lorsque nous quittons le bureau du bourgmestre, il est presque midi, les familles des détenus commencent à apporter le repas. La prison est minuscule, il y a 898 personnes entassées là. Le problème de la justice paraît effectivement insoluble.

Devant la maison communale, des gens attendent toujours, ils ont l'air grave, tristes ou préoccupés, éteints, même si on ne sait pas pourquoi ils sont là, on le devine, ils ont leur maison occupée, reviennent des camps. Cette tristesse, je la retrouve aussi chez les rescapés du génocide, subrepticement, lors des entretiens, les visages deviennent sombres, ternis, les yeux perdus, fermés au monde extérieur, je retrouve cette expression chez les enfants, ou chez Béatrice, elle aussi rescapée, je lui dis, en visitant les maisons construites par la coopérative : "Avant, les femmes ne faisaient pas cela, fabriquer des briques, construire des maisons". En une seconde, la tristesse l'envahit, elle baisse la tête et l'on devine son envie de pleurer, elle se détourne, elle revient, elle dit, "Peut-être je te raconterai..." Je partirai avant qu'elle n'ait eu le temps de me

³⁶ Pour 8500 détenus et 220 jours d'audience à raison de 3 personnes jugées par audience, soient 660 personnes jugées en un an : il faudra 12,8 ans pour juger tout le monde...)

raconter.

Alors que nous rejoignons l'école à pied, un pick-up chargé de militaires en armes arrive face à nous, nous nous écartons. L'un d'eux, debout à l'arrière, a le visage complètement masqué d'une cagoule de tissu, genre moustiquaire, comme quelqu'un qui se protégerait d'un essaim d'abeilles. Nous évoquons diverses suppositions : c'est un témoin qui ne peut pas être reconnu (il existe en effet encore des tentatives - parfois réussies- d'élimination des témoins), c'est un militaire incriminé dans un massacre ici à Runda : à visage découvert, il risquerait des représailles...

Au retour, nous verrons les militaires encadrer une maison, les armes menaçantes, un attroupement sur la route. Casilde, interrogée, ne peut répondre : *"c'est qu'il y a quelque chose de pas normal"* dit-elle...

Nous reprenons la route, pour visiter quelques parents d'enfants parrainés, dont celui de Dirk. L'habitat est effectivement très dispersé, les parcelles se succèdent et se ressemblent, avec leur maisons de torchis (adobe) ou de briques couleur rouge, entourées d'une haie, protégeant la cour des regards indiscrets. Les caféiers et les bananiers se mélangent (les caféiers ont besoin de beaucoup d'espace, pour leurs racines.) Ailleurs, on cultive les plants de haricots sous les bananiers. Nous croisons les célèbres vaches rwandaises, aux longues cornes et à la démarche élégante, bien différentes de nos gras bovidés, fournisseurs de steak...

Les enfants nous suivent en courant et essaient de grimper sur le véhicule en marche, l'un y arrive, il est mince, maigre, il dit : *"je m'appelle Jean-Claude"*, c'est sans doute la première fois de sa vie qu'il monte dans une voiture, en descendant, il est content mais répète quelques mots avec insistance, il semble attendre quelque chose, je ne comprends pas qu'il veut connaître le mot français "voiture".

La piste est très chaotique et même avec les coussins que nous avons pris, on se fait drôlement secouer. Le paysage de Runda change tout le temps, on passe d'une colline à une autre en quelques minutes et vous apercevez, sur l'autre versant l'endroit que vous venez de quitter. De temps en temps, en contre bas, nous revoyons la plaine et la rivière Nyabarongo, son eau brune, charriant les alluvions. Des fumées s'élèvent çà et là, se sont les fours à brique, disséminés dans les marais. On passe devant un camp du HCR, c'est un camp de transit, où l'on ne reste que quelques jours, les bâches bleues ou blanches en déterminent le périmètre, ce sont ces mêmes bâches que l'on reconnaît au détour des paysages, devant l'une ou l'autre maison, servant de paravent, découpées en lanières, protégeant les terrasses, signe sans doute que les habitants de cette maison, de ce magasin, reviennent des camps...

Nous croisons les vieilles mamans au retour du travail des champs,

les mains terreuses, le corps las, les vêtements usés, les yeux voilés de cataracte, elles ont envie de nous parler, mais nous ne pouvons nous comprendre, elles nous donnent la main. Je fais à nouveau un saut dans le temps, elles me ramènent à mon enfance, à la ferme de mes grands-parents, où le travail parfois rendait les gens dans cet état... L'enfant parrainé n'est pas là, mais à Kigali, on prend un autre rendez-vous puis on passe chez Immaculée, charger des meubles pour l'Asoferwa, il y a dans l'enceinte de la maison, quatre très grandes tombes, pour les gens trouvés morts sur place - nous n'osons pas demander combien - nous photographions les tombes, je n'ose photographier les gens.

Mercredi 9 juillet.

Le matin, nous retournons à Runda. Nous visitons l'école primaire du secteur de Ryenze et nous y rencontrons l'instituteur. Ce qui ressort de cet entretien - et maintenant je sais que ce sera le cas de tous les entretiens - c'est le manque cruel de moyens, tant en matériel qu'en personnel. Il y a par exemple un seul exemplaire de livre pour toute une classe, alors que chaque élève devrait avoir le sien. On instaure un système de "double vacation" afin que les instituteurs présents puissent assurer les prestations pour toutes les classes. Chaque élève doit payer 100 frw rwandais par trimestre, cet argent sert d'abord à réparer l'école, à acheter des bancs, car tout a été détruit ou pillé. Pour le reste, les élèves doivent acheter l'ardoise ou les cahiers, les crayons sont fournis par le gouvernement. Or les gens vivent de l'agriculture, on peut manger, mais pour avoir de l'argent, c'est plus difficile. Il y a sur 602 élèves, 310 orphelins : 233 ont perdu un des deux parents et 77 n'ont aucun parent. Si vous pouviez, nous dit-il, nous envoyer des livres, ou des journaux, des ballons ou des filets de football, car nous manquons de tout...

J'ai rendez-vous, l'après-midi, au bureau d'African Rights, où, en l'absence du responsable, Pacifique Kabalisa, Théodore Nyilinkwaya me reçoit.

Nous faisons le point sur le travail d'African Rights.

Après la publication du "livre jaune" - "Death, despair and defiance" - qui représente un travail de mémoire essentiel, le seul à avoir été entrepris, certaines personnes citées - comme responsables ou complices des génocidaires - s'en sont plaintes et ont menacé AR. AR a donc complété ses enquêtes, démenti s'il y avait lieu, ou au contraire publié des dossiers complets, sous forme d'une revue "Témoignage du génocide", lorsque les accusations se vérifient, et sont accablantes. Citons, à titre d'exemples, le cas du Père Wenceslas Munyeshyaka, de l'Eglise de la Sainte-Famille à Kigali, arrêté en France puis relâché; le cas d'un médecin gynécologue de Butare, Sosthène Munyemana, en liberté en France, "Le boucher de Tumba", la dernière

publication³⁷ concernait un homme d'affaires John Yusufu Munyakazi, génocidaire devenu réfugié. Il avait armé sa propre milice et avait été rejoint par d'anciens militaires. Une zone de résistance des tutsi existait, dans la région de Cyangugu. Ils s'étaient réfugiés au sommet d'une colline et, à partir de là, pouvaient repousser les milices. Celles-ci ont appelé Yusufu, qui est venu avec un lance-roquette, s'est placé au sommet de la colline en face et a débusqué les tutsi qui se battaient avec des pierres. Yusufu est allé ensuite s'installer dans une villa près du camp de Goma. Sa villa servait de point de ralliement aux milices qui se réorganisaient à l'intérieur des camps, établissaient des plans à partir de là pour les "infiltrations" à l'intérieur du Rwanda. Le but des infiltrations était, entre autres, de placer des mines. Il y avait dans la villa une pièce qui servait uniquement à la réserve d'armes, armes apparemment neuves.

Les autres publications d'African Rights sont :

- un livre consacré aux femmes tueuses : *"Moins innocentes qu'il n'y paraît. Quand les femmes deviennent des meurtrières"*.
- un rapport sur la disparition des témoins, leur élimination : *"La preuve assassiné. Meurtres, attaques, arrestations et intimidations des survivants et témoins"*.
- un rapport sur une mission de l'ONU : *"Un espoir gâché. L'opération de l'ONU pour les droits de l'homme"*.

³⁷ depuis, un nouveau numéro a été publié, consacré à Antoine Sibomana , *"La vérité enterrée au nom des Droits de l'Homme"*."

Théodore travaille actuellement à la préparation d'un nouveau dossier sur ce qui se passe dans le Nord, dans la région de Ruhengeri, depuis le retour des réfugiés des camps de l'ex-Zaïre et sur les camps de réfugiés eux-mêmes. Il va interroger les gens chez eux, prenant parfois d'énormes risques : "*Je me suis dit à certains moments, cette fois, je ne m'en sortirai pas vivant...*" Il visite aussi des détenus, d'anciens réfugiés qui se sont rendus - apparemment, il n'y en a pas beaucoup qui sont faits prisonnier, car il y a des batailles rangées entre eux et l'APR (Armée Patriotique Rwandaise). Au départ, les gens témoignent, on parvient à gagner leur confiance, mais quand les publications sortent, et qu'ils voient leur témoignage, ils deviennent méfiants vis-à-vis d'AR. Par ailleurs, African Rights rencontre une autre difficulté, parmi la population civile: les hutu ne veulent pas dénoncer leurs frères. Il existe donc une solidarité négative, qui rend difficile le recueil de témoignages. Il y a là peut-être un reproche à faire au gouvernement, celui d'avoir mal procédé au début, il aurait du mettre en place immédiatement des procédures d'accusation³⁸.

Il cite un exemple de témoignage : un ancien sergent est revenu des camps, avec un bataillon de plus ou moins 300 hommes, dont 17 étaient armés. Ils ont suivi dans le Nord le plan qui avait été établi dans les camps, cherchant à déstabiliser la région, en attaquant dans les endroits où l'APR n'est pas très présente, ou là où les militaires sont peu nombreux, à deux par exemple. C'est aussi un moyen de récupérer des armes. Ils dorment la journée et voyagent la nuit. Ils bénéficient de la complicité d'une partie de la population. Il n'y avait plus beaucoup de tutsi dans ces régions, ils avaient été tués petit à petit. Quand certains réfugiés sont rentrés, dans un village, une bagarre a opposé les victimes et ceux accusés de génocide, la population a soutenu les génocidaires par la musique, les tam-tams. Là, il y a des embuscades assez régulièrement, mais on en parle pas à la radio, pour ne pas faire peur, car c'est aussi le Nord qui est le grenier du pays...

Je parle de notre projet, du souhait que l'on aurait de trouver des témoins, de peut-être les filmer. L'idée de retourner filmer certains endroits, certains témoins est abordée.

Il raconte :

Deux adolescents étaient amis depuis longtemps, ils partageaient une petite pièce dans le haut de la ville, un jour, on vint les chercher tous les deux, dans la main de l'un, on mit une hache et on lui dit " Frappe, sinon vous mourrez ensemble." Il frappa son ami, sur la nuque. Il vit le sang couler et il partit, honteux, avec ceux de son camp : on l'emmena afin de faire de lui un tueur en série. Il revint la nuit, pour soigner la blessure

³⁸ cependant, il ne faut pas oublier les infrastructures complètement détruites, le manque criant de moyens du nouveau gouvernement (par exemple, le procureur général de Kigali se déplaçait à pied), d'autant plus que le nombre de juges (18) et d'avocats (16) survivants ou encore présents au Rwanda était dérisoire.

de son ami, il le cacha jusqu'au jour de la victoire du FPR.

Depuis, les deux amis ne se parlent plus.

Théodore lui-même est rescapé, il me parle de sa propre histoire, dans la préfecture de Cyangu. Je reprends son témoignage publié dans le livre jaune d' AR, comme il me le suggère.

Notre secteur était calme, le 7 avril. Mais nous savions que des tueries avaient débuté dans le secteur d'où le président du CDR³⁹ était originaire et dans la ville de Kanembe. Donc il y avait de la peur et de la tension. Le samedi 9, j'ai soudain entendu crier "au secours". J'ai vu des maisons brûler. Nous nous sommes rassemblés, en ramassant des pierres pour aider les victimes à repousser les attaquants. Les assaillants virent que nous étions nombreux et s'enfuirent. Nous les avons alors poursuivis. Certains d'entre nous, croyant encore à la loi, ont dit que nous devrions retourner à notre cellule et ne pas causer des troubles dans les autres cellules. Tout à coup, une grenade a été jetée. Il n'y a pas eu de dégâts, juste un bruit retentissant. Vers 11h, nous sommes retournés dans nos maisons. Vers 13h30, nous avons entendu des cris perçants, animés. Un des premiers envahisseurs était un gendarme. Ils sont arrivés avec un fusil qu'ils avaient été chercher à la commune. Ils semblaient avoir deux fusils. Ils ont tiré immédiatement dans la foule. Une personne a été tuée. Tout le monde a fui et beaucoup de gens se sont rendus à l'école primaire de Nyakanyina. (Il y a eu un massacre là par la suite, voir ch.7).

J'ai couru voir mes parents et les autres femmes qui se cachaient dans le bois. Je voulais leur dire que cela se passait partout et de bien se cacher. Ils pensaient revenir en rampant vers leur maison durant la nuit, donc il était important qu'ils connaissent le danger. Quand je les ai rejoints, nous avons pu voir nos maisons brûler, spécialement toutes les huttes de paille. Les autres maisons ont été d'abord pillées, ensuite détruites. Nous avons appris après que tous les tutsi qui avaient été trouvés dans leurs maisons avaient été tués.

Le soir, pour manger, je rejoignais mes parents et les voisins puis je retournais à ma cachette. Ma grand-mère, qui était hutu, préparait la nourriture et venait en secret nous la distribuer. Quatre ou cinq jours ont passé comme cela. J'attendais que les troubles se passent. A ce moment-là, j'avais toujours

³⁹CDR : Coalition pour la Défense de la République, parti extrémiste créé en 1992, après les massacres du Bugesera. Ethniste, il est le successeur du Parmehutu, proche du MRND, parti d'Habyarimana.

l'espoir que les problèmes seraient vite passés. J'aurais pu aller au stade ou à l'église. Mais je gardais espoir, et aussi, je ne voyais pas comment pouvoir passer à travers la myriade de barrières qui avaient été installées.

J'ai finalement décidé de fuir le jour où ils ont tué mon père. Quand j'ai entendu parler de sa mort, j'ai réalisé que ce n'était pas une matière simple. La mère de mon père était hutu et elle n'avait pas été capable de protéger son fils. J'appris aussi que les tueries étaient organisées à un haut niveau. Le leader des tueurs, Modeste Karemera, était un juge de la Cour de Première Instance dans la commune de Cyimbogo. On avait dit à ma grand-mère qu'une de nos maisons en paille ne serait pas touchée. C'était là que mon père se cachait. Mais toujours est-il qu'ils le tuèrent.

J'attendis que la nuit tombe avant de fuir. Vers 19h30, je me suis dirigé vers la maison d'une demi-soeur qui vivait dans un autre secteur, Gihundwe-Murange, qui, j'espérais n'avait pas encore été envahi. En arrivant là, j'ai vu que la maison avait été transformée en décombres. Je n'ai pas eu besoin de poser des questions, je suis allé à l'école primaire de Nyakanyinya. Je me suis caché dans les toilettes et j'ai réfléchi sur les choix qui s'offraient à moi. Je croyais que tous les réfugiés étaient partis à la paroisse, je ne réalisais pas qu'il y avait aussi des réfugiés dans l'école. Mais alors, j'ai entendu des bruits. J'ai écouté pour voir si ces bruits provenaient de réfugiés comme moi. Les premiers mots que j'entendis étaient quelque chose à propos de Nyarushishi qui était un camp de réfugiés du Burundi qui avait une très mauvaise réputation de cruauté. J'ai décidé d'approcher le groupe. Je fis en sorte que la première à qui je parlerais était une femme. J'ai calculé que s'ils devenaient hostiles, je pouvais courir et elle ne serait pas capable de me toucher. En fait, j'ai trouvé la place remplie de simples gens effrayés. J'ai même reconnu beaucoup d'entre eux.

Le jour suivant, il y a eu des rumeurs comme quoi l'école allait être envahie. Beaucoup de gens fuirent. Certains allèrent vers la paroisse et d'autres descendirent vers le Groupe Scolaire. Chaque jour, le directeur de l'école, Simeon Remesha, qui avait l'habitude de se prétendre un grand chrétien, nous ordonnait de partir. Bien qu'il n'y ait pas de sécurité là, nous décidâmes de rester. Il n'y avait rien d'autre à faire que prier. Parce que où pourrions-nous aller? Où?

Après que les réfugiés eurent passé là une semaine, le directeur décida de les forcer à aller au stade. Il amena les véhicules pour les transporter vers leur mort. Théodore continue :

Remesha savait très bien que beaucoup de personnes avaient déjà été tuées au stade, des réfugiés qui avaient été évacués là par le préfet, Emmanuel Bagambiki. Les véhicules arrivèrent très tôt le matin. Je décidai de monter dans la première voiture dans l'espoir qu'elle serait sur les routes avant que les interahamwe ne se lèvent. Mais je fus mis dans la troisième. Il y avait un gendarme dans la première voiture. En fait, les interahamwe étaient déjà levés mais ils n'arrêtèrent pas le premier véhicule parce qu'il y avait un gendarme dedans. Quand ils n'en virent plus un, ils mirent immédiatement sur pied une barrière. Ils commencèrent par chercher quelqu'un qu'ils appelèrent "un révoqué". Le chef de ce groupe d'interahamwe était une brute connue sous le nom de "Tourné" qui était un chauffeur mais aussi propriétaire d'une boutique. Du second véhicule, ils firent descendre quelqu'un que nous connaissions et qui s'appelait Théogène. Alors "Tourné" dit à quelqu'un à côté de moi de descendre. Il répliqua "Mais je ne suis pas un tutsi". Il le laissa tranquille. "Tourné" se tourna vers moi. Me poussant avec son coude, il me fit descendre de force. Il me dit de m'asseoir sur le sol à côté de Théogène, celui-ci avait déjà été battu avec un bâton.

Le conseiller du secteur, Manase, était en train d'essayer de sauver certains d'entre nous. Manase leur demanda de relâcher Théogène, un pasteur, que nous connaissions bien. Ils le relâchèrent. Manase dit qu'il ne me connaissait pas personnellement. Les interahamwe ouvrirent la barrière et laissèrent passer la voiture.

Ils insistèrent pour me garder. Ils me cherchaient, demandant tout mon argent. "Tourné" vint et demanda lui aussi mon argent. Je lui dis "Un de vos hommes a pris mon argent". Il cria et demanda que l'argent lui soit donné. Il ordonna qu'il soit utilisé pour acheter des boissons. "Tourné" alors me battit dans le dos, en me forçant en même temps de marcher vers sa boutique. Il continuait à me battre et à crier contre moi. A la porte de la boutique, il me donna un coup de machette à l'arrière de la tête. Je tombai et perdis connaissance. Ils me tirèrent à l'intérieur et fermèrent la porte. Je ne sais pas s'ils pensaient que j'étais déjà mort ou s'ils savaient que je pourrais m'échapper.

Quand je repris conscience un court instant plus tard, je vis quatre jeunes hommes dans la pièce. Je les regardai et constatai qu'ils étaient entre la vie et la mort. Ils avaient été tellement battus qu'ils étaient couverts de sang. Comparés à eux, il me restait plus de forces. La porte était fermée. Les fenêtres avaient des barreaux de métal. Que pouvais-je faire ? Je ne voyais rien d'autre que la mort. En même temps, je priais Dieu, croyant qu'il m'aiderait quoiqu'il advienne. Mais je me dis aussi que j'avais à m'aider moi-même. Je me levai et commençai à chercher une façon de sortir. Je vis qu'une porte qui avait été retirée de quelque part et qui était posée contre un des murs, cachait une fenêtre.

J'étais angoissé par le fait que s'ils me voyaient me lever, ils pourraient me tuer. Je me couchai parmi les autres. Mais le projet de m'échapper par la fenêtre m'appelait toujours. Je me levai et bougeai la porte. Je remarquai que les barres n'étaient pas en métal mais en bois. Je cassai les barres et cherchai à me faufiler à travers. Un des hommes mourrant me regardait et d'une manière ou d'une autre, trouva la force de me pousser, après quoi je le poussai aussi à travers. Les trois autres étaient trop proches de la mort pour être capable de bouger. Nous pouvions entendre les voix des interahamwe parler devant la maison. J'étais à peine vêtu. Nous nous séparâmes et prîmes chacun une direction différente. Je trouvai un buisson couvert d'épines. Je rentrai dedans et décidai d'attendre la nuit. Quand je m'y suis installé, je réalisai qu'il y avait beaucoup de sang sur mon visage. Je ne savais pas d'où cela pouvait venir parce que j'avais oublié ma blessure à l'arrière de la tête.

Vers 19h30, je quittai pour aller à la paroisse de Cyangugu. Je rampai à l'intérieur d'une maison dont le toit avait été arraché et attendit minuit. J'avais très mal. Malgré la souffrance, et sans le vouloir, je tombai endormi. Je partis dès mon réveil. Mais j'étais perdu et n'avais pas de retraite. Mon intention était de rejoindre la route qui va à la gendarmerie. Je grimpai une colline. Du sommet de la colline, je voyais la paroisse. Mais de nouveau, j'étais perdu. Je décidai d'attendre la lumière du jour. Avec l'aube, je serais capable de reconnaître la bonne route. A 5h30, je pouvais entendre le son des gens qui priaient au stade Kamarampaka, ce qui m'aida aussi pour me guider. Il y avait tellement de gens que le son portait haut et clair.

Il y avait des gendarmes à l'entrée du stade. Ils me demandèrent d'où je venais. Ils remarquèrent que ma tête était couverte de sang. Je pensais qu'ils se

sentaient désolés pour moi. Ils me laissèrent entrer. Les premiers réfugiés qui me virent furent choqués tant ils étaient persuadés que j'avais été tué. Un grand séminariste qui était membre de la Croix Rouge, Félicien Bahizi, soigna mes blessures avec l'aide des autres réfugiés. C'est seulement quand ils commencèrent à raser ma tête que je devins conscient de la gravité de ma blessure.

Le 12 mai, trois jours après que Théodore soit arrivé au stade, il eut la première expérience des tueries sélectives d'hommes tutsi qui marquaient la vie du stade Kamarampaka. Un lieutenant dirigeait un groupe qui regroupait deux soldats et quatre gendarmes. Ils arrivèrent avec une liste indiquant les hommes qui devaient être pris ce jour-là. Personne ne répondit à ces noms. Théodore continue :

Comme il ne connaissait pas les visages des gens qu'ils cherchaient, les gens purent se cacher. Les femmes déguisèrent les hommes en leur prêtant leurs vêtements. Absolument aucun ne répondit aux noms qu'ils appelèrent. Ils devinrent furieux. Ils appelèrent les hommes pour se mettre en rangs. Alors les hommes n'eurent pas le choix. Ils leur demandèrent leur carte d'identité. C'était juste de la comédie puisqu'il n'y avait que des tutsi au stade. Ils regardèrent les visages très près, cherchant les hommes éduqués et ceux qui paraissaient en "bonne santé". Ils ordonnèrent à 20 ou 30 hommes de se mettre à l'écart. Personne ne pouvait refuser parce que les ordres étaient donnés les armes au poing. Ils furent emmenés à Gatandara, plus ou moins un kilomètre plus loin, et tués par la milice avec des machettes.

Une autre sélection eut lieu quelques jours plus tard. Cette fois, ils recherchaient quelqu'un de particulier, Georges Nkusi, un magistrat. Les gendarmes du stade, tirant avantage de leur connaissance des réfugiés, révélèrent l'endroit où il se cachait à la police. Il fut trouvé accroupi, caché derrière une pile de vêtements. Les soldats tournèrent autour et décidèrent de prendre à nouveau 20 ou 30 hommes avec eux.

Les réfugiés, au nombre d'à peu près cinq mille, étaient bouleversés et très fâchés ce jour-là. Nous étions d'accord qu'il fallait que nous décidions quelque chose au lieu d'attendre d'être massacrés par groupe de vingt ou trente. Il fut décidé que nous allions fuir

tous au Zaïre le jour suivant. J'avais toujours mes blessures, me sentais très faible et souffrais d'un mal de dos aigu suite aux coups. Ce n'était pas très clair non plus comment un si large groupe de réfugiés pourrait passer la douane à la frontière. J'avais écouté la discussion au meeting, mais j'avais décidé de ne pas bouger. Je savais que je n'aurais pas la force de courir si on nous tirait dessus.

Il y avait un gendarme gentil au stade. Il vint au meeting pour offrir son conseil. Il essaya de décourager le plan d'aller à Bukavu. Il nous dit : "Nous allons être obligés, au minimum, de tirer en l'air. Le résultat sera que les soldats et les interahamwe tout près vont se réveiller. Vous n'arriverez jamais à la frontière". J'étais d'accord avec lui, mais la plupart des autres non, ils étaient juste trop désespérés. Alors vers 4 ou 5h, les gens commencèrent à emballer leurs affaires. La majorité avait décidé de partir. Mais tout le monde ne partit pas. En particulier un certain nombre de femmes choisirent de rester.

Quand les réfugiés ont été prêts à sortir, les gendarmes ont refusé d'ouvrir le portail. Les réfugiés étaient si nombreux qu'ils essayèrent d'ouvrir par la force. Les gendarmes tirèrent en l'air quatre fois. Tout de suite, il y eut un rush de soldats et d'interahamwe. La réaction instinctive des réfugiés fut la peur. Ils reculèrent dans le stade. Puis ils sortirent à nouveau, prenant tous la même direction. Il y avait comme une panique contrôlée dans leurs actions.

Le première destination des réfugiés fut le bureau de la préfecture de Cyangugu. Les soldats stationnaient déjà devant l'office. Ils refusèrent de les laisser passer. Les réfugiés ne voulurent pas bouger, disant "Nous ne pouvons rester, vous allez nous tuer un par un". Le commandant était déterminé à ne pas tenir compte de leurs efforts. Il leur demanda leur destination. Un chœur criant "Zaïre. Zaïre" couvrit ses mots. Il leur demanda comment ils pouvaient penser quitter sans la permission des autorités. Comme personne ne put répondre, il leur demanda si le gouverneur du Zaïre attendait leur venue et s'il leur avait donné son autorisation. Il fit alors clairement comprendre que son intention était de les refouler dans le stade. Pendant ce temps, les réfugiés étaient entourés de miliciens impatients de commencer le massacre final. Les gendarmes avertirent la milice qu'ils devaient attendre la décision du commandant sur le sort des réfugiés. Tout à coup, plus ou moins 300 réfugiés paniquèrent et coururent vers le brousse. Tous les trois

cents furent tués sur le coup. Les autres furent forcés de rentrer au stade. Théodore, qui était resté au stade, se souvient du retour de ses compagnons prisonniers.

Quelques réfugiés, soucieux de rentrer sains et saufs, coururent vers le stade. Les interahamwe coururent après eux. Quand ces réfugiés arrivèrent à l'entrée, les gendarmes refusèrent de leur ouvrir. Un des hommes qui était resté à l'intérieur alla ouvrir l'entrée de force. Quand elle fut ouverte, on put voir les réfugiés battus par les interahamwe avec des machettes et des massues. Ceux d'entre nous qui étaient à l'intérieur jetèrent des pierres pour les libérer des attaquants. La majorité de ceux qui avaient fui revint accompagné de soldats, ils arrivèrent sans incident.

Une fois que tout le monde fut à l'intérieur, le gendarme qui avait été conciliant avec les réfugiés essaya de les calmer. Il leur dit que l'attaque avait été lancée par la gendarmerie pour prévenir toute opération de sauvetage qui pourrait être décidée par le nouveau responsable de la gendarmerie dans la région, le Colonel Bavugamensche. Il y avait une peur qu'il pourrait être tenté avoir de la sympathie pour les réfugiés. Après quelques jours, le Colonel Bavugamensche visita le stade. Confirmant les craintes de ses collègues, le nouveau commandant prit des mesures pour protéger les réfugiés. Il n'y eut plus de visite pour emmener les groupes d'hommes sélectionnés vers leur exécution. A une occasion isolée, les soldats revinrent chercher et mirent tout le monde en rangs, questionnant chacun sur son nom, lieu d'origine etc... Le but de leur enquête n'était pas apparent, heureusement, ils partirent sans avoir tué ou injurié quelqu'un. Deux jours plus tard, les réfugiés restants furent conduits vers Nyarushishi, deux mille cinq cents d'entre eux avaient déjà été conduits de force à Nyarushishi par le préfet.

Théodore entre temps était tombé malade, avec une dysenterie et avait été évacué vers la paroisse de Cyangu par le frère Félicien Bahizi et le père Oscar Nkundayezo, le prêtre en charge de la paroisse

Je restai à la paroisse pour quelque temps parce que j'étais trop malade avec la dysenterie. Nous étions six à la paroisse souffrant de maladies diverses. Bahizi et Oscar étaient pressés de nous emmener à Nyarushishi aussi vite que nous le pourrions. Ils ne savaient que faire. Dans un effort pour nous protéger, ils vérifièrent que l'évêque, le préfet et la gendarmerie avaient nos

noms. Mais je ne voulais pas aller à Nyarushishi. J'étais convaincu que c'était un plan diabolique pour prendre tous les tutsi de Cynagugu, Kibuye et Butare et pour en finir avec nous, pour être sûr qu'il ne resterait plus aucune trace de nous.

Je savais que je pouvais payer un interahamwe 30.000 francs pour m'escorter à Bukavu. J'approchai Père Oscar pour m'aider à trouver l'argent. C'était un homme merveilleux qui avait déjà sauvé beaucoup de gens. Il me dit qu'il avait déjà dépensé tout son argent à passer des réfugiés en sécurité au Zaïre. Mais il me promit de voir ce qu'il pourrait faire. Quelques jours après, il me prit avec deux filles dans sa voiture. Lui et Bahizi nous conduisirent où les interahamwe rassemblaient les gens qui avaient payé pour prendre le bateau pour le Zaïre. Quand la voiture s'arrêta, ils nous montrèrent la direction à prendre et nous dirent que la personne avec qui ils avaient fait l'arrangement allait nous rencontrer. Une des filles vit quelqu'un avec une machette. Elle cria "Mais il a une machette !". Père Oscar dit : "Oui, allez avec lui, c'est le bon". Je n'avais plus peur à ce stade, cela m'était égal qu'il ait une machette ou non.

L'anxiété de Théodore et des deux filles fut amplifiée par un délai inattendu avant le départ. Un oncle de l'interahamwe était apparemment devenu jaloux de l'affaire lucrative que son neveu faisait en passant des tutsi en sécurité au Zaïre. Le groupe attendit un jour entier que l'oncle se lasse de sa détermination de saboter l'opération de sauvetage. Frustré, l'interahamwe essaya de tromper son oncle en utilisant un plus petit bateau qui ne pouvait pas transporter tout le groupe. Il décida de prendre les deux filles d'abord. Théodore devint incroyablement inquiet.

Pendant l'attente, je devins convaincu que j'allais être tué. Après une heure, les interahamwe sont revenus. Finalement, nous fîmes le voyage jusqu'à Bukavu, en faisant attention de ne pas être repéré par le camp militaire de Cyangugu qui était au bord de l'eau. Mais finalement, on l'a fait, à 2h. le 25 juin, c'est un jour que je n'oublierai jamais."⁴⁰

Tel est le récit de Théodore, traduit de "Death, despair and defiance" pages 725 à 732.

Après cet entretien, je rejoins le groupe, pour une visite au

⁴⁰ interviewé à Kigali, le 10 février 1995.

bureau de l'ARI (Agence Rwandaise d'Information), agence de presse privée où nous rencontrons :

Privat Rutazibwa.

Privat Rutazibwa est prêtre, dépendant de l'Evêché de Goma. En 1992, il demande à son évêque l'autorisation de rejoindre le FPR et participe à la guerre. Il est installé maintenant à Kigali où il a créé l'ARI.

Son intervention porte sur le rôle de l'Eglise dans le génocide.

"La responsabilité de celui qui tue cent personnes n'est pas supérieure à celle des responsables idéologiques, le rôle de l'Eglise est plutôt de cette nature, même si certains membres de l'Eglise ont été actifs durant le génocide. Le fait est choquant, on en oublie les causes. Le rôle de l'Eglise est marqué dans la constitution de l'idéologie qui a conduit au génocide."

Retraçant le rôle déterminant de l'Eglise dans la création de l'idéologie ethniste, depuis le choix de Mgr Classe, jusqu'au revirement de Mgr Perraudin, Privat Rutazibwa nous en fait un exposé extrêmement précis, références et textes à l'appui, citant, par exemple, le Mandement de Carême de février-mars 1959, dans lequel Mgr Perraudin fait la description de la situation sociale du Rwanda : un groupe social donné, les tutsi, gouverne au détriment d'un autre. Il encourage la formation de mouvements, d'associations revendiquant les droits des plus nombreux. Quelques mois plus tard, aura lieu la "Toussaint Rwandaise", le Parmehutu n'avait pas six mois d'existence.

Deux missionnaires belges ont participé à l'écriture du Manifeste du Parmehutu : les Pères Ernotte et Dejemeppe

Les mouvements catholiques sont les plus actifs dans la diffusion de l'idéologie, y compris actuellement dans le négationnisme, ils ont une responsabilité inouïe : sans l'idéologie ethniste, il n'y aurait pas eu le génocide. Ils ont aussi induit un programme politique disant que le pouvoir doit revenir à l'ethnie majoritaire.

Le Pape lui-même se montra plus discret dans la condamnation du génocide que lorsqu'il s'agit de prendre la défense des réfugiés hutu et de plaider pour l'intervention humanitaire.

Depuis le génocide, certains prêtres ont demandé la permission de se réunir, ont pris des positions courageuses, ils ont écrit des résolutions et recommandations données aux évêques, demandant, entre autres, la révocation du conseil d'administration du journal

Kyniamateka. Ce journal, créé en 1933, diffuse systématiquement une orientation partisane, sur base d'une analyse perverse qui ne représente pas le point de vue de l'Eglise dans toutes ses composantes. Dans un pays privé de presse quotidienne, où la presse mensuelle ou bi-mensuelle paraît quand on a les moyens de payer l'imprimerie, c'est le journal le moins cher, 50frw. Après le génocide, il a été distribué gratuitement, et encore maintenant, il est envoyé gratuitement dans les paroisses, il est lu dans les cellules, diffusé à 6000 exemplaires, les autres à 1000... Qui finance? Le rédacteur en chef, André Sibomana⁴¹, est aussi président de l'ADL (Association de Défense des Libertés).

jeudi 10 juillet.

Mwaramutse : as-tu passé la nuit ?

Yego : oui...

C'est comme cela que l'on se salue, le matin, en kinyarwanda.

J'ai vu un rat, un soir, dans le couloir de la maison. Le matin, le pain est troué, Marie dit "c'est une souris..."

Nuit d'insomnie. J'entends un long gémissement puis des cris en kinyarwanda, François fait des cauchemars, je pense, "*C'est le rat*", ensuite, "*Non, cela doit être comme cela depuis le génocide*".

Une femme, dans un café, veut absolument donner son enfant à Relinde: c'est un enfant de la guerre, ici, on dit aussi "un enfant-mauvais souvenir".

Kigali ressemble aux villes bâties par les coloniaux en Afrique, à part qu'elle se répand sur plusieurs collines. Elle a ses marchés colorés et odorants, ses petits vendeurs de rue, ses embouteillages aux heures de pointe...

Un homme au Rwanda ne peut sortir seul, quelle que soit la raison, avec une femme mariée sans en avoir averti préalablement le mari. La vie des rwandais semble très codifiée, c'est un petit pays et nous comprenons que le contrôle de la population, compte tenu des structures administratives existantes, est simple, cela explique aussi la facilité avec laquelle le génocide a pu se perpétrer.

L'éloquence des Rwandais, leur connaissance approfondie de la langue française sont agréablement étonnants, il y a chez eux un réel plaisir de la rhétorique et de la joute oratoire.

Ici, le rôle et l'importance du FPR m'apparaissent plus clairement, non seulement dans son intervention pour arrêter le génocide, et la guerre qu'il a gagnée, mais aussi pour son influence dans la politique de la région des Grands Lacs. Ruci nous a dit, mardi soir :

⁴¹ André Sibomana est aussi suspecté de complicité dans le génocide, voir la revue catholique GOLIAS, n°48/49, été 96.

"quand on fait une bonne révolution, cela a de l'influence sur les pays voisins". La victoire de Kabila et de ses troupes est vécue ici avec enthousiasme. Ruci, qui a suivi de près l'évolution de la rébellion congolaise, nous parle beaucoup du renouveau du Panafricanisme, du fait que l'Afrique prend enfin son destin en main. L'histoire passée des mouvements nationalistes africains resurgit et nous rencontrons des combattants, anciens et actuels. Ruci en est également un. Il a participé à la guérilla du FPR. Il appartenait au groupe radio. Ils émettaient chaque jour, pour la radio MUHAGURA (Le guide), d'un endroit différent, quel que soit le temps. Ils ont passé des semaines, des mois, dans les montagnes, à très haute altitude, où les températures avoisinaient 1 ou 2 degrés sous zéro. Ils se déplaçaient à pied, l'émetteur sur la tête. L'antenne était puissante: l'avancée du FPR était soutenue par une technologie très sophistiquée, il disposait par exemple d'une ligne satellite. Le Colonel Gatera nous racontera d'autres anecdotes, ayant trait plutôt à la clandestinité, aux infiltrations dans le Rwanda d'Habyarimana, aux tactiques employées pour déjouer les espions.

La rencontre la plus impressionnante sera celle d'**Aloys Ngurumbe**, ex-rebelle ayant combattu au Congo, au moment où Che Guevera y est venu. Nous l'avons retrouvé dans son quartier, nous lui proposons de partager notre repas, c'est un homme âgé, très grand, très beau, il parle peu et nous décidons de nous revoir plus tard dans l'après-midi, à 17h.

Il a quitté le Rwanda suite aux premiers massacres de 59 et s'est retrouvé parmi ceux qui voulaient y rentrer par les armes. En 1963, avec dix autres Rwandais, il suit un an de formation en Chine, à Nankin, en même temps que Samora Machel (président du Frelimo - Front de Libération du Mozambique), puis il est allé combattre au Mozambique, en 64, et en 65 au Bugesa. Mitudidi était également en Chine.

Au Congo, il est commandant d'un bataillon de Rwandais, qui avance en parallèle avec les Cubains. Il nous dit :

"Kabila, en 64, c'était un révolutionnaire, mais pas un militaire, il était jeune, il était cadre, c'était lui qui recrutait les congolais. Bidarira était le dirigeant combattant. Mitudidi est mort noyé, en juin 65, lors de la traversée du lac Tanganika. C'était un accident, la pirogue s'est retournée. Lui, il faisait le tour des capitales, il cherchait les armes et les finances (Egypte, Tanzanie). Le Che dira dans ses carnets, que parmi les congolais rencontrés, seul Kabila paraissait avoir les compétences pour être un bon dirigeant révolutionnaire"

Le Che partira après quelques mois, déçu, dit-il, par les Congolais, qui ne voulaient pas se battre. Il leur conseille de rentrer chez eux,

au Rwanda, et de combattre pour leur pays. C'est ce qu'ils firent. Ils prirent le maquis dans le forêt de Nyungwe, pendant deux ans. Mais faute de moyens - d'armes essentiellement - car dans la forêt la population les nourrissait, la lutte s'essouffla, ils repartirent vers les terres d'exil.

"Je suis allé en Ouganda., rejoindre ma famille, puis j'ai voulu me rendre au Zaïre, pour y acheter une terre. Je me suis fait arrêté par les Zaïrois, qui m'ont livré au Rwanda. J'ai été en prison de 71 à 79, sous Kayibanda."

Libéré en 79, il rentre en Ouganda. De passage au Zaïre en 82, il s'y fera à nouveau arrêté par la police secrète d'Habyarimana qui avait peur de le voir reprendre la guérilla. Il passera trois ans dans la prison de sinistre réputation de Ruhengeri, dans un cachot minuscule, où il ne pouvait se tenir debout, sans lumière aucune et sans autorisation de sortie, jamais. Sa famille parviendra à alerter l'opinion internationale et grâce à une intervention de la Croix-Rouge et d'Amnesty International, il sera transféré à la prison de Kigali. Il sera libéré en 1992, en conséquence des accords d'Arusha qui stipulaient la libération des prisonniers politiques.

Il aura donc au total fait 18 ans de prison et quelques années de guérilla. Il préfère, nous dit-il, ne pas parler de ce qu'il a vécu en prison. Son silence pudique, la malaria qui le ronge, ses yeux malades seront pour nous aussi éloquents que bien des paroles et c'est avec un profond respect et beaucoup d'humilité que nous proposons de le ramener chez lui.

Avant ce rendez-vous, j'avais rendu une petite visite au directeur de la télé. Discussion essentiellement technique. Ils n'émettent pas pour le moment, vont faire une tentative durant le mois d'août. Ici aussi, on déplore le manque de moyens et de personnel formé... Pensons également qu'au Rwanda, le prix d'un téléviseur, pour le public, représente en moyenne, sept mois de salaire.

Pour le projet, un point positif, ils sont en train de répertorier toutes les archives et pensent que ce travail sera terminé et consultable en août-septembre.

vendredi 11 juillet.

Nous sommes retournés à Runda, pour y rencontrer le groupe des femmes et travailler avec elles. Malheureusement, il est tard, nous ne les trouvons plus aux champs. Nous avons été retenus par un rendez-vous avec le directeur de l'Orinfor, qui est anglophone.

Nous visitons avec elles les marais, elles sont en train de les aménager pour en faire des étangs de pisciculture. Nous allons ensuite, en prenant de très mauvaises pistes qui nous cassent le dos,

voir les bâtiments de l'école technique secondaire, que nous allons devoir retaper. J'aurais pour ma part plutôt souhaité manier la houe avec les femmes, ce sera pour une autre fois...

L'après-midi, visite du Professeur **Gamaliel MBonimana**.
Professeur d'Histoire à l'Université de Butare.

Nous passons avec lui deux heures passionnantes pendant lesquelles il nous parle du Rwanda ancien, de sa culture, de ses différentes poésies: la poésie dynastique, celle de la vache, celle des grands faits guerriers et de leur transmission orale. Si Alexis Kagame est un des rares historiens à avoir préservé ce patrimoine, il est encore possible à l'heure actuelle de trouver l'un ou l'autre descendant des poètes de la Cour. Il nous chantera une ancienne chanson du culte de Ryangombe et nous fera, avec beaucoup d'humour, revisiter l'histoire de l'ethnisation du pays. Il sera aussi très généreux en références, tant littéraires, historiques que musicales.

Nous interrogeons presque chaque interlocuteur sur les notions de hutu/tutsi, qui, bien que profondément ancrées maintenant dans les mentalités, sont complexes. Nous essayons de savoir ce qu'elles représentaient dans le Rwanda ancien. Voici les grandes lignes qui se dégagent des différentes conversations.

L'appartenance ethnique selon la division hutu-tutsi n'est pas justifiée, l'identité était multiple et les mots tutsi - hutu étaient polysémiques.

A l'arrivée des premiers colons et missionnaires, le Rwanda était un des rares pays africains à posséder une même langue nationale, le kinyarwanda, parlée par les trois composantes de la population, les hutu, les tutsi et les twa. Ils partageaient également la même culture et la même religion.

Les termes définissaient plutôt une différence dans la production: les tutsi étaient pasteurs et les hutu, agriculteurs. Le système de production imbriquait étroitement les hutus et les tutsis et ce, de haut en bas de la hiérarchie sociale.

Le terme hutu apparaît la première fois dans la poésie dynastique, à la fin du 16ème, début du 17ème siècle. (voir Alexis Kagame - Introduction au grand genre lyrique).

Hutu voulait dire "serviteur", "au service d'un autre", d'un tutsi, puisque la vache était l'élément définissant la richesse.

Un tutsi "génétique" (par son père) pouvait être hutu, c'est à dire

pauvre. (voir entretien avec M. Polisi - jeudi 17 juillet).

La référence identitaire était le clan : c'était le clan qui formait les liens de solidarité. A la question : "d'où venez-vous?", on répondait le nom du chef de la famille, du clan. A l'intérieur du clan, il y avait plusieurs lignages. Il existait au total 19 clans, mais il y a une discussion sur le nombre. Cette appartenance n'était pas stricte, on pouvait changer de clan, si on changeait de région, on prenait le nom du clan le plus influent dans sa nouvelle région. Le clan comprenait des Hutu, des Tutsi et des Twa.

Il existe une grande complexité des clans et des lignages, par exemple, dans un clan, l'ancêtre a deux fils, dans les années 60, une branche s'est présentée comme tutsi, l'autre comme hutu. Certains clans, au départ hutu, ont été par après considérés comme tutsi, parce que les rois avaient épousé des femmes tutsi.

La simplification opérée par la tutelle belge lorsqu'elle a imposé la carte d'identité avec mention ethnique est bien souvent invoquée. A la base de la division actuelle de la société, elle l'est aussi parfois à l'intérieur même de certaines familles. Ainsi, en 1931, sur une famille de cinq frères, deux ont été déclarés hutu et trois tutsi, puisque le nombre de vaches en leur possession était un critère de répartition. Ce cas n'est pas unique.

Selon les gens du Nord, les tutsi sont tous les gens du Sud. Cette conception a prévalu même en 94 : les gens du Sud ont été tués en arrivant dans le Nord, en franchissant les barrières alors qu'ils croyaient être protégés par leur carte d'identité.

Il existe un adage rwandais disant : "Ce qui forme, c'est la vache", c'est à dire l'alimentation. La morphologie différenciée des différents groupes peut aussi s'expliquer par des habitudes alimentaires différentes, associées à une forte endogamie.

Les mélanges (mariages) entre les différents groupes (hutu, tutsi et twa) pourtant existaient, ainsi, on dit que les femmes twa soignent les maux de dos si l'on couche avec elles, elles étaient donc recherchées pour cette fonction "magique", la grand-mère du roi Rudahigwa était hutu....

Il existe une commune, Giti, où personne n'a été tué à cause de son ethnie, en 1994, cela s'explique par la grande densité de mariages interethniques, la complexité des liens familiaux et par l'arrivée du FPR empêchant les gens d'autres communes d'intervenir.

Paradoxe de l'histoire : les deux premiers présidents de la

"république", fondée sur une majorité ethnique et non politique, Kayibanda et Habyarimana, ne seraient pas d'anciens Rwandais, ils ont joué la carte hutu, mais ce sont des "étrangers" ...

On a essayé à plusieurs reprises de définir "scientifiquement" les hutu et les tutsi : on a mesuré les nez, les fronts, le crâne; dans les années cinquante, l'angle facial, puis plus tard, en 1970, un professeur de Kinshasa a commandé une recherche sur le sang , sur la résistance au sucre dans le sang, prétextant que les hutu ne résisteraient pas au lactose. En fait, pour que cette résistance se manifeste, il faudrait qu'un enfant n'ait pas consommé de lait avant quatre ans (Mbonimana). En 95, des Français ont été arrêtés emportant avec eux des os dérobés dans les fosses communes : leur objectif était de démontrer par analyse génétique des éléments en référence avec la taille que les personnes tuées lors du génocide étaient des hutu....

Il ressort de toutes ces discussions qu'une nouvelle recherche devrait être faite, maintenant, auprès des Rwandais âgés, pour essayer de confronter leurs récits à la littérature existante, sur ce point devenu délicat et passionnel, y compris parmi les spécialistes.

samedi 12 juillet.

Deux heures de route pour faire 40 km. Dès la sortie de Kigali, nous roulons sur des pistes, bien souvent, peu carrossables, surtout lorsqu'ils s'agit de grimper les collines. Les dégâts dus à l'érosion sont bien visibles, d'énormes ravins, creusés par l'eau, traversent la route de part en part, et nous sommes en saison sèche. Le peu de développement des infrastructures m'étonne : je croyais que le Rwanda était un pays chéri par les bailleurs de fonds, on l'appelait même le " pays des mille coopérants"...Qu'ont-ils fait en dehors de Kigali ? Il n'y a ni réseau d'électricité, ni de distribution d'eau, le réseau routier asphalté se limite aux grands axes, les outils sont rudimentaires... Pourquoi les vieilles personnes retournent-elles toujours la terre à la houe ?

Après le ravissement, la révolte : la misère est le corollaire de la beauté, ici, au Rwanda. Je me rappelle les mots d'Antoine Mugesera:

"Aujourd'hui encore, les 4X4 des ONG tournent dans Kigali comme des vautours au-dessus d'un champ de bataille..."

Nous arrivons à N'tarama. L'église a été le théâtre du massacre de 5.000 personnes. Les lieux sont restés en l'état de 1994 : murs troués par les grenades, corps tordus, saisis dans la douleur. Il y en

a trop, partout, couchés pêle-mêle les uns sur les autres, sous les bancs destinés à la prière, devant les portes. Je voudrais ne rien voir, plutôt n'en voir qu'un. Je distingue une femme, elle tient ses bras au-dessus de la tête, légèrement pliés, pour se protéger des coups, des grenades ou des balles, un enfant recroquevillé - le sien ? - s'accroche à ses jambes. Comme si la vie venait à peine de les quitter. Un peu plus loin, les crânes sont rassemblés : certains portent encore des cheveux, d'autres des foulards, parfois, ils sont défoncés, cassés par les massues, l'un d'eux est transpercé de la nuque à la tempe par une pointe d'acier. Quand je sors, le soleil m'éblouit. J'aurais voulu qu'il fasse noir, que l'obscurité tombe à jamais. Le retour à la réalité est doublement pénible: le gardien nous rejoint, nous revenons sur terre, il rit à pleine dents, pour lui, c'est devenu banal, on dit qu'il est un ancien militaire d'Habyarimana, que parfois, il accepte de parler, mais aujourd'hui, il est heureux, il dit : "*Vous restez trois semaines ? Dans trois semaines vous serez bronzés...*"

Les morts, dans le Rwanda ancien, étaient couchés sur le côté, repliés en position fœtale, parfois, on les abandonnait aux hyènes. Les rois étaient enveloppés dans une peau sanglante de taureau, ils n'étaient pas enterrés avant la sortie d'un premier ver, un ver blanc, qui se métamorphosait en un léopard, blanc lui aussi ...

Sur la route du retour, nous nous arrêtons près d'un cimetière : 2 à 3.000 croix serrées les unes contre les autres, certaines portent un nom. Tous, ici, ont été retrouvés dans une même fosse commune : celle de cette école - ETO - où les belges en partant ont abandonné consciemment les civils aux tueurs.

De retour à Kigali, une femme de notre quartier, rescapée du génocide, nous dit :

"Là, au feu rouge, sur la route de Runda, il y avait une barrière, c'était la barrière de l'entrée de Kigali, c'est dans ce quartier aussi qu'habitait Rose, la tueuse⁴², elle sillonnait avec ses fils les rues et amenaient aux miliciens les tutsi à exécuter : c'était une femme très grande et très forte, elle était méchante et faisait peur, elle est maintenant au Kenya.."

La chevauchée furieuse gronde, à l'image d'un volcan qui attend le moment du réveil. "Les morts ici sont vivants". Vous n'y pensez plus, ils sont là, au détour d'un chemin. Ils vous surprennent parmi les briques des maisons abattues, dans chaque mur criblé de balles. Ils sont la tristesse soudaine d'un sourire qui se fige. Ils hurlent dans le regard fixe des anciens miliciens. Ils soufflent sur le dos courbé des vieilles creusant la

⁴²L'histoire de Rose est racontée dans le livre "Moins Innocentes qu'il n'y paraît" d'African Rights.

terre, maniant la houe. Ils réclament justice dans les chants des enfants, ils attendent....

Il y a une sorte de dépit, de tristesse chez "les tutsi de l'intérieur", ceux qui sont rescapés du génocide et qui ont l'impression d'avoir été livrés, d'avoir eu à payer un prix très fort, en comparaison avec les tutsi de la diaspora, qui, maintenant reviennent. Pour ceux-ci, les tutsi ayant vécu sous le régime d'Habyarimana sont parfois un peu suspects, ils leur disent : "qu'avez-vous fait à ce moment-là" ?

"Maintenant, je ne connais plus Kigali, tout le monde a changé, ici beaucoup sont morts, d'autres sont venus, ils arrivent d'Ouganda, du Congo, de Tanzanie, nous ne les connaissons pas... Tout est pour eux... Nous sommes les "tutsi de l'intérieur", Nous avons parfois l'impression d'avoir été sacrifiés, les nôtres ont été sacrifiés "

dimanche 13 juillet.

Nous avons décidé de ne pas faire la visite du Parc de l'Akagera ce dimanche, comme nous l'avions prévu. A midi, nous mangeons dans un petit restaurant, la nourriture n'y est pas très différente de celle que Marie nous prépare : patates, bananes plantain, haricots rouges ou petits pois, quelques morceaux de viande en sauce... L'après-midi, lessive, repos et lecture. Je recherche dans les livres d'African Rights, les témoignages concernant les endroits que nous avons visités hier.

Ntarama : Massacre à l'église et à l'école primaire de Cyugaro.

L'église de Ntarama dépend de la paroisse de Nyamata, dans la région du Bugesera du Grand Kigali. Après les pogroms de 59-63, beaucoup de tutsi s'étaient réinstallés dans cette région, qui avait dès lors la réputation d'être une place forte tutsi. En 1992, le Bugesera a été le théâtre d'un massacre bien organisé. Les tutsi de la région étaient donc bien conscients des dangers d'être tués en masse, et préparèrent des actions de défense. De leur côté, les extrémistes semblaient avoir compris qu'une action militaire systématique devrait être nécessaire pour tuer les tutsi de cette zone. Il y eut une attaque militaire concertée contre les civils qui se réfugièrent à l'église de Ntarama et l'école voisine. Il y eut peu de survivants. Quand African Rights a visité l'Eglise le 7 juin 1994, elle était pleine de corps en décomposition. Il était impossible de

rentrer dans l'Eglise à cause des cadavres empilés très haut à l'entrée. Cela nous empêcha de reconnaître la manière dont ils avaient été tués, mais en regardant par les fenêtres, chaque pouce à l'intérieur de l'Eglise était rempli par des cadavres empilés les uns sur les autres. En accord avec les récits des survivants, il y avait aussi des corps dispersés à l'extérieur de l'Eglise, témoignant du sort de ceux qui tentèrent de s'enfuir. Un large trou à l'arrière de l'Eglise où les briques rousses avaient été enlevées confirmait aussi les dires des survivants comme quoi des grenades avaient été lancées à travers des trous dans la maçonnerie.

Beata Niyoyita est une paysanne de la région. Elle nous a donné une description vivante de ce qui s'est passé.

"Jeudi, la radio annonça la mort d'Habyarimana. Rien de particulier n'est arrivé à Ntarama ce jour-là. Vendredi, des réfugiés⁴³ arrivèrent en foule du secteur de Kibungo de la commune de Kanzenze. Les gens disaient qu'ils venaient parce qu'ils avaient entendu dire que nous avions mis sur pied un système de défense local pour empêcher les interahamwe de venir jusqu'à notre secteur. Tutsi et hutu étaient mêlés. Nous utilisions des pierres, des arcs et des flèches. Ce refoulement des interahamwe dura une semaine. Les miliciens étaient aidés par quelques policiers communaux armés mais ils n'avaient pas suffisamment d'armes pour venir à bout de notre résistance. Ils ne réussirent pas à passer nos barrières. Pendant que les hommes tenaient les barrières, les femmes âgées et les enfants trouvaient refuge dans l'église.

Après une semaine, des soldats armés furent appelés. La population locale fut obligée de prendre la fuite. Beaucoup de gens allèrent se cacher dans l'église. Il y avait un adjudant, Marko Nsabimane, un hutu, qui cachait une cinquantaine de personnes. Les miliciens les trouvèrent et vinrent à sa maison pour tuer tous ces gens. Les jeunes hommes, qui étaient assistés par quelques femmes, surtout des jeunes femmes non-mariées continuèrent à se battre et réussirent même à s'emparer de quelques grenades. Ils les empêchèrent d'arriver à l'église.

Beata explique que Ntarama était dominée par des tutsi et que l'annonce de la mort du président avait été suivie par des rumeurs qu'il y aurait des massacres de hutu. Beaucoup de hutu fuirent. Certains restèrent et plus tard trouvèrent refuge dans l'église ou rejoignirent

⁴³les Rwandais utilisent le terme "réfugiés" en référence à des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

les interahamwe quand la situation devint extrêmement violente. Elle ajoute que les hutu résidents à Ntarama n'étaient pas précédemment connus comme membres des interahamwe.

Le 15, il n'y avait plus d'espoir pour nous. Des soldats bien armés et des interahamwe sont venus vers l'église, attaquant par trois côtés. Deux fronts venaient de la limite des secteurs de Kibungo et Ntarama et un autre de Kanzenze. Ils arrivèrent tous au même moment, vers 11h. Nos jeunes gens et jeunes filles étaient débordés, ils ne savaient plus quel front défendre, alors ils s'enfuirent dans l'école primaire de Cyugaro.

Les gens à l'intérieur de l'église ne savaient pas que la défense avait lâché. J'étais dans l'église ce jour-là. J'étais prête à aller à la défense mais mon fils de quatre ans est devenu très difficile et je n'ai pu le laisser. Un groupe de soldats et d'interahamwe ont attaqué l'église. Ils ont fait des trous dans les murs arrière et ont jeté des grenades à travers les trous. Chacun essayait de se couvrir. Les interahamwe alors sont entrés avec des machettes et ont commencé à massacrer. Au moins un soldat en uniforme continuait à tirer à l'intérieur de l'église pour protéger les interahamwe pendant qu'ils étaient à l'intérieur de l'église et qu'ils avaient commencé leur "travail". Les interahamwe comprenaient des femmes et de jeunes garçons, de 11 à 14 ans, ils portaient des lances et des bâtons pointus. Ils les utilisaient pour battre les enfants à mort.

Pendant qu'ils tuaient à la machette, les interahamwe discutaient leur travail, s'indiquant les uns aux autres les personnes blessées afin de les achever. Après un moment, ils discutèrent s'il valait mieux continuer à tuer ou s'ils pouvaient commencer à piller. Ils décidèrent de piller avant que tout le monde ne soit mort. Nous avons été sauvés par leur avidité. Ils prirent quelques réfugiés encore en vie à l'extérieur, dans l'idée de leur demander de l'argent. Alors ils les attaquèrent, les laissant pour morts. C'est ce qui est arrivé à ma sœur.

J'étais tombée sous des corps morts. Je ne pouvais pas bouger parce qu'il y avait trop de cadavres au-dessus de moi. Les interahamwe quittèrent en pensant que tout le monde était mort. Aux environs de trois heures de l'après-midi, quelques personnes qui avaient survécu à l'attaque de l'école primaire de Cyugaro sont venues voir si quelques uns d'entre nous survivaient. Je reconnus la première personne qui

entra dans l'église et l'appelai. Il me releva. Je vis mon fils de quatre ans couché dans une flaque de sang. Je pensais qu'il était mort, une lance transperçait sa tête d'un bout à l'autre, mais quand je l'ai touché, j'ai réalisé qu'il respirait toujours. L'homme m'aida et le prit dans ses bras. Je regardai autour de moi pour voir s'il y avait d'autres membres de ma famille encore en vie. Je vis le corps de ma mère, Langwilde Mukamabano, mes deux belle-sœurs et leurs enfants. Une plus jeune soeur, Anne Maria Mutuyimana, qui semblait morte, était à peine en vie. (Elle mourut suite à l'attaque contre l'école).

Nous sortîmes de l'église. Mais quelques mètres plus loin, nous vîmes un groupe de réfugiés arriver du bureau du secteur. Ils nous dirent qu'un groupe d'attaquants était en train d'arriver. L'homme qui m'avait aidé me dit que porter un enfant qui était clairement condamné à mourir rendait la fuite impossible. Il suggéra qu'on abandonne l'enfant. Et c'est ce que je fis. Je laissai mon enfant agonisant mourir seul.

Après une courte distance, nous avons appris que l'information à propos de l'attaque était fausse. Je revins près de mon enfant et me dirigeai vers l'école de Cyugaro. Sur la route, j'aperçus des gens porter ma sœur aînée qui avait été sortie de l'église pour donner de l'argent aux miliciens. Je la pensais morte, comme l'avait cru l'interahamwe qui l'avait battue sur la tête avec une massue. Nous allâmes tous à l'école. Le lendemain matin, mon frère retourna à l'église pour chercher d'autres survivants. Il trouva ma jeune sœur en vie et l'emmena à l'école dans une brouette. Elle avait reçu de méchants coups de machette sur le cou, une épaule et une jambe.

Tuer toute la population de Ntarama était un travail difficile, et cela demanda une longue succession d'attaques aux interahamwe, avec l'assistance militaire de soldats professionnels, avant qu'ils ne réussissent à tuer autant qu'il le voulait.

Les interahamwe et même quelques soldats lancèrent de temps en temps des attaques contre l'école. Cette fois, des réfugiés qui n'avaient pas été blessés trop gravement, hommes et femmes, se battirent et les repoussèrent. Ces petites confrontations durèrent une semaine, jusqu'au 22 avril. Le vendredi, la résistance avait déjà blessé un soldat, tué un autre et récupéré son arme. Un des réfugiés, le chauffeur de la commune, savait l'utiliser.

Le lendemain matin, deux bus de soldats arrivèrent, Ils ressemblaient à la Garde Présidentielle, au vu de leurs uniformes. Les gens essayèrent de résister, mais avec seulement un fusil, des arcs, des flèches et des pierres, nous ne faisons pas le poids face à tous ces soldats avec leurs fusils. Il y avait trop de soldats. Celui qui pouvait encore fuir s'enfuyait. Ils entrèrent à l'intérieur et attaquèrent les blessés, les faibles, les vieux, les jeunes ou ceux qui étaient seulement effrayés. Ils massacrèrent avec beaucoup plus de colère que la première fois. Alors les interahamwe et les soldats s'en allèrent.

Mais ils avaient du conclure qu'ils n'avaient pas fait un bon travail, nous pensions qu'ils avaient remarqué qu'il y avait encore des gens dans les classes à l'arrière, y compris mon fils et mes sœurs. Alors le lendemain matin, il y eut une nouvelle attaque. Cette fois, les gens étaient trop effrayés et trop faibles pour mettre sur pied une contre-attaque. Le combat contre nous continua pendant trois jours. Beaucoup de gens qui se cachaient dans les marais pendant le jour revenaient à l'école la nuit. Ma sœur a été une des personnes à être tuée.

Je pris mon fils et courus. Beaucoup de gens prirent la même direction. Ils nous chassèrent jusqu'à la rivière.

Je voulais traverser la rivière et aller à la commune de Mugina à Gitarama. Mais je découvris que les interahamwe de Mugina avait placé des barrières pour nous empêcher de traverser. Il y avait des interahamwe sur les deux talus de la rivière et ils tiraient. Les interahamwe du côté de Ntarama nous commandaient de nous suicider en nous jetant dans la rivière. En désespoir et afin d'éviter une mort atroce sous la machette, beaucoup de gens sautèrent et se noyèrent, y compris beaucoup de femmes avec des bébés attachés sur leur dos. Sachant la mort qui les attendait, des papas jetèrent leurs enfants à l'eau comme un dernier geste d'amour.

Ceux d'entre nous qui refusèrent de se suicider coururent de haut en bas du talus de la rivière, jouant à cache-cache avec nos attaquants. Au soir, quand il commença à faire noir, les interahamwe s'en allèrent et nous retournâmes à l'école. C'était une consolation de trouver des gens là-bas. Le jeu de cache-cache avec nos bourreaux recommença à nouveau. Maintenant il n'y avait plus que les interahamwe qui nous chassaient. Nous nous cachions dans les marais durant le jour et revenions à l'école la nuit. Les interahamwe décidèrent alors d'attaquer les marais, la partie près des champs secs. Quand ils commencèrent,

nous nous enfonçâmes plus loin dans les marais. Nous avons toujours le chauffeur avec le fusil. On avait demandé à un policier communal tutsi de faire un rapport pour son travail. Il avait un neveu hutu dans l'armée, le fils de sa sœur. Le jeune homme visite son oncle et apprend que les interahamwe chassaient les tutsi dans les marais. Furieux, le jeune homme vint aux marais, mobilisant et organisant les hommes pour combattre les interahamwe. Maintenant qu'ils avaient deux fusils en plus des arcs et des flèches, et l'aide du soldat, le moral des hommes remonta et ils résistèrent. Les interahamwe prirent peur et les attaques stoppèrent. Nos hommes ont été aidés aussi par un troisième fusil, un directeur de prison qui était venu aider les interahamwe l'avait laissé tomber dans les marais. Quand il fut clair que les interahamwe ne relanceraient pas leurs attaques, le soldat retourna sur la terre sèche. Des rumeurs se répandirent, disant que l'oncle avait aidé le soldat. Les deux furent tués. Nous vîmes leurs corps quand nous avons été sauvés plus tard. Nous sommes restés dans les marais jusqu'au moment où le FPR prit la région et nous recueillit.

Beata a identifié Simon Urayenzeza, un homme d'affaires de Nyamata et Jean Marie Vianney Ngango parmi les leaders des interahamwe responsables des tueries.⁴⁴

Valentine Mulisa, une paysanne, est une autre survivante du massacre de l'église de Ntarama. Elle a raconté son histoire à African Rights.

Le jeudi matin, un véhicule plein de gendarmes est passé devant notre maison. Directement après, le bourgmestre de Kanzenze est passé dans la même direction pour donner un meeting à Nyamabuye juste en-dessous de notre maison. Les gendarmes nous arrêtaient et nous dirent de ne pas aller cultiver pour des raisons de sécurité. Ils dirent aussi que le bourgmestre allait s'adresser à la population à propos de la sécurité. Je ne suis pas allée au meeting mais les hommes de ma famille y sont allés. Ils sont revenus et nous ont fait un rapport. Il leur avait apparemment dit qu'il y allait avoir une guerre et que les gens allaient devoir se défendre eux-mêmes. Après cela, le bourgmestre tint un autre meeting avec les interahamwe. Nous ne savons pas ce que s'est passé entre eux.

Peu après ce meeting, la maison d'un maçon vivant à

⁴⁴interviewé à Nyamata, Bugesera, le 30 mai 1994.

Nyamabuye fut incendiée. Il y eut de la panique tout autour. Les gens ont commencé à fuir vers l'église de Ntarama. A la nuit tombante, nous pensions revenir pour chercher à manger dans nos maisons. Les hommes s'organisèrent pour défendre les réfugiés et les femmes portèrent des pierres pour les hommes et les distribuèrent. Cela dura une semaine. Quand les interahamwe réalisèrent qu'ils ne pourraient nous vaincre seuls, ils appelèrent des soldats pour les aider contre nous. Quand les soldats arrivèrent, de plus en plus de gens affluèrent à l'église pour chercher protection. Les attaquants poursuivaient les réfugiés à l'église. Ils se découragèrent. Mais le lendemain, ils revinrent pour ce qui était clairement une opération sérieuse.

J'étais près de la porte quand ils arrivèrent. J'avais mon bébé qui avait un an et sept mois attaché dans mon dos. Ils jetèrent des grenades à travers les trous qu'ils avaient faits à l'arrière de l'église. Il y avait deux portes. Je courus à travers une d'entre elles et me cachai sous un tas de mauvaises herbes préparées pour être brûlées. De là, je regardai le carnage.

Quand les gens allaient être tués, ils ne hurlaient pas pour demander grâce. C'était comme s'ils savaient que leur mort était inévitable. Il y avait les classes de catéchisme à l'arrière. Beaucoup de gens à l'intérieur de ces classes furent brûlés vifs. Ils enflammèrent des feuilles de bananier et les poussèrent sous les gens. Les réfugiés ne pouvaient pas s'enfuir parce-qu'ils voyaient les interahamwe qui les attendaient dehors. En même temps, ils étaient occupés à tuer à la machette à l'intérieur de l'église. Des bus arrivèrent amenant des soldats et des interahamwe. Bien entendu, la self-défense des réfugiés s'écroula. Quelques survivants et moi, allèrent sur une colline, à Kimpiri, et nous vîmes les interahamwe arriver. La nécessité de fuir nous poussait vers la rivière, avec les interahamwe à notre poursuite. Ils hurlaient "Vous devez vous noyer. Vous allez vous noyer et aboutir en Ethiopie, d'où vous provenez". Un certain nombre de personnes ont été tuées à Kinyire, nous forçant à quitter. Ils partirent pendant la nuit et nous retournâmes à l'école de Cyugaro. Nous avons trouvé beaucoup de cadavres quand nous sommes arrivés là. Pour je ne sais quelle raison, nous nous persuadions nous-mêmes que les miliciens n'allaient pas revenir. Mais ils revinrent le matin suivant, nous repoussant dans les marais de papyrus qu'ils avaient nommés CND (d'après le nom du quartier général du FPR à Kigali). Ils coupèrent beaucoup de buissons de

papyrus pour éclaircir une route joignant Rurindo and Kimpiri.

Valentine et son enfant trouvèrent alors refuge dans les marais où ils continuèrent à vivre les plus déchirantes expériences. La suite de son témoignage est au chapitre suivant.

Reine Munyantore, une élève de 19 ans de l'école secondaire à Rugenge, Kigali a aussi survécu au massacre.

Les tensions s'intensifièrent à Ntarama le samedi 9. Quand les attaques semblèrent inévitables, une self-défense locale s'organisa à Kinkwi qui incluait à la fois des hutu et des tutsi. Il y eut des confrontations entre eux et les interahamwe. La défense s'écroula quand les interahamwe reçurent le renfort des soldats. Quelques hutu, mais certainement pas tous, rejoignirent les interahamwe. Les gens trouvèrent refuge dans l'église, particulièrement les femmes, les enfants et les personnes âgées. Les combats continuèrent à l'église des deux côtés. Quand ceux qui avaient monté la défense furent battus, certains rejoignirent ceux de l'église et d'autres coururent jusqu'à l'école toute proche de Cyugaro. J'allai à l'école.

Il y eut un terrible massacre dans l'église. Après qu'ils eurent tué les gens dans l'église, les attaquants devinrent beaucoup plus intéressés au pillage, nous donnant le temps d'aller nous cacher dans un coin ou l'autre de l'école ou ailleurs. Je restai absente une semaine de l'école avant d'y revenir. Nous avons passé trois jours là. Bien qu'il n'y avait pas d'attaque, l'école était si près de la route que nous nous sentions en insécurité. Alors, pendant le jour, nous nous cachions dans les buissons.

Après trois jours, deux bus de soldats et d'interahamwe arrivèrent à l'école. Ils arrivèrent à 10h. Mais ceux qui étaient bien portants étaient déjà partis se cacher. Ils tuèrent donc les vieux et ceux qui avaient été blessés lors de l'attaque de l'église. Nous continuions quand même à revenir là pendant la nuit, parce qu'il n'y avait pas d'autre endroit sûr. Ils revinrent après la seconde attaque. Des voisins et moi-même, nous avons alors décidé d'aller nous cacher dans les buissons près de nos propres maisons. Une fois, nous entendîmes les interahamwe qui venaient juste de finir le pillage, dire qu'ils allaient revenir pour fouiller les buissons. Certains s'enfuirent dans les champs de sorgho. Je partis dans les marais

près de Kibungo. Je suis restée là jusqu'à l'arrivée du FPR. Pendant quelques semaines, nous nous cachions dans les marais pendant le jour et la nuit, dormions dans les bananeraies juste à côté. Nous nous étions enfuis avec une casserole que nous utilisions pour cuire des bananes et du manioc. Nous ne pouvions nous offrir le luxe de savoir si cela était comestible ou non.

Le jour avant le massacre à l'église, ma sœur de 14 ans, Pauline Angélique Munyantore, rejoint un groupe d'une centaine de personnes naïves qui croyaient dans la règle de la loi. Avant que les massacres ne commencent, ils décidèrent d'aller à Kigali à pied pour demander au gouvernement pourquoi des gens étaient tués. Je pense aussi qu'ils étaient influencés par la propagande de Radio Rwanda qui constamment rassurait les gens en disant que tout était ok. Radio Rwanda a une grande responsabilité. Le groupe comprenait des gens de toutes catégories sociales et âges. Ils ont été tués, nous avons entendu que certains ont été noyés dans la rivière Nyaborongo.⁴⁵

Pierre Canisius Rutagengwa, un professeur de Cyugaro confirme les témoignages donnés par les autres survivants du massacre.

Nous avons entendu l'annonce de la mort du Président à la radio le matin du 7. Dans la campagne, les tensions politiques ne sont pas aussi aiguës qu'elles le sont en ville, les tueries ont commencé le 14 avril. Un important groupe de soldats et d'interahamwe arrivèrent, avec la plupart des résidents ordinaires de la région. Ils pillèrent et brûlèrent les maisons.

Nous avons trouvé refuge dans l'école de Cyugaro. Il y avait des milliers et des milliers de réfugiés, peut être 7.000. Ils venaient de tous les secteurs de Ntarama. Nous sommes restés là cinq jours avant d'être attaqués par des soldats venant de Kigali dans deux bus, deux van et deux combi Daihatsu. Ils tirèrent directement dans les réfugiés. A peu près deux cents personnes moururent directement sous le tir. Le jour suivant, les interahamwe et les soldats tuèrent les gens dans l'église de Ntarama. L'église est très près de l'école et d'où nous étions, nous pouvions suivre l'attaque.

Quand ils allèrent à l'église, nous nous enfûmes de l'école vers les marais de papyrus. Nous passions le jour là et rentrions la nuit à l'école. Les interahamwe, qui comprenaient des gens de tous les secteurs de la commune, venaient chaque jour chercher après nous.

⁴⁵interviewée à Nyamata, Bugesera, le 3 juin 1994

Ceux qu'ils trouvaient, ils les tuaient. Habituellement, ils venaient vers 11.00 -12.00,. ils étaient très ponctuels. C'était rare pour eux de lancer une attaque après 14h30.

Le 22, il y eut un grand massacre dans la vallée. La plupart des membres de ma famille furent tués, y compris ma vieille maman de 84 ans, mon frère aîné et sa femme, onze enfants, y compris deux étudiants de l'école secondaire et une sœur. Nous sommes restés dans les marais jusqu'à l'arrivée du FPR le 14 mai.⁴⁶

Emerithe Uwinera, une fermière de 17 ans de Kibingo dans la commune de Kanzenze était aussi dans l'attaque de Ntarama. Avec sa famille, elle s'enfuit vers Ntarama quand les maisons de Kibingo commencèrent à brûler. Après la défaite de la self-defense de Ntarama, ils trouvèrent refuge dans l'église.

Nous nous rendîmes à l'église pour voir nos prêtres. Nous ne pensions pas qu'il y aurait des massacres à l'intérieur de la maison de Dieu. Mais il y eut un terrible massacre à l'intérieur de l'église. J'ai souffert d'une attaque d'une lance sur le côté droit de la tête et ai été coupée par des pierres sur le côté gauche de la tête.

Au moment de l'interview, Emerithe avait de larges balafres sur le côté gauche de la tête. A part un frère de 11 ans, toute sa famille immédiate a été tuée dans l'attaque. Son père, Laurent Karega; sa mère, Dative Nyarahategekimana; ses quatre frères et sœurs, Léoncie Kagoyire, 13 ans; Célestin Tuyisenge, 18 ans; Aimable Nshuti, 6 ans; Ndayishimye, 4 ans. Sa tante, Goretti Mukaruzima, mourut aussi dans le massacre. Au début de juin, Emérithe et son frère vivaient chez une tante à Nyamata.

Mais ce n'est pas seulement ma famille qui est morte dans ces massacres. Un grand nombre de mes amis de Kibingo ont aussi été tués. Beaucoup de ceux qui survécurent à l'attaque dans l'église, moururent plus tard quand ils ont été attaqués sur la route ou dans les marais. Quelques uns de mes amis et beaucoup d'autres gens de Kibingo se sont noyés.

⁴⁶interviewé à Nyamata, Bugesera, le 30 mai 1994

*Quand la vie redeviendra normale à nouveau, combien de personnes de Kibingo seront là ? Penser au futur sans notre famille et nos amis nous blesse très profondément.*⁴⁷

Ntarama n'a pas été un massacre exceptionnel. Toutes les composantes d'une tuerie de masse bien organisée étaient là : rassemblement des gens dans un lieu, siège, assauts militaires coordonnés, pillages, et la chasse aux survivants. Ce modèle s'est répété dans tout le Rwanda. (in : *Rwanda, Death, Despair and Defiance-African Rights*. page 209 à 216.)

lundi 14 juillet.

On s'habitue à la présence de militaires en armes, les contrôles, dès que l'on sort de Kigali, sont fréquents, il faut montrer ses papiers, descendre du taxi, les militaires sont sévères, ne parlent pas, ne sourient pas. C'est la consigne nous dira-t-on. La discipline des troupes de l'APR est bien connue. De temps en temps, malgré tout, l'un ou l'autre daignera nous lancer un petit sourire. Ils seront nettement plus nombreux à Butare, et les armes plus sophistiquées, il est vrai que là, nous ne sommes pas loin d'une "zone rouge", celles où l'ambassade de Belgique interdit à ses coopérants de se rendre, les blanches sont sans danger, les jaunes risquées et autorisées avec un détachement militaire. Ce n'est bien sûr pas valable pour nous, c'est une indication. Des embuscades sont possibles, surtout dans le Nord, des bus sont attaqués, parfois des gens tués ou blessés, de temps en temps, l'un ou l'autre Rwandais autour de nous, en parle : *"Il faut que je rentre plus tôt, ma cousine a été prise dans une embuscade, des amis sont morts"*. La voisine a vu le bus devant le sien attaqué par cinq hutu, près de Ruhengeri. Ils y ont mis le feu, mais heureusement, deux voitures de l'APR sont arrivées et les ont délivrés. *"C'est là que j'ai vu que j'avais encore peur de la mort"...*

Butare est une petite ville, plus agréable que Kigali. Nous logeons dans un hôtel très simple, avec un superbe patio fleuri.

Visite l'après-midi du Musée National. La vie quotidienne de l'ancien Rwanda y est décrite, nous y voyons de magnifiques vanneries, il y a aussi une hutte traditionnelle de chef, datant des années 50, remontée sur place. Tout y est circulaire, et les espaces séparés par des tapis. Nous y constatons un léger flottement au niveau de l'histoire contemporaine...

Le soir, visite impromptue de M. Mbonimana, qui nous instruit sur Butare, son histoire, récente et passée, son université.

⁴⁷interviewée à Nyamata, Bugesera, le 1 juin 1994

Le 19 avril 1994 à Butare, il n'y avait toujours pas eu de massacres, le préfet s'y était jusque là opposé. Alors, ils sont venus, Kambanda et le président du MNRD, devenu président du nouveau gouvernement. Ils ont fait des discours enflammés, incitant la population aux massacres: "*Il y a des gens qui sont indifférents à ce qui se passe dans le pays*". Le lendemain, les tueries ont commencé. Le préfet et sa famille comptèrent parmi les premières victimes.

Butare, avant s'appelait Astrida, c'était là qu'il y avait le collège destiné aux fils de chefs et l'école pour enfants de blancs, tenus par les Frères de la Charité de Gand. Maintenant, il y a aussi l'université, fondée en 1967.

La basilique est dédiée à la Reine Astrid, nous y verrons une stèle:

A la douce mémoire
de SM Astrid
Reine des Belges
Mère aimée de son peuple
d'Europe et d'Afrique.

Dans les années cinquante, les évolués sont devenus des "évoluant". Certains trouvaient ce terme moins "péjoratif". Pour tout le Congo, à l'indépendance, il y avait deux universitaires. Au Rwanda, aucun. Alexis Kagame, lui, avait étudié à Rome. Quand Kayibanda (appuyé par l'Eglise) a créé l'université à Butare, en 67, il a fait appel aux Canadiens, aux Dominicains canadiens, les Belges n'étaient pas d'accord : les Jésuites avaient transporté le collège de Nyanza à Bujumbura, "*C'est une situation meilleure pour rayonner*".

Il y avait un apartheid également dans les fréquentations des lieux, un quartier pour les blancs (Ngoma, à Butare), l'hôpital universitaire avait deux sections, l'une pour les blancs, l'autre pour les noirs, un autre clivage séparait les "évoluant" des autres noirs : il fallait une carte spéciale pour entrer dans les deux hôtels, l'Ibis et le Faucon, une carte de "mérite civique", jusqu'à l'indépendance. Dernièrement, l'Ibis était fréquenté par une clientèle pro-FPR et le Faucon, pro-hutu...

A l'université, il n'y avait pas d'examen d'entrée, c'était le système de quotas qui déterminait le nombre d'étudiants, le personnel enseignant et le recteur recevaient des listes et n'avaient rien à dire, car il y avait aussi les quotas non-officiels, ceux départageant le Nord et le Sud.

Maintenant, l'examen d'entrée est anonyme : celui qui a la capacité entre à l'université. La première année est consacrée à l'étude de l'anglais et du français, afin que les étudiants puissent après suivre des cours dans les deux langues. Quand la France a appris cela, elle a décidé de fournir le matériel scolaire. Les jeunes qui reviennent

des camps de réfugiés de l'ex-Zaïre sont passés par un camp de solidarité d'un mois, où ils suivent un programme de rééducation basé sur le dialogue.

Là, on a découvert que, dans les camps de l'ex-Zaïre, tous avaient été obligés de suivre un entraînement militaire.

mardi 15 juillet.

Nous allons à Murambi, visiter ce que l'on appelle un "site génocidaire". Taxi en commun jusqu'à Gikongoro, visite à la préfecture pour obtenir l'autorisation d'entrer sur le site.

De la préfecture au site, il y a quatre kilomètres à pied. Nous voyons, au sommet d'une colline en face de celle où nous sommes, le grand bâtiment qui était censé devenir une école secondaire. La route serpente sur les flancs des collines, il fait doux, les paysages sont beaux, les odeurs douces, le gazouillis des oiseaux nous accompagne, les arrondis du paysage me font penser à la Toscane. Nous passons un hameau où les femmes trient le sorgho et le font sécher. Les basungu à pieds sont objets de curiosité, les enfants rient. La route remonte vers le sommet de la colline, nous arrivons devant des bâtiments en construction, restés tels quels depuis 94.

Une grande dalle de béton recouverte de fleurs témoigne ici du massacre de 27.000 personnes en un seul jour. Un homme s'avance vers nous et nous propose de le suivre, il porte des gants de caoutchouc, un masque de carton protégeant la bouche, il dit: *"Nous travaillons ici pour le moment, nous nettoions les corps"*. Il nous montre une dizaine de personnes qui portent les mêmes vêtements protecteurs, puis, une à une, sans plus dire un mot, il ouvre les portes de ce qui devait être des classes : l'odeur nous prend à la gorge, j'arrête de respirer, dans chaque espace, des corps momifiés, blanchis à la chaux, sont disposés sur le sol, dans certaines, ils sont nettoyés et redevenus bruns, tout secs, il y a de petits corps d'enfants, de grands corps tordus, les vêtements ont été retirés, certains corps portent une petite étiquette, l'homme dit : *"Nous travaillons aussi à les identifier, les famille peuvent alors les reprendre et leur offrir leur propre cérémonie d'enterrement"*. Il ajoute : *" Ma famille est là, aussi, on veut garder le site comme cela, en faire comme un musée, un mémorial, que l'on oublie pas"*.

Je signe le livre d'or pour le Groupov, c'est un geste de solidarité, le seul que l'on puisse faire, tant l'on se sent paralysé, anesthésié. 27.000 personnes en un jour. Les tueurs ici n'ont rien à envier aux nazis, la machine de l'horreur fonctionnait bien, alors les chiffres nous reviennent: bien sûr, la moyenne est de 10.000 morts par jour pendant trois mois.

Aujourd'hui, trois ans après, les familles recherchent encore les corps de leurs disparus, ne se lassent pas de chercher, certaines parfois, sur 24 disparus, n'en retrouvent qu'un : celui-là, on l'enterre

pour tous les autres. Le soleil sur le chemin du retour sera de plomb, nous marchons vite, à Gikongoro, en attendant le taxi, je bois un grand verre de lait caillé, c'est la première fois que je goûte l'ikivuguto, à chaque fois que j'en bois, maintenant, je pense à Murambi et au souffle de ses morts. Fin d'après-midi, à Butare, Véronique sera malade.

Après-midi, visite de l'université, puis discussion, à l'heure de l'apéritif, avec M. MBonimana, je l'oriente sur Ryangombe.

Les cultes de Ryangombe ont été interdits en 1931, mais on a continué à les pratiquer clandestinement, tout en allant à l'Eglise. Maintenant, ils ne sont plus pratiqués, les chansons liées au culte ont subsisté jusque dans les années soixante.

Binego est resté dans les dictons populaires, on peut dire de quelqu'un: "Il fait son Binego".

Casse cette pierre avec tes dents.

L'initié essaie de casser la pierre.

Je ne peux pas.

De même que tu ne peux casser la pierre avec tes dents, tu ne pas divulguer le secret des initiés.

Saute et attrape une étoile entre tes mains.

L'initié saute et essaie d'attraper une étoile.

Je ne peux pas.

De même que tu ne peux atteindre l'étoile en sautant, tu ne peux dévoiler le secret des initiés.

Le soir, dîner convivial chez Chantal et son mari, Jean-Damascène, vice-recteur de l'Université, issu de l'Université de Gand, il a été notre guide cette après-midi, dans le très beau campus, à l'américaine. Ici, comme ailleurs, les moyens sont rares, les professeurs manquent et la coopération avec la Belgique est toujours bloquée, du moins du côté flamand, mais c'est là qu'il y a le plus d'argent...

Les deux enfants sont là, ils ont fait le voyage avec nous car ils vivent encore en Belgique. La sœur de Chantal est la seule rescapée de la famille. Chantal a fait partie d'une des premières brigades à venir au Rwanda, juste après le génocide, elle raconte son enfance...

"A 6 ans, quand je suis entrée à l'école, je ne savais pas que j'étais tutsi, on ne m'en avait pas parlé à la maison, quand les hutu ont dû lever la main, j'ai demandé et moi? On m'a dit, toi tu es tutsi, les hutu tendaient le bras fièrement, mais les tutsi levaient timidement le doigt, je ne comprenais pas, j'ai demandé à maman de m'expliquer".

mercredi 16 juillet.

Nous rencontrons ce matin, **Simon Gasiberese**, professeur à la Faculté de Psychologie et qui développe un programme de Santé Mentale pour les victimes du génocide et pour tous les Rwandais, en collaboration avec l'UCL.

"Discours sur la traversée du drame Rwandais"

Chaque Rwandais devrait pouvoir raconter comme il a vécu cela, s'il a confiance en vous. Or les gens maintenant lui disent de se taire, il est obligé de ravalé ce qu'il avait à dire et est confirmé dans la négation des structures de communication. Si on permet aux gens de parler, on les remet dans le circuit. Par les paroles, passent les souffrances, puis viennent aussi les rires.

Surtout depuis 59, la santé mentale a été construite de façon destructive, visant à la destruction des liens que les gens tissent entre eux pour être unis dans un groupe.

La cohabitation est maintenant difficile, il y a eu beaucoup de suicides, des délires. Le retour des réfugiés de 94 a réactivé les angoisses. "Nous sommes tous traumatisés"

Comment réhabiliter l'homme au Rwanda ? le tissu communautaire ? le lien social ?

Comment ? cela doit passer par :

- les structures de communication, le langage, le théâtre, tout ce qui relie les gens au plan symbolique;
- la solidarité : se sentir responsable des uns et des autres, de la vie et de la mort : cette solidarité est à construire, il faut à nouveau oser aller chercher du feu chez son voisin;

- les mécanismes de gestion des conflits : il y a toujours des différences, mais la possibilité de les gérer a été détruite, essentiellement par le culte de l'impunité, à tous les niveaux, le tutsi n'avait plus de droits, on pouvait le sortir n'importe où, n'importe comment, de l'autobus sous la pluie, on pouvait lui interdire l'entrée d'une école....

Simon Gasiberese Programme de Santé mental - Université de Butare.

J'ai vu les fleurs rouges de l'érythrine, l'arbre sacré du culte de Ryangombe, sur la route de Butare à Kigali. A chaque fois que nous en voyons, Gamaliel NBonimana, qui fait le trajet de retour dans le même taxi, me les indique. Avant cela, nous sommes passés devant

Save, là où la première mission s'est installée au Rwanda, elle faisait au départ 750 ha, c'est maintenant une grande propriété de quelques 450 hectares appartenant toujours aux missionnaires, elle a dit-on été bien enregistrée par le cadastre. Au début du siècle, les paysans étaient inclus dans le partage des terres, ils devenaient la propriété des missionnaires, ce qui provoquait des conflits avec le Mwami (le Roi).

Nous dépassons Kabgayi et son séminaire de briques rouges. *"il y a là beaucoup d'archives"*. Mon voisin me questionne, je parle du projet de pièce, il dira : *"C'est une pièce idéologique, il faut se méfier de l'idéologie"*. Il est originaire du Nord, je le comprends dans la conversation qui tout à coup anime le taxi "Intercity Express"...

A 14h, j'ai rendez-vous à Kigali avec African Rights et **Pacifique Kabalisa**.

Discussion sur les témoignages, ce qu'il serait intéressant de trouver, pour nous. Préparation également avec lui des plaintes à déposer contre des génocidaires présents en Belgique, entre autres les Sœurs de Sovu, qui vivent toujours à Maredret.

Depuis trois ans, il est de plus en plus difficile de trouver des personnes rescapées qui acceptent de témoigner. D'une part, il y a eu - et cela arrive encore - depuis 1994, beaucoup de témoins tués et par ailleurs, des témoins sont las et déçus de voir que leur témoignage n'a pas servi, que certains tueurs sont encore en liberté ou que personne n'a encore été condamné.

Deux personnes accepteraient de témoigner contre les sœurs accusées de génocide et réfugiées à Maredret.

Un homme, dont la femme et les enfants ont été tués. Il a cherché à connaître les circonstances de leur mort et a suivi les traces des témoignages. Sœur Gertrude, la supérieure du couvent, aurait joué un rôle. La famille s'était réfugiée à Sovu. Or, Sœur Gertrude était une amie de la famille, ils allaient souvent la visiter au couvent. Depuis qu'il connaît sa responsabilité dans le génocide, il lui envoie un fax chaque mois où il lui demande des nouvelles de sa femme et de ses enfants. Il lui a téléphoné une fois, il a pu lui parler, mais elle l'a devancé, a dit : *"Oh, mais où sont ta femme et tes enfants ?"* Il a répondu : *"C'est ce que je voulais te demander"*. Elle a raccroché.

L'autre témoin est une ancienne religieuse qui a perdu toute sa famille. Ceux qui avaient pu échapper aux massacres sur leur colline sont venus se réfugier à Sovu. Là, ils ont été livrés petit à petit par Sœur Gertrude. Elle a été évacuée, avec d'autres sœurs, à Maredret, après le génocide. Vivre à côté de Gertrude, bien accueillie malgré les accusations portées contre elle, lui a fait douter de sa foi. Elle a écrit au Vatican, a reçu une réponse l'autorisant à quitter les ordres. Elle peut maintenant témoigner. Il est en effet

demandé aux religieux et religieuses de ne pas accuser publiquement un de leurs confrères, une de leurs consœurs. Elle-même, étant encore dans les ordres, avait subi des pressions lui enjoignant de ne pas accuser sa supérieure, à qui elle devait obéissance. Elle a été, avec d'autres sœurs tutsi, considérée comme "rebelle". Avec une condisciple, elle s'était enfuie de Maredret pour pouvoir rentrer au Rwanda. Un prêtre s'y était alors rendu, afin de leur faire signer une promesse de ne jamais se porter partie civile contre leur supérieure et l'autre sœur également accusée de génocide.

Pacifique, par rapport à la recherche de témoins pour la pièce, dit que c'est important de s'intéresser aux personnes représentant les spécificités du génocide rwandais. Beaucoup d'individus impliqués sont devenus les meurtriers de proches, parfois même de membres de leur propre famille. Il suggère de chercher des témoignages que l'on ne retrouve pas ailleurs, qui n'ont pas été publiés, car ceux-ci, déjà retranscrits, sont d'une certaine manière épurés. Des détails, des analogies, des références symboliques, qui, pour une pièce de théâtre, peuvent être riches de sens, en ont été éliminés.

Il évoque les régions où il y avait beaucoup de femmes hutu mariées à des tutsi, entre autres dans la préfecture de Gitarama. Il cite l'exemple de J. Son mari a été tué dès le début du génocide, elle et ses enfants ont été épargnés. Elle est alors retournée se réfugier dans sa famille, mais ses propres frères ont exécuté ses enfants devant elle, lui disant qu'ils étaient tutsi, comme leur père, et qu'il fallait exterminer tous les tutsi. A la fin de la guerre, elle a accusé ses frères et ceux-ci sont maintenant en prison. Mais les autres membres de la famille, y compris ses parents, l'ont mise à la porte: ils n'acceptent pas qu'elle ait dénoncé ses frères.

Des cas comme celui-là ne sont pas rares et ces femmes se retrouvent plus démunies que tout : elles sont seules, ne peuvent compter sur la solidarité familiale, sont obligées de déménager, de changer de région, elles se sentent menacées.

Peut-être faudrait-il aussi prospecter du côté des twas, dont on ne parle pas souvent et qui se sont retrouvés des deux côtés, victimes ou bourreaux.

Il évoque ses rencontres avec un vieux twa, en prison à Nyanza, qui charge actuellement tout qui est impliqué dans le génocide, lui-même pourtant a participé. Il a été obligé de tuer, pour sauver sa propre vie. Il l'a reconnu, il ne nie pas, il a dit, à la fin d'un entretien, se mettant à genoux et en pleurant : *"Oui, j'ai tué, moi aussi, j'ai tué d'autres êtres humains"*.

A 17h, j'ai rendez-vous avec Privat Rutazibwa, afin de lui rendre les documents qu'il m'a prêtés pour que je les photocopie.

Privat me donne les publications de son agence de presse. Dans un des derniers numéros, il a retranscrit mot à mot l'intervention de Réginald Moreels, Secrétaire d'Etat à la Coopération, lors de sa conférence de presse à Kigali fin juin. Mis sur la sellette à propos de ses déclarations au journal belge "Humo" où il parlait d'un "génocide qui aurait eu lieu dans l'Est du Congo et où le Rwanda aurait joué un rôle", le Secrétaire d'Etat a beaucoup de mal à trouver ses mots et joue un jeu bien hypocrite. La retranscription littérale de ce galimatias met en lumière avec une efficacité mordante son embarras politique.

C'est un peu méchant, reconnaît Privat en me reconduisant à la maison, à la nuit tombante, je dis : c'est un très beau travail à proposer à un comédien...

Je ne sais pourquoi, je lui parle des Ardennes et des collines du Rwanda, des vieilles paysannes, à la sortie du travail des champs, le matin, les mains tordues par l'arthrose, les habits sales, la lassitude du corps et des regards, je pense à ma grand-mère, il me dit : "*Avez-vous lu Omer Marchal "Afrique, Afrique" ?*"

J'ai vu dans son bureau "le Monde" du 14 juillet
L'ONU accuse Kabila de crimes contre l'humanité.

Ici, la lecture de la presse "occidentale" me semble encore plus outrageuse, obscène, c'est un déni de la réalité. "Vous qui passez cette porte, perdez toute espérance". Pour notre siècle, ce sera la porte des médias, notre enfer. L'indécence de cette campagne au service d'intérêts géopolitiques - dans la société du crime, les assassins sont respectés - l'utilisation et la manipulation des sentiments et des émotions me révoltent, pire, me donnent envie de vomir. Qui depuis trois ans, dans la presse, a donné la parole aux victimes du génocide ? Qui a retransmis les cérémonies de commémoration, les deuils collectifs, les enterrements de 12.000, 20.000, 50.000 victimes ? Qui a donné la parole à un rescapé, à un orphelin, à quelqu'un qui a perdu 5 ou 20 ou même un seul membre de sa famille ? Afin que chacun puisse "souffrir" avec lui, d'abord, oui, souffrir avec lui - c'est à dire aussi ressentir dans sa propre chair ce que peut être une souffrance comme cela, n'est-ce pas cela que l'on devrait attendre, avant tout, d'un être humain, de tout être humain, peu importe la couleur de sa peau ? Et seulement, à partir de cette souffrance, expliquer, analyser, comprendre...

Souvent, quand on aborde le problème de la presse occidentale, de manière presque imperceptible, je ressens cette blessure présente chez les Rwandais, une fierté blessée qui ne demande rien, mais qui est là, réelle, indubitable. Parfois certains accusent, nous demandent : "*Quand en parlerez-vous décemment ?*" Le sujet est d'autant plus à l'ordre du jour que Paul Kagame a déclaré dans une interview au Washington Post que les troupes rwandaises avaient assisté Kabila. Mais qui y trouverait à redire, ici ?

Petites nouvelles des fameux camps de réfugiés hutu.
(d'après les différentes personnes rencontrées)

- Chaque chef de famille devait cotiser "pour l'effort de guerre" et le réarmement des milices, c'est à dire qu'il devait revendre une partie de sa ration alimentaire aux Zaïrois, pour obtenir le dollar mensuel nécessaire. Les données chiffrées concernant le nombre de réfugiés semblent avoir été revues à la hausse, ce qui fut tout bénéfique pour les autorités génocidaires ayant repris en main le contrôle des camps.

- Des cours y étaient donnés, on a retrouvés des cahiers de calcul avec le problème suivant : sur cinq tutsi, tu en tues trois : combien en reste-t-il ?

- Tous les jeunes devaient obligatoirement suivre un entraînement militaire. En fait, dès l'installation de la Zone Turquoise, la structure civile du régime génocidaire (les cadres du régime, les bourgmestres, les responsables de cellules : c'est-à-dire les responsables et les acteurs du génocide) encadra les réfugiés dans la fuite et organisa les camps. L'armée elle-même (FAR) se reforma et s'y organisa.⁴⁸

- Dans l'île où le gouvernement provisoire s'était installé et quand il en a été délogé en 1995, on a retrouvé des factures pour achat d'armes, en provenance de la FN au Kenya, ainsi que des armes neuves, des rations alimentaires militaires, de fabrication belge.

- Des infiltrations dans le Rwanda était pratiquées régulièrement, pour déstabiliser certaines régions, pour éliminer des témoins gênants, des plans d'attaque ont été retrouvés, avec des dates prévues pour une invasion armée au Rwanda, une de ces dates tombaient deux jours après la prise du camp de Muganga par les troupes de Kabila.

- Les ex-Far avaient fusionné avec les troupes de Mobutu et étaient bien plus motivées qu'elles.

- On oublie un peu trop vite le massacre des Banyamulenge, des tutsi présents dans l'Est du Congo par les milices hutu (en 95, le Zaïre lança une forte attaque anti-tutsi , en refusant la nationalité Zaïroise aux Banyamulenge présents pourtant sur le territoire depuis plusieurs générations, cela dans une région où la présence des camps hutu exacerbait les tensions : cette mesure déboucha en mars 96 sur une grande chasse aux Tutsi)

- Les réfugiés dans les camps étaient bien mieux nourris que la population zaïroise voisine, mais aussi que les rescapés du génocide. En décembre 96, les Rwandais de l'intérieur voyaient les

⁴⁸ voir C. Braeckman, "*Terreur africaine*" Ed. Fayard et B. Lugan, "*Histoire du Rwanda. De la Préhistoire à nos jours*". Ed. Bartillat.

réfugiés rentrer avec du matériel (couvertures, casseroles) dont ils ne disposaient pas.

- Il y a eu des morts : ceux qui voulaient rentrer au Rwanda étaient tués par les fascistes hutus, souvent avant même leur sortie du camp, chaque fois qu'il y avait des combats, certains voulaient s'enfuir, ils ont eux aussi été massacrés; ceux qui n'ont pas voulu rentrer, se sont enfoncés dans la forêt et y sont morts de faim, de maladie, d'épuisement (certains sont arrivés au Gabon); enfin, il y a eu les morts de la guerre (entre les forces de Kabila et celles de Mobutu, soutenues par les ex-Far).

jeudi 17 juillet.

Sur cette même question des camps, M. l'Ambassadeur Denis Polisi, actuellement secrétaire général du FPR, avec qui nous avons rendez-vous aujourd'hui, nous répondra :

"L'aide accordée aux camps était de 1 million cinq cent mille dollars par jour pour l'ONU et le HCR, de 300.000 écus par jour pour la CEE. L'aide accordée au Rwanda pour sa reconstruction représentait un centième de cela. Nous avons demandé systématiquement à chaque gouvernement, y compris au Parlement Européen, de séparer les réfugiés, de ne plus accepter qu'un militaire en armes soit traité comme un réfugié civil. Rien ne s'est fait. En décembre 94 déjà, le vice-président faisait cette requête (de ne plus traiter un militaire en armes comme un réfugié). Cette région constituait un véritable bourbier. La population du Rwanda était victime des infiltrations qui se faisaient à partir des camps. Nous avions à la défendre. C'est quand même mal venu maintenant de rejeter la faute sur le Rwanda. Parler de génocide, c'est déplacé. S'il y a eu des massacres, pourquoi ? Le rapport de 95 des NU a fourni des preuves détaillées sur la fourniture d'armes à destination des camps. Mobutu a d'ailleurs fait obstruction à l'enquête. Les gens étaient armés et entraînés à l'intérieur des camps et devaient se battre contre les forces de Kabila. Ce serait évidemment regrettable qu'il y ait eu mort de femmes et d'enfants."

L'entretien avec M. Polisi, dont le résumé suit, portera essentiellement sur les responsabilités de la Belgique durant et après la colonisation, avant et pendant le génocide, avec, comme point de départ, cette question :

Quels étaient les rapports sociaux avant l'arrivée des missionnaires ? Les rapports entre les gens étaient à prédominance économique, ils reposaient sur une forme de "clientélisme" que l'on a souvent

comparé à la féodalité occidentale, bien que ce n'en soit pas l'équivalent.

Il y avait, dans l'ancien Rwanda, deux domaines de richesse, la vache et la terre.

Les gens qui servaient ceux qui avaient des vaches, recevaient des vaches. Il y avait donc des chefs de bétail. Il y avait aussi des chefs de terre. Ceux-ci donnaient des terres. Deux types de contrat liaient la population aux chefs, le contrat de vache *ubuake* et le contrat de terre *ubukonde*⁴⁹. Les chefs collectaient un tribut, une sorte d'impôt, chacun devait donner un pot de haricot, ou de sorgho. Le tribut servait à nourrir l'armée et la suite royale.⁵⁰

Celui qui avait beaucoup de vaches avait un rang plus élevé que celui qui avait des terres, celui qui perdait ses vaches descendait de rang social, on appelait cela "*Umuwore*" c'est à dire "celui qui abandonne le fait d'être riche" : il devenait hutu. A l'inverse le "*Kwihutura*" signifiait monter de classe sociale, l'abandon du fait d'être hutu pour devenir tutsi.

Ces distinctions s'adressaient à la famille cellulaire, et non au clan. A l'intérieur du clan, des phénomènes de mariage entre hutu et tutsi intervenaient et faisaient que l'on pouvait devenir ou hutu ou tutsi (par ex. des hutu riches se mariant avec des filles tutsi, devenaient tutsi).

Les batwa étaient en général musiciens, potiers, danseurs, soldats d'élite, bourreaux.

⁴⁹ Les chefs de bétail étaient en général tutsi et les chefs de terre, hutu. Dans le Nord, le contrat de terre était prédominant. Certains auteurs disent qu'il était d'ailleurs limité au Nord du pays, car c'était dans le Nord aussi que l'autorité du Roi était la moins établie.

⁵⁰ Il y avait, en plus, à la tête de chaque district, un chef de siège, dépendant également du roi. La complexité des rapports hiérarchiques et des relations de clientèle donnait des garanties contre l'arbitraire de l'autorité : les hutus et tutsis défavorisés disposaient d'une marge de jeu dans une organisation sociale où prédominaient les liens de dépendance personnelle.

On parle d'un clan de batwa (les Bashete) qui serait devenu tutsi.⁵¹

L'ancien royaume du Rwanda était une sorte d'état confédéral, réunissant différents royaumes, chaque royaume avait son clan et ses caractéristiques, dirigés par des lignages hutu ou tutsi. L'un des royaumes, celui du clan tutsi Nyiginya, a pris une prédominance sur les autres et a créé l'unité⁵². Cette unité s'est construite petit à petit, à partir du 16ème siècle.

Comment expliquer que les hutu et les tutsi se soient identifiés à une ethnie ? La réponse réside dans une manipulation des mentalités, qui s'est faite de manière astucieuse et progressive, et qui a commencé avec les premiers colons et missionnaires.⁵³

M. Polisi évoquera sous cet angle très précis l'histoire du pays à chaque étape importante, à partir du premier mandat belge sous l'égide de la Société des Nations, la suppression de l'autorité du roi : le pouvoir du roi recouvrait une fonction religieuse, mythique : il était plus que le roi, en touchant l'autorité du roi, on touchait cette fonction mythique; la "tutsification" du royaume, l'administration indirecte, l'instauration de l' "*ikiboko*", des corvées que les Rwandais ne connaissaient pas, le revirement de 1959 au profit des hutu jusqu'à la MINUAR, le mystérieux : "*Il est minuit moins cinq pour le Rwanda*" de Willy Claes, et, par après, son lobbying pour le retrait des troupes belges, abandonnant aux massacres des populations entières, contrairement à la demande officielle du FPR qui demandait un changement de mandat de la MINUAR afin d'éviter un bain de sang.

Il dénonce l'attitude paternaliste et néo-coloniale de la Belgique, encore actuelle. Cette attitude pourrait résulter d'une culpabilité mal exprimée. Mais on ne peut gommer l'histoire, les faits parleront. Il faut discuter de ces problèmes, régler le contentieux afin de déterminer les responsabilités et prendre de nouvelles options : ce n'est pas en faisant la politique de l'autruche que l'on peut avancer.

Avant, chaque année, le Premier Ministre, ou le Ministre de l'Intérieur belge, faisait une visite officielle au Rwanda. Depuis le génocide, aucun n'est encore venu. Ils envoient le Secrétaire d'Etat à la Coopération.

Un siècle d'histoire commune ne se balaie pas d'un revers de main. Nous avons des attaches en Belgique. La population belge se sent très proche du Rwanda, mais les autorités ne prennent pas le pouls, alors qu'elles devraient au contraire solidifier les liens.

⁵¹ Leur fondateur, un twa avait été anobli vers 1750 par le roi Cyirima II Rujugira

⁵² Cette unité, à la fin du 19ème siècle, n'était pas complètement réalisée, puisqu'il existait, dans le Nord du pays, des royaumes puissants, dirigés par des rois hutu, qui étaient en rébellion contre le pouvoir central du roi Rwabugiri. Le royaume du Rwanda, à ce moment, était plus grand que le Rwanda actuel, la partition de l'Afrique en 1894, l'a amputé d'une partie de son territoire.

⁵³ L'ethnisation de la société Rwandaise par les missionnaires et la tutelle belge a été suffisamment développée dans la note d'intention, nous ne reprenons donc pas cet aspect étayé par M. Polisi.

Il se déclare déçu par la Commission Sénatoriale, à trois niveaux. Au lieu d'établir des responsabilités, on a discuté sur le mot "génocide", sur le fait de savoir s'il y avait eu ou non préméditation, or, l'objectif de la commission était de rechercher des responsabilités et non d'établir ce qui avait déjà été reconnu par ailleurs.

Le choix des intervenants est très partial : ils sont proches de l'ancien régime, ou le soutenaient, certains mêmes, parmi les Rwandais, sont accusés de génocide, ou ont un parti pris.

Aucun membre du nouveau gouvernement n'a été entendu, ni même aucun spécialiste rwandais. Pourtant, il existe de la documentation, depuis 91.

De son côté, le Parlement Rwandais a invité officiellement les membres de la Commission à venir au Rwanda. A ce jour, ils ne sont pas venus. Il est cependant prévu qu'ils envoient un député avec un journaliste.

Il nous parle ensuite de la reconstruction du pays, des difficultés rencontrées et de la mise en place d'une Commission de l'Unité et de la Réconciliation, afin d'éduquer la population à identifier les véritables problèmes de sous-développement.

Il raconte avec beaucoup d'émotion des cérémonies de commémoration où se retrouvent des rescapés du génocide, des réfugiés de 59 et des réfugiés de 94 rentrant des camps de l'ex-Zaire.

La justice civile est difficile à mettre en place, il n'y a eu encore aucune exécution. Par contre, 3.500 militaires sont actuellement en prison pour exaction et des exécutions ont eu lieu.

La justice stricte au sein du FPR, puis de l'APR, a ainsi empêché beaucoup de vengeances personnelles.

vendredi 18 juillet

Visite et travail à l'école des jeunes de Runda, dévastée, les murs troués de balles, couverts de graffitis, certains représentent Fred Rwigyema, avec des petites cornes, le "diable du FPR"⁵⁴. Nous nettoions la cour extérieure, des branches nous servent de balai. Nous ramassons plein de cahiers d'écoliers déchirés, feuilles éparses, délavées. Je m'attarde à les lire : examen de Religion, avril 1994, Jean-Baptiste X, 10/10. Le génocide a débuté au moment des vacances de Pâques, tout s'est arrêté à ce moment-là. Que sont devenus ces écoliers à l'écriture bien appliquée ? Nous chargeons toutes ces traces dans une brouette, pour aller les déverser dans le ravin, plus loin... A l'intérieur, il n'y a plus de meubles, tout a été pillé. Jeanne nous dit, *"J'ai pu en sauver quelques uns, je les ai emmenés"*. Jeanne est rescapée elle-aussi, elle nous montre le local où les professeurs logeaient, là où ils ont tous été tués.

Léon Mugesera, le 22 novembre 1992, appelle les hutu à renvoyer les tutsi chez eux, en Ethiopie, par le chemin le plus court, la rivière Nyabarongo.

Fin décembre 1992, Bagasora, dépêché à Arusha pour mettre un terme aux accords déclare aux autres membres de la délégation gouvernementale qu'il rentre à Kigali pour préparer l'apocalypse, les massacres commencent à Ruhengeri et Gisenyi.

Nous passons la soirée avec Tito Rutaremara, discussion à bâtons rompus, à nouveau sur les camps, car je sais qu'à mon retour en Belgique et surtout en France, puisque je dois rentrer pour la lecture des "Collines du Silence" en Avignon, les questions vont certainement porter sur ce point.

samedi 19 juillet.

Jour du départ, pour moi, devant être le 21 en Avignon et pour Relinde, qui doit travailler.

Nous partons à 7h du matin, nos compagnons de séjour se sont levés et nous accompagnent à la gare des bus. Nous prenons cette fois un grand bus et choisissons l'autre itinéraire possible, pour passer par l'Akagera, la réserve naturelle, que l'on n'a pas visitée. L'Akagera est un grand parc à l'Est et au Nord-Est du Pays, où l'on organisait de grands safaris et des visites de la faune si souvent vue sur les écrans télé : zèbres, léopards, éléphants, impalas, hippopotames, etc... Maintenant, une partie des réfugiés de la diaspora, rentrant avec leurs troupeaux se sont installés sur ces terres. Les gorilles - ceux de Diane Fossey - sont du côté ouest du pays, dans les hautes montagnes, mais

⁵⁴ La propagande extrémiste présentait en effet le FPR comme des émissaires du Diable.

la région est peu sûre actuellement.

Tout au long de la route, je parle avec mon voisin anglophone, qui revient de Butare, où il est étudiant, et rentre voir sa sœur restée en Ouganda. Sa famille s'est justement installée dans les nouvelles parcelles près de Mutara, dans la réserve naturelle, là où les "tutsi de l'intérieur" nous disent : "*Crois-tu que je pourrais demander à avoir une parcelle là?*"

Scène étrange à la frontière. Les militaires rwandais traînent et nous nous retrouvons Relinde et moi, les seules blanches, les dernières. Nos bagages sont fouillés et le militaire pose des questions plus ou moins équivoques, allant jusqu'à nous faire des propositions on ne peut plus claires. Il faut marcher 1 km avec ses bagages pour passer du Rwanda en Ouganda. Les autres passagers sont déjà très loin, heureusement, quand on réussit à se dépêtrer du côté rwandais, les formalités de l'autre côté sont rapides et le bus n'est pas encore parti...

Dès l'arrivée en Ouganda, la population du bus double ou triple, ici, ce n'est pas réglementé. Je me retrouve avec un enfant sur les bras, sa mère, à moitié assise sur moi. Il devient difficile de bouger, je m'endors, mon voisin descend avant Kampala, nous échangeons nos adresses.

Entebbe, Hôtel du lac Victoria, attente au bord de la piscine. Derrière nous, le luxe et l'argent s'étalent, devant nous, le lac, la pleine lune, un gardien en armes fait sa ronde, des mercenaires de l'Est (des serbes qui reviennent du Congo ?) font "les gros bras". Odeur de whisky. Les rires gras se mêlent au crépitement obsédant des mouches, moustiques, papillons de nuit s'écrasant sur un néon bleu d'un mètre carré. Le bruit s'amplifie, couvre le chant des cigales, je ferme les yeux, "la complainte des morts inexaucés" s'insinue dans mon oreille. Dans les marais, des ombres circulent, de temps en temps, un cri aigu se joint au crépitement du néon bleu: quelqu'un s'est fait prendre, un coup de feu, le tranchement sec de la machette, une tête tombe, les étoiles s'agitent, un million de cris s'y perdent, deux millions d'yeux nous regardent. Je suis lasse, je m'endors, l'humidité de l'herbe, plus tard, me réveillera. Alors, je voudrais qu'il n'y en ait qu'un, de celui-là, j'apprendrais la connaissance. Il s'appellerait Aloys, Théodore ou Pacifique. Il serait mon grand-père, mon frère et mon fils, nous parlerions d'une même chair, d'un même sang et pour chacun d'entre vous, deviendrions comme Julie, comme Mélissa : un tremblement en commun, une révolte nécessaire, celle de la colère d'abord, celle de la raison ensuite.

dimanche 20 juillet.

arrivée Zaventem - 16h.

lundi 21 juillet.

Lecture du texte "Les Collines du Silence" en Avignon, dans le cadre des Folies Bergères (vitrine des auteurs de la Communauté Française de Belgique au festival, organisée par Wallonie Bruxelles Théâtre).

Je suis dans un état second, après la journée passée en bus, la nuit en avion, le voyage en train, le contraste entre ces deux mondes, leurs contradictions manifestes me paralysent quelque peu. Heureusement, je fais une rencontre qui me ramène à l'Afrique, Janine Patrick, qui prête sa voix au texte, passe de nombreux mois au Sénégal, est heureuse d'en parler. Il y a eu, bien sûr, les questions sur les camps de réfugiés dans l'est du Congo. Tout est tellement prévisible, la propagande est tellement bien faite.

Marie-France Collard.
Octobre 1997.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

Extrait de «Rwanda - Histoire d'un génocide»

COLETTE BRAECKMAN - EDITIONS FAYARD JUIN 1996

Repères chronologiques

1896-1991

1896: le Mwami (roi) Yuhi V Musinga décide de confier les relations extérieures de son pays à l'empire allemand.

1900 : les pères blancs fondent leur première mission. 1907: l'Allemagne ouvre une résidence au Rwanda.

1916 : les troupes belges attaquent Shangi, dans le cadre des opérations menées par les Alliés contre l'Allemagne.

1926 : la Société des Nations donne à la Belgique un mandat de tutelle, qui prévoit une « mission de civilisation » fondée sur un système d'administration indirecte.

1952: le colonisateur introduit les premiers conseils représentatifs.

1957: le *Manifeste des Bahutus* est publié avec les encouragements de l'Église catholique.

Rwanda

1959-1961 : la révolution sociale et politique rwandaise commence, soutenue par l'Église. La «Toussaint rwandaise » (en novembre 1959) chasse des dizaines de milliers de Tutsis.

1961 : la République est proclamée par les Hutus. Grégoire Kayibanda est élu premier président de la République rwandaise.

1959-1963 : 200.000 Tutsis environ fuient vers l'Ouganda, le Zaïre et le Burundi. En décembre 1963, des exilés tutsis attaquent aux frontières, ce qui entraîne des représailles massives.

1973 : en février, de nouvelles vagues de persécutions anti- Tutsis sont déclenchées, animées par les comités de salut public. En juillet, Juvénal Habyarimana prend le pouvoir à l'issue d'un coup d'État militaire.

1978: une nouvelle Constitution est adoptée. Tout Rwandais devient membre de plein droit du parti unique, le Mouvement républicain national pour le développement (MRND).

1979 : la Rwandese National Union (Ranu) est créée au Kenya. Elle se transformera plus tard en Front patriotique rwandais (FPR).

1988-1989: le président Habyarimana est réélu avec 99 % des voix. La crise s'amplifie: famines, corruption, arrestation d'opposants.

Repères chronologiques

1990 : en octobre, le Front patriotique rwandais attaque depuis la frontière ougandaise. Arrestation de 10 000 Tutsis et opposants politiques à Kigali. Premier massacre de Tutsis à Kibilira. Intervention militaire française et belge. Départ des Belges après l'évacuation des expatriés.

1991 : en janvier, le FPR ouvre un nouveau front dans la région de Byumba, dans le Nord-Est. Ouverture de la prison de Ruhengeri. En juin, la Constitution est modifiée: reconnaissance du multipartisme et de la liberté de la presse. Apparition de plusieurs partis d'opposition: le Mouvement démocratique républicain (MDR), le Parti libéral (PL), le Parti social-démocrate (PSD), le Parti démocrate-chrétien (PDC).

1992

Mars: la Coalition pour la défense de la République, qui rassemble les ultras hutus, apparaît dans le paysage politique. Massacre de Tutsis dans le Bugesera.

Avril: un gouvernement de compromis MRND-opposition (sauf le FPR), dirigé par Dismas Nsengaremye, est formé.

Mai: vague d'attentats terroristes, suivie de manifestations violentes des jeunes du MRND qui s'organisent en milices.

Rwanda

Juin: des contacts se nouent à Bruxelles, puis à Paris entre l'opposition démocratique et le FPR. Création d'un Front commun en faveur des accords de paix.

Juillet: les premiers accords sont signés à Arusha. Conclusion d'un cessez-le-feu.

Août: des Tutsis sont massacrés dans la région de Kibuye, préparés par les milices.

Octobre: les milices MRND et CDR organisent des manifestations violentes.

Décembre: des Tutsis et des opposants hutus sont massacrés dans la région du président, à Gisenyi.

1993

Janvier: le protocole des accords d'Arusha sur le maintien de l'État de droit, la fin des massacres, la constitution d'un gouvernement de transition à base élargie incluant le FPR est signé solennellement. Des violences sont commises par des milices pro-gouvernementales interahamwes à Kigali et dans le reste du pays.

Février: le FPR déclenche une nouvelle offensive (stoppée devant Kigali grâce à l'appui français) visant à faire cesser les massacres et à mettre en œuvre les premiers accords d'Arusha. De 750000 à un million de paysans quittent le Nord et fuient en direction de Kigali.

Repères chronologiques

Mars: un accord est conclu à Dar es-Salaam entre le gouvernement rwandais et le FPR, prévoyant un cessez-le-feu, la reprise des pourparlers à Arusha et le départ des troupes étrangères. Adoption de la résolution 812 du Conseil de sécurité de l'ONU, prévoyant la mise en place d'une force d'interposition. Début du retrait des troupes françaises et retour du FPR sur ses positions d'avant février 1993.

Mai: de nouveaux accords sont conclus à Arusha, prévoyant la constitution d'une armée nationale unifiée rassemblant les forces armées rwandaises et les combattants du FPR. Assassinat d'Emmanuel Gapyisi, dirigeant hutu du MDR, principal parti d'opposition. Accord FPR-gouvernement sur le retour des déplacés de guerre.

Juin: un nouveau gouvernement de transition est mis en place sous la direction d'Agathe Uwilingiyimana (MDR). Le FPR n'y participe pas.

Août: l'ensemble des accords d'Arusha est signé. Début des émissions incendiaires de la Radio-Télévision libre des Mille Collines (RTLM).

Décembre: les troupes françaises de l'opération Noroît quittent le Rwanda, et la mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) se met en place.

Rwanda 1994

Janvier: le président Habyarimana prête serment à Kigali. Blocage des accords d'Arusha en raison du refus opposé par la faction présidentielle *hutu power* de mettre en place un gouvernement de transition élargi au FPR.

Février: le leader hutu PSD Félicien Gatabazi et le dirigeant de la CDR Martin Bucyana sont assassinés. Des violences font plusieurs dizaines de morts.

6 avril: un sommet régional se réunit à Dar es-Salaam. Attentat contre l'avion ramenant les présidents du Rwanda et du Burundi, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira.

7 avril: les massacres commencent à Kigali. Assassinat du Premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, et de dix Casques bleus belges; liquidation de plusieurs ministres et responsables politiques appartenant au Parti social-démocrate, au Mouvement démocratique républicain, au Parti libéral. Dans la soirée, le FPR sort de son cantonnement à Kigali et des unités font mouvement dans le Nord. Extension des massacres à l'extérieur de Kigali, dans les paroisses de Zaza, Kabarondo, Nyarubuye, Kibungo, Shangi, etc.

9 avril: la France et la Belgique envoient des troupes pour évacuer les expatriés. La famille du président Habyarimana est transportée, par des avions français, à Bangui, puis Paris.

Repères chronologiques

19 avril: la violence s'étend à Butare, dont le préfet (qui s'opposait aux massacres) est arrêté. Il disparaît.

21 avril: à New York, le Conseil de sécurité réduit de 2 700 à 450 le nombre de Casques bleus et d'observateurs présents au Rwanda.

17 mai: le Conseil de sécurité vote le déploiement de 5 500 Casques bleus au Rwanda et impose un embargo sur les armes.

22 mai: le FPR s'empare de l'aéroport de Kigali.

25 mai: la Commission des droits de l'homme des Nations unies décide l'envoi au Rwanda d'un rapporteur, M. René Degni-Ségui, pour enquêter sur les violations du droit humanitaire international. Mme Michaux-Chevry, ministre français de l'Action humanitaire, prononce le mot « génocide ».

27 mai: les forces de l'ONU procèdent à une première évacuation de rescapés réfugiés dans l'hôtel des Mille Collines.

8 juin: le FPR annonce que trois évêques et dix prêtres catholiques ont été tués par leurs gardiens, des soldats du FPR, dans l'évêché de Kabgayi.

10 juin: 170 réfugiés de la paroisse Saint-André sont massacrés.

Rwanda

16 juin: Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, annonce l'imminence d'une intervention militaire française.

22 juin: sur proposition de la France, le Conseil de sécurité autorise une intervention armée humanitaire au Rwanda. La résolution ne prévoit pas la poursuite des responsables du génocide.

23 juin: des forces françaises pénètrent au Rwanda.

28 juin: le rapport des Nations unies sur le génocide des Tutsis et les massacres de Hutus au Rwanda est publié à Genève.

4 juillet: Butare et Kigali tombent aux mains du FPR. La France crée une «zone humanitaire sûre» dans le Sud-Ouest, à Kibuye, Gikongoro, Cyangugu.

13 juillet: début de l'exode massif de Rwandais en direction de la ville de Goma, au Zaïre.

15 juillet: les États-Unis ne reconnaissent plus l'ancien gouvernement rwandais.

17 juillet: le FPR atteint Gisenyi et déclare la fin de la guerre.

19 juillet: un gouvernement d'union nationale est formé à Kigali. Le choléra se déclare parmi les réfugiés de Goma.

Repères chronologiques

28 juillet: le secrétaire général des Nations unies annonce la création d'une commission d'enquête chargée d'identifier les responsables des actes de génocide commis au Rwanda.

31 juillet: un détachement de l'armée américaine arrive à Kigali.

22 août: à l'échéance fixée par le mandat de l'ONU, l'opération Turquoise prend fin au Rwanda. L'exode vers la ville de Cyangugu est moins massif que l'afflux des réfugiés à Goma. Jusqu'à la fin de septembre, environ 500 militaires français restent présents au Zaïre, en appui logistique au bataillon interafricain.

«PROLOGUE OU L'ÉPREUVE DU FANTÔME»

Extrait de «Le fantôme ou le théâtre qui doute»

MONIQUE BORIE - ED. ACTES SUD / ACADEMIE EXPERIMENTALE DES THEATRES.
COLLECTION «LE TEMPS DU THEATRE»

PROLOGUE OU L'ÉPREUVE DU FANTÔME

Le fantôme ou les enjeux de la représentation

Pourquoi aller à la rencontre des fantômes au théâtre, sinon dans l'attente de quelque "révélation", de quelque parole secrète chargée d'un savoir que seul le fantôme nous livrerait? Assurément, une longue fréquentation de l'œuvre d'Artaud conduit au cœur d'un théâtre qui se veut capable d'accueillir les fantômes. Pourtant, ce ne sont pas les textes d'Artaud qui furent directement à l'origine du projet. Il surgit au carrefour où se rencontrèrent à un moment deux paroles: l'une venue du théâtre, l'autre de l'anthropologie, et qui, dans notre écoute, se mirent à dialoguer, à se répondre. La parole première est venue du théâtre, plus précisément d'un texte de Gordon Craig, "Des spectres dans les tragédies de Shakespeare" (dans *De l'art du théâtre*). Dans ce texte, Craig traite de la nécessité pour qui veut mettre en scène les tragédies de Shakespeare d'affronter la représentation des spectres. C'est là l'injonction faite aux metteurs en scène par les œuvres de Shakespeare, univers où les forces invisibles ont un rôle essentiel dans l'action dramatique. La fidélité à la vision du poète exige que l'on n'esquive pas la question de la représentation des fantômes, figures par excellence de la présence de l'invisible. Mais voilà que le texte de Craig prend une autre portée. Car cette injonction, faite aux gens de théâtre, d'affronter la représentation de l'invisible à travers la présence du spectre ne met pas seulement en *jeu*, pour lui, la fidélité à Shakespeare mais la fidélité à l'essence du théâtre. Dès lors, l'injonction shakespearienne concerne, au-delà de l'œuvre du poète, le statut même de la représentation théâtrale, envisagée comme un espace où l'invisible trouve sa matérialisation dans le visible de la scène. Et le constat que le théâtre échoue toujours plus ou moins dans l'incarnation du spectre, ce constat, pour Craig, ne fait que renforcer l'injonction : celle de devoir s'engager d'autant plus fort dans un chemin qu'il conduit vers un horizon jamais atteint, comme si toute représentation théâtrale devait être habitée par l'affrontement avec l'irreprésentable, dans cette tension entre visible et invisible, matériel et immatériel qu'elle ne résout jamais tout à fait mais qui définit son champ.

Beaucoup plus tard, au moment de sa mise en scène *d'Hamlet*, Antoine Vitez• se fera en quelque sorte l'héritier de ce discours de Craig. "La souveraineté du théâtre, dira-t-il, c'est précisément de pouvoir représenter l'irreprésentable, c'est-à-dire incarner le fantôme." Un irreprésentable, indissociable de cet invisible que le théâtre fait voir à travers le spectre qui s'incarne. Et c'est bien pour Vitez comme pour Craig le spectre shakespearien qui se trouve à la source de ses réflexions sur l'essence du travail de la représentation au théâtre, un travail tout entier organisé autour de ce "mouvement pendulaire qui conduit tantôt à *incarner* les images théâtrales, tantôt à les *désincarner*". Là est le défi du théâtre, dans ce va-et-vient entre incarnation et désincarnation, et tout comme Craig faisait sienne l'injonction du spectre shakespearien, le défi vitezien choisit pour se dire de reprendre en charge le défi d'Hamlet : "Défions les augures." Au cœur de ce défi, la rencontre avec les fantômes.

• Antoine Vitez, entretien paru dans *Le journal de Chaillot*, sous le titre "*Incarner les fantômes*", n° 10, février 1983.

Que les enjeux de la scène puissent être définis à travers la question du fantôme, cette perspective ouverte par Craig ne prend-elle pas en fait toute sa dimension, lorsqu'on la replace dans le contexte plus large de son discours d'ensemble sur le statut de la réalité au théâtre et la question de l'acteur? Un discours où le théâtre, dans son essence, s'affirme comme *manifestation* d'une réalité qui n'est pas de l'ordre de la réalité quotidienne ni du corps vivant de chair et de nerfs, mais comme le proclame le texte sur "L'Acteur et la Surmarionnette", de l'ordre d'une réalité qui nous conduit au bord de la mort. Dans ces espaces où le corps vivant cède la place à une figure qui conjugue en elle le mouvement et l'inanimé et dont la matérialité est traversée par le jeu des forces invisibles, telles les antiques idoles, statues animées par des puissances sacrées, habitées par des énergies venues des dieux ou de la mort, en tout cas, d'un au-delà de la vie.

Autour de cette parole de Craig, fondatrice pour notre quête, tout un jeu d'échos a progressivement surgi, échos d'autres paroles venues du théâtre, celles d'Artaud et de Kantor mais aussi de Genet. Artaud, à travers l'exemple balinais, avoue sa fascination pour une forme où, d'emblée, il perçoit un théâtre d'apparition de fantômes - un théâtre "de l'hallucination et de la peur" - où ce que l'acteur-danseur accomplit semble comme "dicté *d'ailleurs*". Or, paradoxalement, c'est toute une matérialité de corps, de robes, de costumes, de couleurs mais aussi de mouvements et de sons qui fait de ce théâtre un théâtre de la *Manifestation* d'un invisible dans le visible. Des corps à la frontière du corps de chair et de l'abstraction, corps-signes, hiéroglyphes animés, situés dans un entre-deux du corps vivant et de la marionnette ou du mannequin, dans cet espace où l'incarnation est à la limite de la désincarnation ou, mieux, semble avoir besoin de l'intégrer.

Kantor, pour sa part, inscrit très explicitement son texte manifeste, "Le Théâtre de la mort", dans l'héritage direct de la pensée de Craig. S'il corrige et récuse la vision que propose Craig dans "L'Acteur et la Surmarionnette" de la première apparition de l'acteur (une vision négative de l'entrée en force de la psychologie, de l'introduction d'une dimension purement humaine, liée au quotidien, à l'émotion, au moment où l'antique idole, l'antique statue s'est vu détrôner), c'est pour accorder à l'apparition de l'acteur, justement, la dimension d'une apparition venue d'ailleurs, celle d'un mort qui revient à la rencontre des vivants. Comme si Kantor redonnait à l'acteur la place que Craig lui refusait d'une certaine façon, dans un théâtre qui doit regarder du côté d'un au-delà de la réalité, du côté de la mort. "Ce fut à coup sûr un saisissement que l'on pourrait qualifier de métaphysique", imagine Kantor, que durent éprouver ces spectateurs "demeurés de ce côté-ci" de la réalité, lorsqu'ils virent devant eux se dresser un homme "EXATEMENT semblable à chacun d'eux et cependant (par la vertu de quelque « opération » mystérieuse et admirable) infiniment LOINTAIN, terriblement ÉTRANGER, *comme habité par la mort*". C'est des espaces de la mort que venait cette image de l'homme. C'est la condition de la mort qui faisait l'essence de l'acteur vivant, Et une fois relue, en opposition avec Craig, la première apparition de l'acteur, Kantor, par un détour, retrouve Craig. S'il rejette l'idée que la marionnette, le mannequin puissent se substituer à l'acteur, Kantor n'en souhaite pas moins faire de ce mannequin "un MODÈLE qui incarne et transmette un profond sentiment de la mort et de la condition du mort - un modèle pour l'ACTEUR VIVANT". Ainsi, dans l'essence de leur statut, la réalité théâtrale de même que l'acteur se situent bien, pour lui, comme pour Craig ou Artaud, dans l'entre-deux du corps de chair et du mannequin qui renvoie de la vie aux territoires de la mort et de l'acteur vivant à la figure du fantôme qui revient.

Comment ne pas penser ici à une autre parole, celle de Genet, qui témoigne encore de cet étrange retour dans le discours contemporain du rapport sans cesse réaffirmé du théâtre aux territoires de la mort et à la figure du mort qui revient devant les vivants. Le Genet de "L'Etrange Mot d'..." ne lie-t-il pas la dégénérescence du théâtre en Occident avec la forclusion de la mort, l'exclusion du cimetière hors des villes? Lorsque le monde des morts est exclu du monde des vivants, il n'y a plus de véritable théâtre possible pour Genet. L'acteur lui-même ne saurait être que ce "mime funèbre" sur la scène qui cherche à "faire revivre et remourir le mort". Le Genet des *Lettres à Roger Blin*, écrites à l'occasion de la mise en scène des *Paravents*, non content d'inscrire dans la dramaturgie de sa pièce le dialogue avec les morts, souhaite que la mise en scène elle-même s'élève au niveau de ce dialogue. Il imagine pour *Les Paravents* une représentation dont la "déflagration poétique" serait "si forte et si dense qu'elle illumine, par ses prolongements, le monde des morts", "ou plus justement de la mort", corrige Genet en note. Car, dans la fête théâtrale, "tout doit être réuni afin de crever ce qui nous sépare des morts". Et pour les acteurs, ajoute Genet, il faut "inventer des accoutrements terribles qui ne seraient pas à leur place sur les épaules des vivants".

Ainsi, traversant les grands textes d'esthétique du XXème siècle, depuis Craig et Artaud jusqu'à Genet ou Kantor, la question du fantôme, avec une étonnante insistance, se place sans cesse au centre du débat. Et il est clair qu'elle ne met pas seulement en jeu le revenant comme personnage dramatique. Si les enjeux de la représentation du fantôme, de l'incarnation du mort qui revient, concernent en fait pour eux l'essence même du théâtre, c'est qu'à travers les défis que cette représentation impose au théâtre, on se voit conduit au cœur d'un ensemble d'interrogations qui touchent au statut même de la réalité au théâtre. Une réalité toujours envisagée dans sa relation à la mort comme ailleurs et au-delà du réel, toujours inscrite dans un réseau de tensions entre vie et mort, visible et invisible, matériel et immatériel, incarné et désincarné. C'est du rapport de la matérialité théâtrale au fantomal qu'il s'agit. Indissociable de ces prises de position sur le statut de la réalité au théâtre, une réouverture de la question de l'acteur s'opère. Un acteur dont le statut participe de l'entre-deux, entre-deux de l'inanimé et de l'animé, du corps vivant et du mannequin ou de la marionnette, un acteur situé entre l'immobilité de la statue et le mouvement du corps vivant. Un acteur dont la statue animée pourrait être la métaphore. Et c'est là que de la rencontre entre cette parole venue du théâtre contemporain et le discours de l'anthropologie peut naître sans doute un meilleur éclairage de ce que signifie un théâtre à l'épreuve du fantôme.

Les effigies de l'entre-deux : de l'eidolon et du colossos grecs au dieu objet africain

En effet, l'anthropologie nous offre tout un ensemble de données portant sur les procédures rituelles qui, dans les pratiques symboliques, sont destinées à articuler les rapports entre les vivants et les morts. Et au cœur de ces procédures, les rapports du visible et de l'invisible se nouent autour de pratiques rituelles qui mettent en jeu le corps habillé et/ou masqué, la statue, ou l'objet fétiche dans leur fonction de double du mort. Ce mort qui peut entrer en relation avec les vivants par des "apparitions effectives" mais aussi se donner à voir dans le rêve ou à travers la possession. L'anthropologie ne propose-t-elle pas là des outils pour mieux cerner les enjeux du fantôme au théâtre dans son lien à une esthétique de l'apparition de l'invisible dans le visible, où l'acteur aurait en charge d'être le double d'un mort? Et cela d'autant plus qu'à travers des variables, propres à chaque culture, se dessinent des schémas de procédures symboliques à valeur universelle. Ainsi, l'anthropologie historique de la Grèce archaïque s'allie à l'anthropologie africaine pour délivrer quelques clés.

Dans la Grèce archaïque, comme le montre Jean-Pierre Vernant, la question du fantôme s'inscrit dans la sphère de l'*eidôlon* et de ses différentes formes. *Eidôlon*, c'est le mot qui sert à désigner le fantôme qui se montre et c'est aussi le mot qui désigne l'apparition d'origine surnaturelle ou l'image du rêve. Trois formes d'intervention de l'invisible dans le visible, d'irruption de cet invisible qui le fait vraiment *apparaître*. Et c'est par référence à cet *eidôlon* archaïque, avec sa valeur et sa force d'apparition, que Vernant analyse la naissance de la notion d'image dans le cadre d'une doctrine de la *mimésis* où s'opère le passage de l'ordre de l'apparition et de la présence effective de l'invisible à celui de l'apparence et de l'imitation.

Ce qui définit en effet l'*eidôlon* archaïque, c'est sa valeur de présence, présence dans le visible d'une puissance de l'ordre de l'invisible, qu'elle soit des morts ou des dieux. Mais cette présence en même temps renvoie à un inaccessible ailleurs et ceci est vrai tout particulièrement pour le *colossos*•, image figurée du mort. Ce *colossos* appartient à la catégorie de l'*eidôlon*.

Statue ou simple pierre dressée, sans rien de mimétique ou d'anthropomorphe à l'origine, il a pour vocation de fixer la *psuchê* du mort, cette partie insaisissable de l'homme qui erre entre le monde des vivants et celui des morts, et qui justement peut apparaître comme fantôme qui revient. Le *colossos*, souligne Vernant, assure donc le possible contact des vivants avec les morts car il désigne l'espace où le mort peut remonter au jour. En même temps il est aussi signe d'absence du mort, de son appartenance à un ailleurs, à un au-delà qui reste fondamentalement *autre*. A la fois signe de présence effective et signe d'altérité, au carrefour du visible et de l'invisible, le *colossos* associe intimement la pierre et l'ombre, marquant par la pierre dressée ou la statue la matérialisation possible de la *psuchê* insaisissable. Rattaché à la sphère de l'*eidôlon*, au même titre que l'image du rêve, le fantôme et l'apparition surnaturelle, le *colossos* relève, dans la Grèce archaïque, de cette "catégorie psychologique du double" que définit, selon Vernant, l'ambiguïté du statut de la présence - une présence inscrite dans la tension entre l'immobilité de la pierre et la mobilité de la *psuchê*, entre le matériel et l'immatériel, l'ici présent et le renvoi à un ailleurs.

Dans son rapport aux espaces de l'altérité, le *colossos*-statue ne se relie-t-il pas au masque? Au masque comme figure de l'altérité, une altérité qui est celle des dieux mais aussi celle de la mort. A partir d'un texte comme *La Mort dans les yeux*•, où Vernant s'attache aux trois grandes divinités au masque: Artémis, Dionysos et Gorgô, toute une réflexion s'ouvre sur les rapports du masque à la mort. Gorgô, figure de l'altérité radicale, celle de la mort, se présente tout entière comme masque. Les deux autres divinités au masque, Artémis et Dionysos, sont des divinités des marges, de l'espace sauvage, des terres non cultivées, des forêts, des bords de mer, des divinités "des confins, des zones limitrophes, des frontières où

• Cf. Jean-Pierre Vernant, "Naissance d'images", in *Religions, histoires, raisons*, Maspero, Paris, 1979, et également l'ouvrage *Figures, idoles, masques*, Julliard, Paris, 1990.

• Pour cette notion, voir Jean-Pierre Vernant, "La catégorie psychologique du double" in *Mythe et pensée chez les Grecs II*, Maspero, Paris, 1965. Jean-Pierre Vernant, *La Mort dans les yeux*, Hachette, Textes du XXe siècle, Paris, 1985.

l'Autre se manifeste". Le masque, de même que le *colossos*, porte donc les signes d'une altérité. La tête de Gorgô, cette divinité qui n'est que masque, inscrit, selon Vernant, l'altérité la plus extrême, celle du monde des morts qu'aucun vivant ne peut approcher. Elle n'en entretient pas moins un rapport avec Dionysos comme divinité au masque et dieu de la possession où, le temps de la mascarade rituelle, on incarne l'Autre, cette puissance de l'au-delà qui s'est emparée de vous. Et il peut arriver qu'au bacchant de Dionysos se substitue le bacchant d'Hadès, que ce soit un mort ou la mort qui vous possède (l'anthropologie africaine nous le rappellera aussi). Avec Gorgô, en quelque sorte, le masque s'essentialise pour porter sur sa face le reflet d'un au-delà qui renvoie, dit Vernant, "l'horreur terrifiante d'une altérité radicale" à laquelle on s'identifie en devenant pierre - fixé dans une immobilité semblable à celle du *colossos* érigé.

Dans le contexte africain, s'interrogeant sur le fétiche de bois ou de pierre, sur le "dieu objet", un anthropologue comme Marc Augé• montre, de son côté, le rapport de l'immobilité avec le divin, le surnaturel, et le lien entre l'inanimé, l'état d'inertie et la mort. Le dieu objet est le double d'un dieu mais aussi le double d'un mort. Et la question de la matière dans son rapport à une puissance de l'ordre de l'invisible se trouve au cœur des analyses de son élaboration.

Assumer la matière et penser à la fois le corps objet et le corps actif - donc le fétiche chargé de puissance - c'est là, selon Marc Augé, le noyau de cette pensée africaine de la mort qui refuse la réduction du corps à l'état de simple objet passif. Comme en Grèce, en Afrique, la mort est plurielle. Le tout de l'homme ne meurt pas au même rythme et l'activité rituelle autour de la mort est destinée là aussi à "jeter un pont", à "établir une continuité" entre les vivants et les morts, entre le visible et l'invisible, le matériel et l'immatériel, le corps objet et la puissance. Marc Augé insiste sur la difficulté d'une pensée de l'inanimé - la mort constituant le noyau de cet impensable. D'où cette notion d'énergie, de puissance dont peut se charger encore le corps mort, et d'une façon plus générale la matière inerte. Concrètement, Marc Augé énumère tout un ensemble d'effigies, statues fétiches mais aussi simples jarres, qui forment un véritable système, associant étroitement les dieux et les ancêtres morts, un système qui ne se comprend que par rapport à une conception plurielle de la personne où une part de l'individu est reliée aux ancêtres, où il n'y a pas de séparation radicale entre les vivants et les morts. Dans chaque vivant, quelque chose est gardien de l'âme des ancêtres qui se réincarne. Chez les Yoruba, c'est la tête, chez les Fon, le souffle avec cette double dimension de la respiration qui cesse à la mort tandis que l'esprit immatériel, présent dans ce souffle, rejoint les ancêtres•.

C'est par rapport à cette pensée de la relation que se constituent toutes ces *effigies de l'entre-deux*, qui marquent toujours des seuils, des points de passage ou des croisements. Effigies qui sont des objets de pierre ou de matières inertes mais chargés de puissance car elles peuvent s'animer pour donner, dit Augé, "signe de vie". Matérialité visible et puissance invisible par leur alliance fondent la possibilité du passage entre ici et ailleurs, assurent l'échange entre vie et mort.

• Marc Augé, *Le Dieu objet*, Flammarion, Paris, 1988.

• Pour compléter ces réflexions sur "la mort africaine" et aborder sa mise en perspective par rapport à "la mort occidentale", se reporter à l'ouvrage de Louis-Vincent Thomas, *Anthropologie de la mort*, Payot, Paris, 1915.

Comment cette pensée de la relation se trouve mise en œuvre dans des stratégies rituelles, c'est ce que l'étude par Jean-Paul Eschlimann des rites funéraires chez les Agni de Côte-d'Ivoire permet d'approcher[•]. Ces stratégies rituelles font intervenir en parallèle l'habillage du corps mort, costumé et maquillé, et la confection de "statues" : véritables statuettes, pots de terre avec visage, ou encore simples pots funéraires - toutes les variantes en somme du *colossos* ou du dieu objet, qui vont du corps habillé à la statue en passant par l'objet et qui correspondent à la mise en place du *womi*, mort-vivant ou mort-double.

Ce *womi* est susceptible de revenir pour entrer en contact avec les vivants et son retour (toujours plus ou moins lié à un désordre, à une situation conflictuelle) peut prendre plusieurs formes: l'apparition effective ou l'apparition en rêve, mais il s'opère aussi à travers la possession dans la transe ou encore à travers une possession plus subtile, par le poids qu'il fait peser sur l'enfant à naître (donc un retour du mort dans l'identité du vivant). Ce qui définit le mort qui revient, c'est une position frontrière, où il n'appartient plus au monde des vivants et n'est pas encore ancêtre-dieu. Figure de l'entre-deux, le *womi* n'en dispose pas moins déjà des caractéristiques qui le rattachent au statut de la divinité: son savoir du passé et de l'avenir, son savoir sur les forces à l'œuvre dans l'univers. Ce savoir fait de lui une puissance ambivalente. Pouvoir, savoir et ambivalence, tels sont dans toutes les cultures les traits qui définissent la figure du fantôme. Il peut révéler une vérité qui sauve mais aussi dénoncer et perdre. Le contact avec lui n'est pas sans danger: on risque la folie et la mort (là encore c'est un élément qui, partout, se retrouve). Et chez les Agni, lorsqu'on l'a rencontré, il ne faut pas regarder en arrière, *sous* peine d'être pétrifié, comme dans le face à face avec Gorgô. Toujours le rapport du fantôme à la pierre!

Ainsi, au croisement du discours du théâtre et du discours de l'anthropologie, la question du fantôme révèle sa secrète relation avec les statues. Ces *statues* dont parle Michel Serres[•] et qui recouvrent non seulement les sculptures de pierre mais aussi le fétiche, le sac de peau, la momie ou encore le pot, la jarre, de même que les tumulus, menhirs, pyramides et toutes les "boîtes" aux morts. Sous toutes ces formes s'offrent des "statues dures comme des objets, corps de sujets morts, conservés ou revenus". Véritables *boîtes noires*. "La statue est une boîte noire, ouvrez-la et vous verrez la mort en face." Dans cette statue, pierre dressée ou boîte enfouie, dans ce *ci-gît* de statues levées ou enterrées, signes de revenants possibles, se trouvent pour l'homme les bornes et les repères. Là se cache le secret de nos fondations. Le cimetière: la nécropole ou la première ville, la ville matrice en quelque sorte où s'inscrit le rapport fondateur entre les vivants et les morts. Le *ci-gît* comme lieu de passage et *site* de la possible apparition des morts revenus dialoguer avec les vivants. Dans ce lieu de passage, la statue, la pierre sculptée, marque l'espace du revenant.

Les analyses de Michel Serres ouvrent une richesse étonnante de perspectives sur les relations de la sculpture à la mort, les liens entre les spectres et les pierres, entre la statue et l'apparition du fantôme. La statuaire comme méditation sur l'inerte et la mort renvoie elle-même aux premiers objets, ces premières statues, dures comme des objets, que sont le cadavre puis la momie; mais cette statuaire est aussi tournée vers l'animation de la forme et même la parole donnée à l'inerte. Serres rappelle en effet les mystérieuses cérémonies égyptiennes de

• Jean-Paul Eschlimann, *Les Agni devant la mort*, éditions Karthala, Paris, 1985.

• Michel Serres, *Statues*, éditions François Bourin, Paris, 1987.

l'ouverture de la bouche qu'évoquent les Textes des Pyramides, le rite accompli avant que la statue du dieu ne sorte de l'atelier du sculpteur. Ce même rite était pratiqué sur les momies. On retrouve ainsi dans les analyses de Serres comme dans celles d'Augé ou d'Eschlimann, un rapport étroit entre le corps mort et la statue. Le corps mort, habillé, costumé, maquillé ou masqué est lui-même une véritable statue. Ainsi, la parure, l'enveloppement du corps relèvent de la statuaire. Des stratégies funéraires au théâtre, un même geste: le geste de l'habilleur ou du sculpteur - tous deux fabriquant l'effigie de l'entre-deux qui conduit vers les possibles revenants.

Ainsi, pour Serres, la forclusion de la mort• et la fin des statues sont-elles unies pour définir notre modernité. Cette modernité où nous ne regardons plus la mort en face. La femme de Loth s'est immobilisée à contempler l'Apocalypse, la face de la mort. Loth et ses filles, comme nous, laissent les morts enterrer les morts. Nos cités ne s'organisent plus comme la cité antique autour du cimetière.

Le théâtre comme dialogue avec les morts

Pour Genet, on l'a rappelé, c'est cette forclusion même de la mort, cette exclusion du cimetière à la périphérie de la cité qui signifie la fin du théâtre. Le dialogue avec les morts comme fondement du théâtre, ou le théâtre comme espace qui, pour reprendre les formules de Vitez, "permet vraiment aux morts d'intervenir parmi nous et de dialoguer avec nous à condition qu'il les incarne", car "c'est le rôle même du théâtre que de rendre vivants les morts couchés sous la terre", ces morts si terriblement silencieux et absents dans le monde réel. Un théâtre héritier de la célèbre parole de l'Electre de Sophocle: "Ils sont vivants les morts couchés sous la terre..."

Espace offert au mort qui revient pour dialoguer avec les vivants, espace susceptible d'accueillir les fantômes, de se mettre à l'épreuve de leur représentation, tel est le théâtre dont il sera question ici. Il ne s'agira pas pour l'explorer de s'engager dans un répertoire exhaustif des fantômes au théâtre. Le fantôme comme personnage dramatique, le spectre qui figure dans la liste des personnages, s'il est le point de départ, pose en fait une injonction qui, par ses enjeux, déborde sa seule présence. L'anthropologie permet de mesurer toute la portée de l'intuition, fondatrice pour nous, de Craig: à travers la figure du fantôme, c'est toute une définition du théâtre comme entre-deux du visible et de l'invisible, de la pierre et de la *psuchê* qui se trouve mise en jeu, une définition de l'acteur comme entre-deux de la statue et du corps de chair. Un théâtre, véritable *site d'apparition* où s'instaure, dans l'ambivalence de la présence-absence, de l'ici et de l'ailleurs, un étrange dialogue avec les morts et qui inscrit, au cœur de son espace, l'indécidable d'une réalité frontière.

Dans cette exploration, le point de départ, l'esthétique théâtrale contemporaine, sera le point d'arrivée. Rien là que de très logique, malgré les apparences, car ces revendications pour un théâtre redevenu capable de faire l'épreuve du fantôme se sont développées dans la confrontation et la référence à deux grandes formes du passé occidental, la tragédie grecque et le théâtre de Shakespeare, mais ont aussi pris appui sur la référence à l'Orient. Quel exemple, mieux que le théâtre *nô*, si totalement et si explicitement construit sur une esthétique de l'apparition, dont le retour du revenant est à la fois la matrice et le modèle, pouvait-il permettre d'illustrer cette centralité du fantôme dans le modèle oriental? Bornes ou repères qui marquent, depuis les époques anciennes jusqu'à aujourd'hui, la permanence d'une vision du théâtre dont

• Michel Serres ici rejoint les analyses de Philippe Ariès sur la représentation de la mort et son évolution en Occident, in *L'Homme devant la mort*, Seuil, Paris, 1977.

le fantôme désigne le centre caché, tels seront les chapitres de ce livre qui ne vise nullement à l'exhaustivité et ne fait pas de la traversée historique du répertoire des fantômes sa finalité. Derrière la discontinuité apparente, une continuité secrète. Derrière les sauts historiques (en particulier le saut de Shakespeare à la modernité), la volonté de faire entendre, tout en marquant les distances, le dialogue entre les ombres modernes et les fantômes des grandes formes du passé dont l'héritage les nourrit et la nostalgie les habite. Avec la pensée que les surprenants effets d'échos qui jalonnent ce dialogue conduisent peut-être vers une vérité du théâtre révélée dans l'épreuve du fantôme.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

ADAM Bernard, BECKY Solange, BERTRAND Maurice, DUMOULIN André, FLORY Maurice, GERARD-LIBOIS Jules, GUILHAUDIS Jean-François, LINARD André, LOIR Théo, MARTHOZ Jean-Paul, MENDILUCE José Maria, NOLASCO Patricio, PAYE Olivier, PRUNIER Gérard, RAVENEL Bernard, REMACLE Eric, REYNTJENS Filip, SALMON Jean, SCHMITZ Marc, VIDAL Dominique, WERLY Richard, YAKER Layashi, « *L'ONU dans tous ses états - Son histoire - Les principes et les faits - Les nouveaux défis - Quelles réformes?* », Collection « *GRIP- Informations* » n°24, Ed. GRIP, Bruxelles, 1995.

AGIR ICI - SURVIE, "*Dossiers noirs de la politique africaine de la France*" n° 1 à 5, Ed. L'Harmattan, 1996.

AFRICAN RIGHTS, "*Rwanda. Death, Despair, and defiance*", A publication of African Rights, London, sept. 1994.

AFRICAN RIGHTS, "*Rwanda. Death, Despair, and defiance*", A publication of African Rights, London, revised ed. Aug. 1995.

AFRICAN RIGHTS, "*Rwanda. Moins innocentes qu'il n'y paraît. Quand les femmes deviennent meurtrières*". Une publication d'African Rights, Londres, Août 1995 (également en anglais).

ANGELUCCI M.A, KAYUMBA A, MASTROCIACOMO M.L., MIOZZO A, « *C'est ma taille qui m'a sauvée. Rwanda : de la tragédie à la reconstruction* », Ed. Cooperazione Italiana, Ministère rwandais de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture, Unicef. Déc. 96.

ANSELME J-L. et M'BOKOLO E. (Sous la direction de), "*Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*", Ed. La Découverte, 1985.

BA Mehdi, "*Rwanda, 1994 - Un génocide français*", n°4, Ed. L'esprit frappeur, Paris, 1994.

BERGERE Iris, "*Religion and resistance*", Tervueren.

BIGIRUMWAMI Aloys (Mgr), MUZUNGU Bernardin, "*Les contes moraux du Rwanda*", Ed. Université Nationale du Rwanda, Butare, 1989.

BORIE Monique, "*Le fantôme ou le théâtre qui doute*", Ed. Actes Sud, Paris, 1997. BOUCHET-SAULNIER Fr., LAFFONT Fr., "*Maudits soient les yeux fermés*", Arte Editions J.C. Lattès, nov. 1995.

BRAECKMAN Colette, "*Terreur africaine. Burundi, Rwanda, Zaïre: les racines de la violence*", Editions Fayard, oct. 1996.

BRAECKMAN Colette, "*Rwanda. Histoire d'un génocide*", Editions Fayard, juin 1996.

BRAECKMAN Colette, "*Qui a armé le Rwanda ? Chronique d'une tragédie annoncée*", Editions GRIP, Bxl, 1994.

CESAIRE Aimé, "*Discours sur le colonialisme*", Ed. Présence africaine, Paris, 1995.

CHRETIEN Jean-Pierre, "*Le défi de l'ethnisme, Rwanda et Burundi 1990-1996*", Editions Karthala, avril 1997.

CHRETIEN Jean-Pierre (sous la direction de), "*Rwanda. Les médias du génocide*", Editions Karthala, 1995.

CITOYENS POUR UN RWANDA DEMOCRATIQUE, "*Rwanda. Document sur le génocide*", Editions Luc Pire, Collection Internationale, Bxl, 1997.

COLIN Marcel (sous la direction de), "*Le crime contre l'humanité*", Collection Etudes, Recherches, Actions, en Santé Mentale en Europe, Editions Erès, juin 1996.

CONRAD Joseph, "*Au cœur des ténèbres*", Ed. Flammarion, 1989.

COUPEZ, KAMANZI, "*Récits historiques du Rwanda*" , 1962, Bibliothèque Royale, Bruxelles.

CURTIN Ph., FEIRMAN St., THOMPSON L., V ANSINA J. - *"African History from earlier time to independance"*. Ed. Longman, 1978, 2nd edition 1995.

DEBRÉE Bernard, *"Le retour du Mwami - La vraie Histoire des génocides rwandais"*. Ed. Ramsay, 1998.

DE HEUSCH Luc, *"Le Rwanda et la civilisation interlacustre"*, Ed. Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, 1966.

DE HEUSCH Luc, « *Rois nés d'un cœur de vache* » Ed. Gallimard, 1982.

DE HEUSCH Luc, *"Ecrits sur la Royauté Sacrée"* Ed. de l'ULB.

DEL PERUGIA Paul, *"Les derniers rois mages"*, Ed. Phebus, rééd. avril 1989.

DE LAGCER L., *"Ruanda Ancien et Moderne.- Grands Lacs, 55ème année, n°10, 11, 12, 1939.*

DESTEXHE Alain, *"Rwanda, Essai sur le génocide"*, Ed. Complexes, Bruxelles, 1994.

DESTEXHE Alain, *"Qui a tué nos paras?"* Ed. Luc Pire, Collection Internationale, 1996.

D'HERTEFFELT Marcel ET COUPEZ André, *"La Royauté sacrée de l'ancien Rwanda. Texte. Traduction et commentaire de son rituel"*, Musée Royal de l'Afrique Centrale, Tervueren, 1964.

DUMOULIN André, « *La France militaire et l'Afrique. Coopération et intervention: un état des lieux* » GRIP - Ed. Complexe - 1997.

FARGEAU Jean-Pol, *"Brûle, rivière, brûle"*, Ed. Actes Sud - Papiers, Paris, 1989.

FAURE Annie, *"Blessures d'humanitaire"*, Editions Balland, Paris, 1995.

FRANCHE Dominique, *"Rwanda généalogie d'un génocide "*, Editions Mille et Une Nuits, Les Petits Libres n°12, fév. 1997.

GOUTEUX J-P., « *Un génocide secret d'état - La France et le Rwanda 1990 : 1997* », Ed. Sociales, Paris, mars 1998.

GUICHAOUA André, *"Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)"*, Editions Karthala, 1995.

HARROY Jean-Paul, *"Rwanda. De la féodalité à la démocratie"* Ed. Hayez - Académie des Sciences d'Outre-Mer, 1984.

ELBIG Danielle, MARTIN Jacqueline, MAJOROS Michel, *"Rwanda-Documents sur le génocide"*, Ed. Luc Pire, Bruxelles, 1997.

HONKE Gudrun, *"Au plus profond de l'Afrique - Le Rwanda et la colonisation allemande, 1885-1919"*, Ed. Peter-Hammer - Verlay, Wuppental, 1970.

KAGAME Alexis, *"Un abrégé de l'histoire du Rwanda de 1853 à 1972"* Butare, Ed. Universitaires.

KALIBWAMI Justin, *"Le catholicisme et la société rwandaise 1900-1962"*, Ed. Présence Africaine, 1992.

KAMANZI Ntaribi, *"Rwanda. Du génocide à la défaite"*, Editions Rebero, Kigali, 1997.

LOGIEST Guy, *"Mission au Rwanda. Un blanc dans la bagarre Tutsi-Hutu"*, Bruxelles, Didier Hattier, 1988.

LUGAN Bernard, *"Histoire du Rwanda. De la Préhistoire à nos jours"*. Ed. Bartillat. 1997.

Mc CULLUM Hugh, *"Dieu était-il au Rwanda? La faillite des Eglises"*, Editions L'Harmatan, 1996.

MAINDRON Gabriel, *"Des apparitions à Kibeho"*, Ed. O.E.I.L., Kigali, 1985.

MARCHAL Orner, *"Pleure, Ô Rwanda bien-aimé"*, Ed. Orner Marchal, 1994.

MARCHAL Orner, *"Afrique, Afrique"*, Editions Fayard, 1983.

MAQUET Jacques, *"Le système des relations sociales dans le Rwanda Ancien"*, Tervueren, 1954.

MAURY Pierre, *"Rwanda. An deux"*, Editions Luc Pire, Collection Internationale, Bxl, 1996.

MBONIMANA Gamaliel, *"L'instauration d'un royaume chrétien au Rwanda (1900- 1931)"*, Université Catholique, Louvain-La-Neuve, thèse de doctorat non-publiée, 1981.

MBONIMANA Gamaliel, *"Le culte des mangwa au Rwanda. Contribution à l'histoire"*, Louvain La Neuve, 1974.

MISAGO Augustin, *"Les apparitions de Kibeho au Rwanda"*, Bibliothèque du centre d'études des religions africaines, Ed. des Facultés catholiques de Kinshasa, 1991.

MISSER François, *"Vers un nouveau Rwanda? Entretiens avec Paul Kagame"*, Ed. Karthala et Luc Pire, 1995.

MUREGO Donat, *"La révolution rwandaise. 1959 -1962. Essai d'interprétation"*. Publications des Sciences Politiques et sociales. Louvain. 1975.

MUKAGASANA Yolande, *"La mort ne veut pas de moi"*, Ed. Fixot, Paris, 1997.

MUTAMBO Joseph, *"Les Banyamulenge"*, Kinshasa, 1997.

NAHIMANA F., *"Le Rwanda, émergence d'un État"*, Ed. L'Harmattan, 1993.

NEWBURY Catherine, *"The Cohesion of oppression: Clientship and ethnicity in Rwanda (1860-1960)"*, Columbia University Press, New-York, 1988.

NKURIKIYIMFURA Jean-Népomucène, *"Le gros bétail et la société Rwandaise. Evolution historique du XIIème - XIVème siècles à 1958"*, Ed. L'Harmattan, 1994.

NTIRUSHWA Joseph, "Calice de sang ", Kigali.

PIRALIAN Hélène, *"Génocide et Transmission"*, Ed. L'Harmattan, 1995.

PRUNIER Gérard, *"Rwanda 1959-1996, Histoire d'un génocide"*, Ed. Dagorno, 1997.

REISDORFF Ivan, *"L'homme qui demanda du feu"*, Collection Espace Nord, Editions Labor, 1995.

REYNTJENS Filip, *"L'Afrique des grands lacs en crise. Rwanda, Burundi: 1988-1994"*, Ed. Karthala, 1994.

REYNTJENS Filip, *"Pouvoir et droit au Rwanda"*, Tervueren, MRAC, 1985.

RICHARD Pierre-Olivier, *"Casques bleus, sang noir. Rwanda 1994-Zaire 1996: un génocide en spectacle"*, Ed. Epo, Bxl, 1997.

RICHARD Pierre-Olivier, *"Moi, Alexandre Pivoine, Ambassadeur du Rwanda"* Pimm's Edition 1994.

RUGAMBA Cyprien, *"Chansons Rwandaises"*, Institut National de Recherche Scientifique Butare, 1979.

RUGAMBA Cyprien, *"Mélodies du Ballet"*, Institut National de Recherche Scientifique - Butare, 1981.

RUGAMBA Cyprien, *"La bataille de frontière "*, INRS Butare, 1985.

RUGAMBA Cyprien, *"La poésie face à l'histoire"*, INRS Butare, 1987.

RUMIYA Jean, *"Le Rwanda sous le règne du Mandat Belge. (1916-1931)"*. Ed. L'Harmattan, Collection Racines du Présent, 1992.

RUTAZIBWA Privat, *"Espérance pour mon peuple et pour le monde"*. Editions Centrales Kigali - 1995.

RUTI, *"Nemo"*, Ed. La Pensée Universelle, 1979.

SAUR Léon, *"Influences parallèles, l'Internationale démocrate-chrétienne au Rwanda"*, Ed. Luc Pire, 1998.

VANSINA Jan, *"L'évolution du royaume Rwanda. Des origines à 1900 »*, Bruxelles, 1962.

VAN'TSPIJKER Gérard, *"Les usages funéraires et la mission de l'Eglise : une étude anthropologique et théologique des rites funéraires au Rwanda"*, Ed. Ermelo, 1990.

VERDIER Raymond, DECAUX Emmanuel, CHRETIEN Jean-Pierre, *"Rwanda. Un génocide du XXème siècle"*, Ed. L'Harmattan, 1995.

VERSCHAVE François-Xavier, *"La Françafrique : le plus long scandale de la République"*, Ed. Stock, 1998.

VERSCHAVE François-Xavier, "*Complicité de génocide? La politique de la France au Rwanda*", Ed. La découverte, 1994.

VIDAL Claudine, "*Sociologie des passions - Côte d'Ivoire, Rwanda* » Ed. Karthala 1991.

WESSELING Henri, "*Le partage de l'Afrique. 1880-1914*", Ed. Denoël, Collection Destins Croisés, L'aventure coloniale de la France, oct. 1996.

WILLAME Jean-Claude, "*L'ONU au Rwanda*". Ed. Labor et Ed. Maison Neuve et Larose, 1996.

WILLAME Jean-Claude, "*Le parcours de la honte. Commission Rwanda : quels enseignements?*".

GRIP et Ed. Complexe. 1997.

REVUES- ARTICLES-TIRES A PART

AFRICAN RIGHTS, "*Un espoir gâché. L'opération de l'ONU pour les droits de l'homme* » Une publication d'African Rights, London, mars 1995.

AFRICAN RIGHTS, "*La preuve assassinée. Meurtres, attaques, arrestations et intimidation de survivants et de témoins* », une publication d'African Rights, London, avril 1996.

AFRICAN RIGHTS, "*Killing the evidence. Murder, attacks, arrests and intimidation of survivors and witnesses*", a publication of African Rights, London, avril 1996.

AFRICAN RIGHTS, "*Résistance au génocide 06/1994* », Communiqué de Presse, une publication d'African Rights, Rwanda, 03/04/98.

AGENCE RWANDAISE D'INFORMATION, n°44 du 26 juin au 2 juillet 1997 (voir: Les rétractions de Réginald Moreels).

AGENCE RWANDAISE D'INFORMATION, n°45 du 3 au 9 juillet 1997 (voir: Discours de Paul Kagame à l'occasion du 3ème anniversaire de la prise de Kigali).

ARTISTES ET MUSICIENS RWANDAIS, "*Rwanda. La culture au service de la Paix et de la non-violence*". Louvain-la-Neuve. Avril 1997.

COLLECTIF DE PRETRES RWANDAIS, "*Memorandum à Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II Préoccupations sur l'attitude de l'Eglise catholique face à l'évolution socio-politique du pays après le génocide*".

CRDDR, "*Bilan provisoire et perspectives*", Le tribunal Pénal International pour le Rwanda. DE HEUSCH Luc, "*Anthropologie d'un génocide: le Rwanda*", in Les Temps Modernes, Paris Déc. 1994, pp 1-19.

DE HEUSCH Luc, "*Rwanda: les responsabilités d'un génocide*", in Le Débat n°84, Ed. Gallimard, mars-avril 1995.

DIALOGUE, "*Le centenaire de Lavigerie*", Ed. Dialogue, Numéro spécial, revue n°168, Kigali, juil. 1993.

ENCYCLOPEDIE UNIVERSALIS, "*Rwanda*", 1980 - Vol 14, pp 561 à 564.

Fonds de Soutien du Tiers-Monde, "*Réintégration socio-économique des déplacés de Ruyenzi. Commune de Runda, Rwanda.* "

GASIBEREGE Simon, "*Cohabitation, reconstruction du pays et santé mentale communautaire au Rwanda*" - 1997.

GROUPE DE PRÊTRES DE KIGALI, "*Des prêtres rwandais s'accusent* », Collection "Lumière et Société", mai 1997

GOLIAS Magazine, "*Rwanda: l'honneur perdu des Missionnaires*", Editions Golias, Magazine n°48-49, été 1996.

HOUDART Christine - Atelier d'écriture dramatique - Pièce Radiophonique (à partir d'archives radio).

IBUKA- mémoire et justice, "*Actes de la commémoration -Memorial Day- du génocide et des massacres politiques au Rwanda*", Bruxelles, 7-8-9 avril 1995.

"*Lettre pastorale collective des Archevêques et Evêques du Ruanda-Urundi à leurs fidèles Vérité - Justice - Charité*". Octobre 1960.

IBUKA -Rwanda, "*Actes de la 2ème commémoration*", 30 mars, 7-8 avril 1996.

Ligue Anti-impérialiste. "*La responsabilité de l'Etat Belge et de l'Eglise catholique dans le génocide Rwandais*". Notules de l'audience «Experts à la barre» - 5 avril 1997.

MARTENS Ludo, "*Rwanda: La responsabilité de la Belgique dans la création de l'idéologie raciste*". Rapport du colloque "Experts à la barre" - 5 avril 1997.

MARTENS Ludo, *"Les ONG face au génocide rwandais"*. Ligue Anti-impérialiste - sept. 1994

MARTENS Ludo *"Au cœur des ténèbres"*, théâtre, 1996.

NABULSI Leila, *"Wanoulele, Que s'est-il passé"*.

N'DOBA Gasana, *"La littérature Rwandaise de langue française. Une génération après"*, in Cellule «Fin de Siècle»- Papier blanc, encre noire- cent ans de culture francophone en Afrique centrale, Ed. Labor, 1992.

NKUNDABAGENZI F., *"Rwandapolitique: 1958-1960"*, Les dossiers du CRISP, Bruxelles 1961, pp 13-15 et 43.

OMAAR Rakiya, *"A genocide foretold"*, in Soundings - Autumn 1997

PERRAUDIN Mgr., *"Lettre Pastorale pour le carême de 1959"*

SENAT DE BELGIQUE, *Commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda*. Compte rendu analytique des auditions. 1997.

SENAT DE BELGIQUE, *Commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda*. RAPPORT. Fait au nom de la commission d'enquête par MM. Mahoux et Verhofstadt. 1998.

SOLIDARITE INTERNATIONALE, *"Rwanda - Génocide au Rwanda - Le vrai visage de l'impérialisme"* n°26 - Mai 1995

SOLIDARITE INTERNATIONALE *"Le Rwanda exige justice"*n°3 - nov. 1996.

SONCK Franck, *"Génocide à l'est du Congo ?"*, Solidarité Internationale, octobre 1997.

TEMPS MODERNES (LES), *"Les politiques de la haine. Rwanda-Burundi 1994-1995"*. N°583, juillet-août 1995.

TEMOINS DU GENOCIDE, *"Sosthène Munyemana. Le boucher de Tumba: en liberté en France"*, Une publication d'African Rights, n°2, mars 1996.

TEMOINS DU GENOCIDE, *"La vérité enterrée au nom des "Droits de l'Homme"*, Une publication d'African Rights, n°7, sept. 1997.

VIVANTE AFRIQUE. N°230 - Janvier-février 1964.

VIVANT UNIVERS. N°399-400, Mai-Août 1992.

WILLAME Jean-Claude *"Les inquisiteurs au travail"*, in La revue Nouvelle, 1995 (?).

WITNESS TO GENOCIDE, *"Dr. Sosthène Munyemana. The butcher of tumba : at liberty in France"*, a publication of African Rights, n°2, Feb.1996.

WITNESS TO GENOCIDE, *"Joseph Ruyenzi. Prisoner without a conscience"* A publication of African Rights, n°5, Jan. 1997.

WITNESS TO GENOCIDE, *"John Yusufu Munyakazi. The killer behind the refugee"*, A publication of African Rights, n°6, June 1997.